

APPEL D'OFFRES

RETOURNER LES SOUMISSIONS À :
Réception des soumissions
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture et Agroalimentaire Canada
 Centre de service de l'est
 Service de réception des offres
 2001, rue University, bureau 671-TEN
 Montréal, QC
 H3A 3N2

SOUMISSION PRÉSENTÉE À :

Agriculture et Agroalimentaire Canada

Par la présente, nous offrons de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, la construction énumérée ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Commentaires :

Sujet				
Panneau d'incendie complexe de London - Phase 2				
N° de l'invitation			Date	
01B46-15-0029			2015-05-22	
N° de référence du client				
1112-143910-P14				
N° de dossier				
01B46-15-0029				
L'invitation prend fin				
Jour de semaine	Mois	Jour	Année	Heure
Lundi	Juin	8	2015	14:00
Heure du jour			Fuseau horaire	
<input type="radio"/> matin <input checked="" type="radio"/> après-midi			HAE	
F.A.B				
<input type="radio"/> Installations <input checked="" type="radio"/> Destination <input type="radio"/> Autre				
Adresser toute demande de renseignements à :				
Gabriel Le Raina Plouffe				
Titre :				
Agent contractuel				
Courriel :				
gabriel.leplouffe@agr.gc.ca				
Numéro de téléphone		Poste	Numéro de télécopieur	
514 315-6123			514 283-3143	
Destination				
Agriculture et Agroalimentaire Canada				
Centre de recherche du Sud sur la phytoprotection et les aliments				
1391 rue Sandford				
London, Ontario, N5V 4T3				

Instructions : Voir ci-inclus

Livraison exigée	Livraison proposée	
30 septembre 2015		
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur		
Numéro de téléphone	Poste	Numéro de télécopieur

BUREAU ÉMETTEUR

Agriculture et Agroalimentaire Canada
 Centre de service de l'est
 Service de réception des offres
 2001, rue University, bureau 671-TEN
 Montréal, QC
 H3A 3N2

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur
(caractère d'impression)

Signature

Date



TABLE DES MATIÈRES

1. Appel d'offres
2. Annexe « A » / Instructions générales à l'intention des soumissionnaires
3. Annexe « B » / Instructions particulières à l'intention des soumissionnaires
4. Annexe « C » / Formulaire de soumission et d'acceptation
5. Annexe « D » / Travaux majeurs – Conditions générales
6. Annexe « E » / Spécifications techniques & Plans
7. Annexe « F » / Conditions d'assurance
8. Annexe « G » / Documents contractuels
9. Annexe « H » / Contrat

Formulaire

- Cautionnement de soumission
- Attestation d'assurance
- Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux
- Cautionnement d'exécution
- Attestation T4-A
- Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel



Annexe « A »

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES



INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- IG01 Établissement des soumissions
- IG02 Identité ou capacité juridique du soumissionnaire
- IG03 Taxes applicables
- IG04 Frais d'immobilisation
- IG05 Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Exigences relatives à la garantie de soumission
- IG08 Présentation des soumissions
- IG09 Révision des soumissions
- IG10 Rejet des soumissions
- IG11 Coûts relatifs aux soumissions
- IG12 Respect des lois applicables
- IG13 Approbation des matériaux de remplacement
- IG14 Conflit d'intérêts / Avantage indu

IG01 ÉTABLISSEMENT DES SOUMISSIONS

- 1) La soumission doit :
 - a) être présentée sur le **FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION** fourni par AAC avec le dossier d'appel d'offres ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au **FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION** fourni par AAC;
 - b) être établie en fonction des documents du dossier d'appel d'offres énumérés dans les Instructions particulières à l'intention des soumissionnaires;
 - c) être remplie correctement à tous égards;
 - d) porter la signature originale d'un représentant dûment autorisé du soumissionnaire; et
 - e) être accompagnée
 - (i) de la garantie de soumission précisée à l'IG07; et
 - (ii) de tout autre document précisé ailleurs dans l'appel d'offres où il est stipulé que ce document doit accompagner la soumission.
- 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG10, toute modification aux sections pré dactylographiées ou pré-imprimées du formulaire de soumission ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le formulaire de soumission par le soumissionnaire doivent être paraphés par les signataires de la soumission. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls.
- 3) Les soumissions envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire dans les documents du dossier d'appel d'offres.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

IG02 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

- 1) Pour confirmer le pouvoir des signataires ou déterminer la capacité juridique en vertu de laquelle le soumissionnaire entend conclure un marché, il faut que le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel fournisse à la demande du Canada, avant l'attribution du contrat, une preuve satisfaisante :
 - a) de ce pouvoir de signature et
 - b) de la capacité juridique en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

La preuve satisfaisante du pouvoir de signer peut être une copie certifiée conforme d'une résolution nommant les personnes autorisées à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes. La preuve de la capacité juridique peut prendre la forme d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement du nom commercial d'un propriétaire unique ou d'une société de personnes.

IG03 TAXES APPLICABLES

- 1) Par « taxes applicables », on entend la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale, payable par le Canada, selon la loi, comme la taxe de vente du Québec (TVQ) en date du 1er avril 2013.

IG04 FRAIS D'IMMOBILISATION

- 1) Pour l'application de l'article 1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES des Conditions générales du contrat, seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à la délivrance de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondant à des droits municipaux spéciaux d'aménagement ou de réaménagement qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à la délivrance des permis de construire.

IG05 IMMATRICULATION ET ÉVALUATION PRÉALABLE DE L'OUTILLAGE FLOTTANT

- 1) Les dragues ou autres outillages flottants qui seront utilisés dans l'exécution des travaux doivent être immatriculés au Canada. Dans le cas des dragues ou des autres outillages flottants non fabriqués au Canada, le soumissionnaire doit se faire délivrer, par Industrie Canada, un certificat d'évaluation et joindre ce certificat à sa soumission. L'outillage ainsi évalué par Industrie Canada pourra être accepté dans le cadre de ce projet de dragage.

IG06 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS

- 1) Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre toute information demandée dans cet avis, y compris les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la soumission.

IG07 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

- 1) Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Cette garantie doit représenter au moins 10 % du montant de la soumission. Les taxes applicables ne doivent pas être incluses

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

dans le calcul de la garantie de soumission requise. Le montant maximum de la garantie de soumission exigée est fixé à 2 000 000 \$.

- 2) Le cautionnement de soumission doit être fourni sur un formulaire approuvé <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appS> dûment rempli et portant des signatures originales, et il doit provenir d'une entreprise dont les cautionnements sont acceptés par le Canada au moment de la clôture de l'appel d'offres ou d'une entreprise désignée à l'Appendice L de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor, intitulé [Compagnies de cautionnement reconnues](#).
- 3) Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu. Il peut s'agir :
 - a) d'une lettre de change, d'une traite bancaire ou d'un mandat de poste à l'ordre du receveur général du Canada, certifié ou fourni par une institution financière agréée; ou
 - b) d'obligations du gouvernement du Canada ou d'obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) Aux fins de l'alinéa 3a) de l'IG07 :
 - a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par le soumissionnaire à une institution financière agréée et obligeant cette institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
 - b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat est certifié par une institution ou une société autre qu'une banque à charte, il doit être accompagné d'une preuve, sous la forme d'une lettre ou d'une attestation estampillée sur la lettre de change, la traite bancaire ou le mandat, confirmant que cette institution ou société appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa 4c) de l'IG07; et
 - c) une institution financière agréée est :
 - (i) une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements, conformément à la définition établie par la [Loi canadienne sur les paiements](#);
 - (ii) une société qui accepte des dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou par l'Autorité des marchés financiers jusqu'au maximum permis par la loi;
 - (iii) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté du chef d'une province;
 - (iv) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise au paragraphe 137(6) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
 - (v) la Société canadienne des postes.
- 5) Les obligations visées à l'alinéa 3b) de l'IG07 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date de clôture de l'appel d'offres, et doivent être :
 - a) payables au porteur;
 - b) accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- c) enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.
- 6) Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable pour le Canada comme solution de rechange à un dépôt de garantie, et le montant doit être établi comme il est mentionné ci-dessus pour un dépôt de garantie.
- 7) La lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée au paragraphe 6) de l'IG07 doit :
- a) constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou en son propre nom,
 - (i) doit verser un paiement au receveur général du Canada ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
 - (ii) doit accepter et payer les lettres de change tirées par le receveur général du Canada;
 - (iii) autorise une autre institution financière à effectuer ce paiement ou à accepter et à payer ces lettres de change; ou
 - (iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
 - b) préciser la somme nominale que l'on peut tirer;
 - c) préciser la date d'expiration;
 - d) prévoir le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
 - e) faire en sorte que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - f) prévoir son assujettissement aux *Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires* (RUUCD) de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI n° 600 (selon les RUUCD de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a aucune indication à cet effet); et
 - g) être émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.
- 8) La garantie de soumission viendra à échéance ou sera retournée, dans les plus brefs délais possibles, suivant :
- a) la date de clôture de l'appel d'offres, pour un soumissionnaire dont la soumission est non conforme; et
 - b) la révision administrative des soumissions, pour les soumissionnaires dont la soumission est conforme et classée du quatrième au dernier rang dans l'échelle de classement; et
 - c) l'attribution du contrat, pour les soumissionnaires dont la soumission est retenue et classée aux deuxième et troisième rangs dans l'échelle de classement;

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- d) la réception de la garantie contractuelle, pour le soumissionnaire retenu; ou
 - e) l'annulation de la demande de soumissions pour tous les soumissionnaires.
- 9) Nonobstant les dispositions du paragraphe 8) de l'IG07 et à condition que trois (3) soumissions conformes ou plus aient été reçues, si une ou plusieurs des soumissions classées du troisième au premier rang sont retirées ou rejetées pour quelque raison que ce soit, le Canada se réserve le droit de retenir la garantie de la soumission conforme suivante afin de retenir la garantie de soumission d'au moins trois (3) soumissions valides et conformes.

IG08 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS

- 1) Il faut inclure le Formulaire de soumission et d'acceptation, dûment rempli, et la garantie de soumission dans une enveloppe scellée fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et remise au bureau désigné dans le formulaire d'APPEL D'OFFRES pour la réception des soumissions. La soumission doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture de l'appel d'offres.
- 2) Sauf indication contraire dans les Instructions particulières à l'intention des soumissionnaires :
- a) la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b) aucune protection contre la fluctuation du taux de change n'est offerte; et
 - c) aucune demande de protection contre les fluctuations du taux de change ne sera prise en considération.
- 3) Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que les renseignements suivants sont clairement dactylographiés ou écrits en caractères d'imprimerie sur l'enveloppe de soumission :
- a) numéro de l'appel d'offres;
 - b) nom du soumissionnaire;
 - c) adresse de retour; et
 - d) date et heure de clôture.
- 4) La responsabilité de faire parvenir la soumission à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au soumissionnaire.

IG09 RÉVISION DES SOUMISSIONS

- 1) Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision parvienne au bureau désigné pour la réception des soumissions au plus tard à la date et à l'heure de clôture de l'appel d'offres. Le document ou la télécopie doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant le soumissionnaire.
- 2) La soumission à prix unitaires qui est modifiée doit clairement mettre en évidence les changements apportés aux prix unitaires de même que les articles particuliers auxquels chaque changement s'applique.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- 3) Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une modification antérieure doit clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
- 4) Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, seules les modifications irrecevables devront être rejetées. L'évaluation portera sur la soumission initiale déposée de même que sur les autres modifications recevables.

IG10 REJET DES SOUMISSIONS

- 1) Le Canada n'est tenu d'accepter aucune soumission, même la plus basse.
- 2) Sans limiter la portée générale du paragraphe 1) de l'IG10, le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a) le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visés par la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), de l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), de l'article 380 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou de l'article 418 (Vente d'approvisionnement défectueux à Sa Majesté) du *Code criminel du Canada* ou de l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), du paragraphe 80 (2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou de l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - b) les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de l'être;
 - c) les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé par la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou en voie de l'être, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - d) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - e) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, d'un de ses employés ou d'un sous-traitant visé par sa soumission;
 - f) des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - g) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures du soumissionnaire avec le Canada :
 - (i) le Canada a exercé ou entend exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, au sous-traitant ou à l'employé visé par la soumission; ou
 - (ii) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats est suffisamment médiocre pour qu'on le juge incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
- 3) Lors de l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)d)(iv) de l'IG10, le Canada peut tenir compte, notamment, des points suivants :

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- a) la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
 - b) les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c) la gestion générale des travaux et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de son représentant; et
 - d) l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
- 4) Sans limiter la portée générale des paragraphes 1), 2) et 3) de l'IG10, le Canada peut rejeter toute soumission en raison d'une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a) le caractère adéquat du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux et, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires ou un ensemble de forfaits et de prix unitaires, la mesure dans laquelle chaque prix proposé tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b) la capacité du soumissionnaire à fournir la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux de façon compétente dans le cadre du contrat; et
 - c) le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
- 5) Dans les cas où le Canada prévoit rejeter une soumission en application des paragraphes 1), 2), 3) ou 4) de l'IG10, excluant l'alinéa 2)g), l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera dix (10) jours pour faire valoir son point de vue avant que la décision définitive ne soit prise concernant le rejet.
- 6) Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

IG11 COÛTS RELATIFS AUX SOUMISSIONS

- 1) Aucun paiement ne sera versé pour des frais engagés aux fins de la préparation et de la présentation d'une soumission en réponse à l'appel d'offres. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés à cette fin, ainsi que des frais qu'il aura engagés pour l'évaluation de sa soumission.

IG12 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

- 1) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession tous les permis, licences, inscriptions, attestations, déclarations, dépôts ou autres autorisations valides requis pour satisfaire à toutes les lois et à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées au paragraphe 1) de l'IG12, le soumissionnaire doit, sur demande et dans les délais précisés, fournir une copie de chaque permis, licence, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiqués dans la demande.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- 3) Le non-respect des exigences exprimées au paragraphe 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de la soumission.

IG13 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT

- 1) Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, la soumission doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'appel d'offres, on pourra envisager des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des marchés reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de l'appel d'offres.

IG14 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU

- 1) Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
 - a) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de l'appel d'offres ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;
 - b) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires, et le Canada juge que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
- 2) L'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens ou services décrits dans l'appel d'offres (ou des biens ou services semblables) ne sera pas en soi considérée par le Canada comme un avantage indu ou comme constituant un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés ci-dessus.
- 3) Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la date de clôture de l'appel d'offres. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.



Annexe « B »

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES



INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Documents de soumission
IP02	Demandes de renseignements pendant la période de soumission
IP03	Visite facultative des lieux
IP04	Révision des soumissions
IP05	Résultats de l'appel d'offres
IP06	Insuffisance de fonds
IP07	Période de validité des soumissions
IP08	Documents de projet
IP09	Sites Web
IP10	Exigences relatives à la sécurité du personnel

IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

- 1) Les documents de soumission sont les suivants :
 - (a) INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES - Page 1 du formulaire AAFC / AAC5323-F;
 - (b) INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES – Formulaire AAFC / AAC5301-F;
 - (c) FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION – Formulaire AAFC / AAC5313-F;
 - (d) Clauses et conditions précisées dans les DOCUMENTS CONTRACTUELS;
 - (e) Dessins et devis;
 - (f) FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (AAFC / AAC5320-F) et les annexes s'y rattachant;
 - (g) toute modification publiée avant la date de clôture.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT LA PÉRIODE DE SOUMISSION

- 1) Toute demande de renseignements concernant l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'APPEL D'OFFRES – page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'appel d'offres. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG13 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES, toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'appel d'offres afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent de négociation des marchés examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications liées à cet appel d'offres envoyées pendant la période de soumission doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent de négociation des marchés dont le nom figure à la page 1 de l'APPEL D'OFFRES. À défaut de respecter cette condition, le soumissionnaire peut (pour cette seule raison) voir sa soumission rejetée.

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

IP03 VISITE FACULTATIVE DES LIEUX

- 1) Une visite des lieux aura lieu le vendredi , 29 mai , 2015 à
10:00 AM PM HAE.

Les soumissionnaires intéressés devront se présenter à

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Centre de recherche du Sud sur la phytoprotection et les aliments
1391 rue Sandford
London, Ontario, N5V 4T3

IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS

- 1) Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG09 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le 514 283-3143 .

IP05 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

- 1) À la suite de la clôture de l'appel d'offres, les résultats pourront être obtenus auprès du bureau de réception des soumissions en envoyant un courriel à gabrielle.plouffe@agr.gc.ca .

IP06 INSUFFISANCE DE FONDS

- 1) Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués pour les travaux, le Canada, à sa discrétion exclusive, peut prendre l'une ou l'autre, ou une combinaison, des mesures suivantes :
 - (a) annuler l'appel d'offres;
 - (b) obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant fait l'offre conforme la plus basse;
 - (c) négocier avec le soumissionnaire ayant fait l'offre conforme la plus basse une réduction du prix offert ou de la portée des travaux de 15 % au plus. S'il s'avère impossible de parvenir à une entente satisfaisante pour le Canada, ce dernier exercera l'option (a) ou l'option (b).

IP07 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

- 1) Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel qu'il est précisé à la disposition 4 du FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION. Dès la réception d'un avis écrit du gouvernement du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 2) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
- 3) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion, prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :
 - (a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires;

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- (b) annuler l'appel d'offres.
- 4) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou aux termes de l'IG10 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES.

IP08 DOCUMENTS DE PROJET

- 1) À l'attribution du contrat, l'entrepreneur retenu recevra en version papier un ensemble de documents signés (plans d'exécution, devis et modificatifs), sous pli scellé. Des copies supplémentaires, jusqu'à concurrence de un (1), seront fournies sans frais à la demande de l'entrepreneur. Il incombera à l'entrepreneur d'obtenir d'autres copies et d'en acquitter les frais.

IP09 SITES WEB

L'accès à certains des sites Web figurant dans les documents d'appel d'offres est assuré au moyen d'hyperliens. Voici une liste des adresses des sites Web :

Appendice L de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#apPL>

Sanctions économiques canadiennes

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

IP10 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ DU PERSONNEL

- 1) Les membres du personnel de l'entrepreneur retenu, de même que tous les sous traitants et leurs employés, qui réaliseront une partie des travaux dans le cadre du marché subséquent doivent se conformer aux exigences de sécurité suivantes :
- Les membres du personnel devant réaliser une partie des travaux doivent TOUS détenir une COTE DE FIABILITÉ valide, délivrée ou approuvée par Agriculture et Agroalimentaire Canada. Tant que les évaluations de sécurité du personnel n'ont pas été complétées à la satisfaction d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le personnel de l'entrepreneur ou du sous-traitant NE PEUT réaliser les travaux prévus dans le marché. Chaque membre du personnel proposé doit remplir un « Formulaire d'autorisation de sécurité » (SCT/TBS 330-23F) à la demande du Canada.



Annexe « C »

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION



FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION CONTRAT DE CONSTRUCTION - GRANDS TRAVAUX

SA01 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Description des travaux Les travaux demandés impliquent généralement la mise à niveau des équipements existants ainsi que l'installation de nouveaux dispositifs de surveillance et de signalisation des incendies du bâtiment principal et l'installation de câble souterrain reliés du panneau incendie au panneau du bâtiment principal.					
Numéro de l'invitation à soumissionner 01B46-15-0029			Numéro de dossier / projet 1112-143910-P14		
SA02 DÉNOMINATION COMMERCIALE ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE					
Nom					
Adresse					
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro	Rue	Type de rue	Direction de la rue
BP ou numéro de route		Municipalité (ville, village, etc.)		Province	Code postal
No. de téléphone		No. de télécopieur		Courriel	
SA03 OFFRE					
1) Le soumissionnaire offre au Canada, représenté par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant de soumission total de :					
\$ _____ taxes applicables en sus (TPS/TVH/TVQ) (exprimé en chiffres seulement)					
SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS					
1) La soumission ne peut être retirée pendant une période de <u>60</u> jours suivant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.					
SA05 ANNEXES					
1) Les annexes suivantes sont jointes au présent Formulaire de soumission et d'acceptation :					
<input checked="" type="checkbox"/> Annexe 2					
SA06 ACCEPTATION ET CONTRAT					
1) À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est conclu entre lui et le Canada. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à la disposition CS01 DOCUMENTS DU CONTRAT.					
SA07 DURÉE DES TRAVAUX					
1) L'entrepreneur doit mener à bien les travaux d'ici le <u>2015-09-30</u>					
SA08 GARANTIE DE SOUMISSION					
1) L'entrepreneur doit joindre à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION.					
2) Si un dépôt de garantie est donné comme garantie de soumission et que l'entrepreneur, suite à l'acceptation de sa soumission par le Canada, refuse de fournir la garantie contractuelle exigée à la disposition CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE, le dépôt de garantie sera confisqué; toutefois, le Canada peut renoncer à son droit de confisquer le dépôt de garantie, si cela est dans l'intérêt public.					

SA09 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée
à signer au nom du soumissionnaire
(en caractères d'imprimerie)

Nom

Titre

Signature

Date

Nom

Titre

Signature

Date

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION
CONTRAT DE CONSTRUCTION - GRANDS TRAVAUX
ANNEXE 2

LISTE DES SOUS-TRAITANTS

L'entrepreneur sous-traitera les parties des travaux énoncés ci-dessous au sous-traitant désigné. L'entrepreneur convient de n'apporter aucun changement à la liste des sous-traitants avant d'avoir obtenu l'autorisation écrite du représentant ministériel. L'entrepreneur reconnaît que, pour chaque partie des travaux, si plus d'un sous-traitant est désigné, si aucun sous-traitant n'est désigné ou si l'entrepreneur néglige d'indiquer que les travaux seront effectués par ses propres employés, selon le cas, la soumission sera jugée irrecevable.

LISTE DE L'ÉQUIPEMENT

N/A

LISTE DES MATÉRIAUX

N/A



Annexe « D »

TRAVAUX MAJEURS – CONDITIONS GÉNÉRALES



TRAVAUX MAJEURS - CONDITIONS GÉNÉRALES

Page 1 of 58

**CONDITIONS GÉNÉRALES POUR LES TRAVAUX MAJEURS:
FORMULAIRE AAC 5321 :**

Date de Révision

CG1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Original
CG2	ADMINISTRATION DU CONTRAT	Original
CG3	EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX	Original
CG4	MESURES DE PROTECTION	Original
CG5	MODALITÉS DE PAIEMENT	Original
CG6	RETARDS ET MODIFICATION DES TRAVAUX	Original
CG7	DÉFAUT, SUSPENSION OU RÉSILIATION DU CONTRAT	Original
CG8	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	Original
CG9	SÉCURITÉ DES CONTRATS	Original
CG10	ASSURANCE	Original

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- CG1.1 INTERPRÉTATION
 - CG1.1.1 En-têtes et renvois
 - CG1.1.2 Terminologie
 - CG1.1.3 Application de certaines dispositions
 - CG1.1.4 Achèvement substantiel
 - CG1.1.5 Achèvement
- CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS
 - CG1.2.1 Généralités
 - CG1.2.2 Ordre de priorité
 - CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents
- CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR
- CG1.4 DROITS ET RECOURS
- CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS
- CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR
- CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA
- CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES
- CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS
- CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE
- CG1.11 TRAVAILLEURS INAPTES
- CG1.12 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES
- CG1.13 CONFLIT D'INTÉRÊTS
- CG1.14 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS
- CG1.15 SUCCESSION
- CG1.16 CESSION
- CG1.17 POTS-DE-VIN
- CG1.18 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS
- CG1.19 SANCTIONS INTERNATIONALES

CG1.1 INTERPRÉTATION**CG1.1.1 En-têtes et renvois**

- 1) Les en-têtes des documents contractuels, sauf ceux des dessins et des devis, ne font pas partie du contrat; ils sont reproduits seulement pour en faciliter la consultation.
- 2) Les renvois à des parties du contrat à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du contrat désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du contrat visées par ces renvois.
- 3) Un renvoi à un paragraphe ou un alinéa suivi d'un chiffre, d'une lettre ou d'une combinaison de chiffres et de lettres constitue, sauf indication contraire, un renvoi au paragraphe ou à l'alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

CG1.1.2 Terminologie

- 1) Dans le contrat
 - « Canada », « État » et « Sa Majesté » désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada;
 - « Certificat d'achèvement » signifie le certificat délivré par le Canada à la fin des travaux;

« Certificat d'achèvement substantiel » signifie le certificat délivré par le Canada lorsque les travaux sont substantiellement achevés;

« Certificat de mesure » désigne le certificat délivré par le Canada pour confirmer l'exactitude des quantités finales, des prix unitaires et des valeurs pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux fournis et utilisés par l'entrepreneur pour la construction de la partie des travaux à laquelle se rapporte une entente à prix unitaire;

« Conditions supplémentaires » désigne la partie du contrat modifiant ou complétant les Conditions générales;

« Contrat » désigne les documents mentionnés dans ce contrat et tous les autres documents précisés ou visés dans l'un quelconque des documents faisant partie du contrat, et inclut les modifications apportées à ces documents par convention des parties;

« Coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) » à la page 1 du contrat ou de la modification au contrat désigne un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le montant du contrat, ou le montant révisé du contrat, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le montant du contrat et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« Dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes » et les expressions comparables désignent l'ensemble du contrat, et non une section ou une partie du contrat en particulier;

« Entente à forfait » désigne la partie du contrat prescrivant le versement d'un forfait pour l'exécution des travaux correspondants;

« Entente à prix unitaire » désigne la partie du contrat prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;

« Entrepreneur » signifie la personne qui passe un contrat avec le Canada pour fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage permettant d'exécuter les travaux en vertu de ce contrat, y compris le surintendant de l'entrepreneur identifié par écrit au Canada;

« Fournisseur » signifie la personne ayant un contrat directement avec l'entrepreneur pour fournir l'outillage ou les matériaux non personnalisés pour les travaux;

« Garantie du contrat » signifie toute garantie donnée au Canada par l'entrepreneur conformément au contrat;

« Jour ouvrable » désigne une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé dans le secteur du bâtiment, dans la région où se déroulent les travaux;

« Matériaux » comprend les marchandises, articles, machineries, équipements, appareils et choses devant être fournis en vertu du contrat pour être incorporés aux travaux;

« Montant du contrat » signifie le montant indiqué dans le contrat et à verser à l'entrepreneur pour les travaux, sous réserve des modalités et des conditions du contrat, excluant les taxes applicables;

« Outillage » comprend les outils, instruments, machines, véhicules, constructions, équipements, articles et choses qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, autres que les matériaux et les outils habituellement fournis par une personne de métier dans l'exercice d'un métier;

« Personne » comprend également, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une corporation, une compagnie, une entreprise, une firme, une coentreprise, un consortium ou une société;

« Représentant du ministère » signifie la personne désignée dans le contrat ou dans un avis écrit signifié à l'entrepreneur comme représentant du ministère pour l'application de ce contrat, y compris toute personne autorisée et désignée par ce dernier par écrit;

« Sous-traitant » désigne une personne ayant un contrat directement avec l'entrepreneur, conformément à la CG3.6 SOUS-TRAITANCE, pour exécuter une ou des parties des travaux ou pour fournir des matériaux personnalisés pour les travaux;

« Surintendant » signifie l'employé ou du représentant de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour exercer les fonctions décrites dans la CG2.6 SURINTENDANT;

« Tableau des prix unitaires » signifie le tableau des prix figurant dans le contrat;

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, telle que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1^{er} avril 2013;

« Travaux » désigne, sous réserve de toute disposition contraire du contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux documents contractuels.

CG1.1.3 Application de certaines dispositions

- 1) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à prix unitaire ne s'appliquent pas à toute partie des travaux visée par une entente à forfait.
- 2) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à forfait ne s'appliquent pas à toute partie des travaux visée par une entente à prix unitaire.

CG1.1.4 Achèvement substantiel

- 1) Les travaux sont considérés comme étant substantiellement achevés :
 - a) lorsque, à la suite des inspections et essais réalisés, une partie substantielle ou la totalité des travaux prévus au contrat est, de l'avis du Canada, prête à être utilisée par le Canada ou est utilisée aux fins prévues;
 - b) lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du contrat peuvent, de l'avis du Canada, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas :
 - (i) 3 % des premiers 500 000 \$;
 - (ii) 2 % des prochains 500 000 \$; et

(iii) 1 % du reste

du montant du contrat au moment du calcul de ce coût.

- 2) Lorsque la totalité ou une partie substantielle des travaux est prête à être utilisée aux fins prévues et
 - a) que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevé dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée, conformément à la CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou
 - b) que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer les travaux dans les délais précisés,

le coût de la partie des travaux qui n'a pas été terminée en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés est déduit du montant du contrat mentionné au sous-alinéa l'alinéa 1)b) de la CG1.1.4, et ce coût ne fait pas partie du coût des travaux restants à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel.

CG1.1.5 Achèvement

- 1) Les travaux sont réputés avoir été achevés lorsque l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires ont été utilisés ou fournis et que l'entrepreneur a respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction du Canada.

CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

CG1.2.1 Généralités

- 1) Les documents contractuels sont complémentaires, et les exigences de l'un quelconque de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
- 2) Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
- 3) Nulle disposition des documents contractuels n'aura pour effet de créer une relation contractuelle entre le Canada et un sous-traitant ou un fournisseur, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs, ou leurs mandataires ou employés.

CG1.2.2 Ordre de priorité

- 1) En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après :
 - a) toute modification ou variante des documents contractuels apportée conformément aux Conditions générales;

- b) toute modification déposée avant la date de clôture de l'appel d'offres;
- c) les Conditions supplémentaires;
- d) les Conditions générales;
- e) le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme lorsqu'il est accepté;
- f) les dessins et devis;

les dates ultérieures déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories de documents ci-dessus.

- 2) En cas de divergence ou de contradiction dans l'information reproduite dans les dessins et devis, les règles suivantes s'appliquent :
 - a) les devis l'emportent sur les dessins;
 - b) les dimensions exprimées en chiffres sur un dessin, lorsque celles-ci diffèrent des dimensions à l'échelle sur le même dessin, l'emportent sur ces dernières;
 - c) les dessins à grande échelle l'emportent sur les dessins à petite échelle.

CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents

- 1) L'entrepreneur garde et protège les documents contractuels, les dessins, les renseignements, les maquettes et les copies fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur, contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
- 2) L'entrepreneur respecte le caractère confidentiel de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux et de tous les renseignements qu'il élabore dans le cadre des travaux. Il ne devra pas divulguer ces renseignements à quiconque sans l'autorisation écrite du Canada, mais pourra toutefois divulguer à un sous-traitant autorisé conformément au contrat les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance. Cette section ne s'applique pas aux renseignements :
 - a) publiquement accessibles d'une source autre que l'entrepreneur; ou
 - b) dont l'entrepreneur a pris connaissance auprès d'une source distincte du Canada, sauf s'il s'agit d'une source qui, au su de l'entrepreneur, est tenue de ne pas les divulguer en vertu de son obligation envers le Canada.
- 3) Lorsque le contrat, les travaux ou tout renseignements visés au paragraphe 2) sont désignés par le Canada comme très secrets, secrets, confidentiels ou protégés, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toute mesure raisonnable jugée nécessaire pour les protéger, y compris les mesures qui peuvent être précisées ailleurs dans le contrat ou fournies par écrit, périodiquement, par le Canada.
- 4) Sans limiter la portée générale des paragraphes 2) et 3) de la CG1.2.3, lorsque le contrat, les travaux ou tout renseignement visés au paragraphe 2) sont désignés par le Canada comme très secrets, secrets, confidentiels ou protégés, le Canada a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de quelque autre

personne que ce soit, à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité, en tout temps pendant la durée du contrat; l'entrepreneur doit respecter toutes les instructions écrites délivrées par le Canada et s'assurer que tous ces sous-traitants ou fournisseurs en font autant, en ce qui a trait aux documents ainsi désignés, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, doivent signer et fournir des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.

- 5) L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit le Canada et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur est engagé, en vertu du contrat, à titre d'entrepreneur indépendant.
- 2) L'entrepreneur, ses sous-traitants et fournisseurs et quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, ne sont pas engagés à titre d'employés, de préposés ou de mandataires du Canada.
- 3) Pour les besoins du contrat, l'entrepreneur est seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi relativement à l'exécution des travaux, ainsi que des sommes à verser dans le cadre du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec, de l'assurance-emploi, du Régime de santé et sécurité au travail, de régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et de l'impôt sur le revenu.

CG1.4 DROITS ET RECOURS

- 1) Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les droits et obligations imposés en vertu du contrat et les droits et recours dont on peut se prévaloir à ce titre s'ajoutent aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et sans les restrictions.

CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS

- 1) Le temps est de l'essence même du contrat.

CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur acquitte toutes les redevances et tous les droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux ou toute partie de ceux-ci réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
- 2) L'entrepreneur tient le Canada indemne ou à couvert de toutes, réclamations, demandes d'indemnités, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures présentés ou intentés par quiconque et découlant, directement ou indirectement, des activités de

l'entrepreneur, de ses sous-traitants et fournisseurs, et de toute autre personne à tous les niveaux, dans l'exécution des travaux.

- 3) Pour l'application du paragraphe 2) de la CG1.6, le terme « activités » signifie toute activité exécutée de manière fautive, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA

- 1) Le Canada, sous réserve des dispositions de la [Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif](#), de la [Loi sur les brevets](#) et de toutes les autres lois touchant ses droits, pouvoirs, privilèges ou obligations, tient indemne et à couvert l'entrepreneur de tous coûts, réclamations, demandes d'indemnités, pertes, dommages, actions en justice, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du contrat attribuables directement à :
 - a) une lacune ou un vice, réel ou allégué, dans les droits du Canada concernant le chantier s'il en est propriétaire;
 - b) une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins du contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par le Canada à l'entrepreneur aux fins des travaux.

CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES

- 1) L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de celles-ci, qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé, aux conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître d'ouvrage autre que le Canada. L'entrepreneur doit fournir au Canada la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le Canada lui adresse une demande à cet effet.
- 2) Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
- 3) Avant le début des travaux sur le chantier, l'entrepreneur dépose auprès de l'administration municipale un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour un maître d'ouvrage autre que le Canada.
- 4) Dans les 10 jours qui suivent l'offre mentionnée au paragraphe 3) de la CG1.8, l'entrepreneur avise le Canada du montant qu'il a déposé auprès de l'administration municipale et précise si ce dépôt a été accepté ou non.
- 5) Si l'administration municipale n'a pas accepté le montant déposé, l'entrepreneur verse cette somme au Canada dans les 6 jours suivant l'expiration du délai fixé au paragraphe 4) de la CG1.8.

- 6) Pour l'application de la présente clause, l'expression « administration municipale » désigne une administration qui aurait compétence pour autoriser l'exécution des travaux si le propriétaire n'en était pas le Canada.
- 7) Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur verse toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux prévus au contrat.
- 8) Conformément à la déclaration statutaire visée au paragraphe 4) de la CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX, l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province ou le territoire où sont effectués les travaux prévus au contrat, fournit au Canada une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans cette province.
- 9) Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, et nonobstant la clause stipulant que si l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des droits sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges appartiennent au Canada après que ce dernier les ait acquis, conformément à la CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS PROPRIÉTÉ DU CANADA, l'entrepreneur assume la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, du paiement des taxes applicables ou du dépôt de garantie pour le paiement des taxes applicables, durant la période pendant laquelle il utilise ou consomme ces matériaux, cet outillage et ces droits conformément aux lois pertinentes.
- 10) Les ministères et les organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
- 11) Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions sur la présentation de demande de paiement. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
- 12) L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, notamment pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
- 13) Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le montant du contrat, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification visant à augmenter le montant du contrat, si un avis public assez détaillé de la modification, qui aurait pu permettre à l'entrepreneur d'en calculer les effets, a été donné avant la date de clôture de la soumission.
- 14) Retenue d'impôt de 15 % – Agence du revenu du Canada

En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5^e suppl.) et du [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 % du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à

moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS

- 1) Avant le début des travaux, de même qu'à la date de l'achèvement substantiel des travaux et avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur dépose des pièces justificatives confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des travaux, et notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.
- 2) En tout temps pendant la durée du contrat, à la demande du Canada, l'entrepreneur dépose les pièces justificatives démontrant qu'il respecte ces lois et qu'il en est de même de ses sous-traitants et de toute autre personne à tous les niveaux et de toute autre personne participant à l'exécution des travaux qui est assujettie à ces lois.

CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE

- 1) Si le Canada est d'avis que les travaux sont de nature à mettre en cause la sécurité nationale, il peut ordonner à l'entrepreneur :
 - a) de lui fournir tout renseignement sur les personnes embauchées ou à embaucher par l'entrepreneur aux fins du contrat; et
 - b) de retirer du chantier toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Canada, comporter un risque pour la sécurité nationale;et l'entrepreneur doit s'y conformer.
- 2) Les contrats que l'entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombe en vertu du paragraphe 1) de la CG1.10.

CG1.11 TRAVAILLEURS INAPTES

- 1) Le Canada ordonnera à l'entrepreneur de retirer du chantier toute personne engagée par ce dernier aux fins de l'exécution du contrat qui, de l'avis du Canada, est incompétente ou s'est conduite de façon malveillante, et l'entrepreneur doit interdire l'accès au chantier à toute personne ainsi retirée.

CG1.12 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES

- 1) L'entrepreneur ne permet pas de cérémonies publiques relativement aux travaux sans le consentement préalable du Canada.
- 2) L'entrepreneur n'érige ou ne permet l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou le chantier sans le consentement préalable du Canada.

CG1.13 CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 1) Il est entendu qu'une personne assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique concernant les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après-mandat.

CG1.14 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS

- 1) Le contrat constitue l'intégralité des conventions conclues entre les parties en ce qui a trait à son objet et annule et remplace toutes négociations, communications et autres conventions antérieures s'y rapportant, qu'elles aient été écrites ou verbales, sauf si elles sont intégrées par renvoi. Aucune modalité, condition, déclaration, affirmation ou clause autres que celles énoncées au contrat ne lient les parties.
- 2) Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment, que l'autre partie se conforme à une clause du contrat n'aura pas pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger l'exécution de cette clause ultérieurement; de même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à invoquer le manquement de l'autre partie à une clause ou condition du contrat ne sera pas réputée constituer une renonciation à son droit d'opposer tout manquement ultérieur à cette même clause ou condition.
- 3) Le contrat pourra être modifié uniquement en conformité des modalités qui y sont prévues.

CG1.15 SUCCESSION

- 1) Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même qu'à celui de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et, sous réserve de la CG1.16 CESSION, au bénéfice de leurs ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG1.16 CESSION

- 1) L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit du Canada.

CG1.17 POTS-DE-VIN

- 1) L'entrepreneur déclare aux fins des présentes qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

CG1.18 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS

- 1) À la présente :
 - a) « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, ou à la négociation d'une partie ou de

- la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche reliée à ce contrat;
- b) « employé(e) » signifie toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation employeur-employé;
 - c) « personne » comprend une personne ou un groupe de personnes, une corporation, une société de personnes, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenue de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#), L.R.C. 1985, ch. 44 (4^e suppl.) et de ses modifications.
- 2) L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé agissant dans l'exécution normale de ses fonctions.
 - 3) Tous les comptes et documents concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération reliés à la sollicitation, l'obtention ou la négociation du contrat sont assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
 - 4) Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Canada peut soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

CG1.19 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 1) Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liés par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou de personnes assujettis aux [sanctions économiques](#).
 - 2) Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
 - 3) L'entrepreneur est tenu par la loi de respecter tout changement apporté à la réglementation durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services assujettis aux sanctions empêche l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur peut demander que le contrat soit résilié conformément à la CG7.3
- RÉSILIATION DU CONTRAT.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 2 - ADMINISTRATION DU CONTRAT

- CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE
- CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT
- CG2.3 AVIS
- CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER
- CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX
- CG2.6 SURINTENDANT
- CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE
- CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

- 1) Le Canada doit désigner un représentant du ministère et doit aviser l'entrepreneur du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone du représentant du ministère.
- 2) Le représentant du ministère exerce les devoirs et fonctions du Canada en vertu du contrat.
- 3) Le représentant du ministère est autorisé à adresser des instructions et directives à l'entrepreneur et à accepter au nom du Canada tout avis, ordre ou autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 4) Le représentant du ministère doit, dans un délai raisonnable, examiner et donner suite aux documents déposés par l'entrepreneur conformément aux exigences du contrat.

CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

- 1) Dans l'éventualité où, avant l'émission du certificat d'achèvement, surgit toute question concernant le respect du contrat ou les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat, et en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant:
 - a) la signification de quoi que ce soit dans les dessins et devis;
 - b) l'interprétation des dessins et devis en cas d'erreur, omission, ambiguïté ou divergence dans leur texte ou intention;
 - c) le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - d) la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du contrat, afin d'assurer l'exécution des travaux suivant le contrat et pour l'exécution du contrat conformément à ses dispositions;
 - e) la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur; ou
 - f) l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux, tel que spécifié au contrat;

Cette question est tranchée par le Canada, sous réserve des dispositions de la CG8, « Règlement des différends ».

- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par le Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG2.2 et conformément à toute directive du Canada qui en découle.
- 3) Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par le Canada conformément au contrat, le Canada peut recourir aux méthodes qu'il juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur, sur demande, verse au Canada une somme égale à l'ensemble des coûts, frais et dommages encourus ou subis par le Canada en raison du défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par le Canada pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

CG2.3 AVIS

- 1) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG2.3, tout avis, ordre ou autre communication peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application de cet alinéa.
- 2) Tout avis, ordre ou autre communication donné conformément à l'alinéa 1) de la CG2.3 est réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties:
 - a) le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
 - b) le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste;
 - c) dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.
- 3) Un avis donné en vertu de la CG7.1, « Reprise des travaux confiés à l'entrepreneur », de la CG7.2, « Suspension des travaux », et de la CG7.3, « Résiliation du contrat » doit être écrit et, s'il est livré en mains propres, doit être remis à l'entrepreneur, s'il est constitué en société individuelle opérant sous une raison sociale, ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il est constitué en société de personnes ou en société par actions.

CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

- 1) De concert avec le Canada, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers, avec toutes les parties impliquées, qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada doit examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. Le Canada doit mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, utilisés ou fournis par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.

- 2) Le Canada doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soit fabriqués, installés ou complétés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser au Canada, sur demande, l'ensemble des frais et des dépenses raisonnables encourus par le Canada pour faire effectuer cet examen.
- 3) L'entrepreneur doit permettre au Canada d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par le Canada et aux représentants des administrations compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation dans des établissements situées ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, le Canada doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.
- 4) L'entrepreneur doit fournir au Canada les renseignements relatifs à l'exécution du contrat que le Canada peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre au Canada de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir tous ses autres devoirs et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.
- 5) Si, en vertu du contrat ou des directives du Canada ou en vertu des lois ou ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, des travaux sont désignés aux fins de l'exécution d'essais, inspections ou pour fin d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable aviser le Canada de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer au Canada un préavis raisonnable de l'heure et la date auxquels ils auront lieu.
- 6) Si des travaux désignés pour des essais, inspections ou approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais, inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande du Canada, découvrir ces travaux et veiller à ce que les inspections, essais ou approbations soient exécutés ou donnés intégralement et d'une manière satisfaisante et recouvrir ou faire recouvrir à nouveau les travaux à ses frais.

CG2.6 SURINTENDANT

- 1) Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
- 2) Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, ordres ou autres communications données au surintendant ou à l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 3) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
- 4) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait

été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.

CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE

- 1) Pour l'application de la présente clause, on entend par « personnes » l'entrepreneur, ses sous-traitants et les fournisseurs à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, mandataires, représentants autorisés ou invités et toutes les autres personnes intervenant dans l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les personnes morales comme les sociétés de personnes, les entreprises, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.
- 2) Sans restreindre les dispositions de l'alinéa 3) de la CG2.6, « Surintendant », l'entrepreneur ne doit refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison:
 - a) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;
 - b) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle;
 - c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que dans les 2 jours ouvrables suivant le dépôt d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu à l'alinéa 2) de la CG2.7, il:
 - a) fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
 - b) transmet au Canada, par courrier recommandé ou par messenger, un exemplaire de la plainte;
 - c) lorsque les Conditions de travail s'appliquent selon les circonstances de la plainte, transmet un exemplaire de la plainte au Programme du travail de RHDCC, à l'attention du directeur compétent, selon les modalités exposées dans les Conditions de travail. (On entend par « Programme du travail de RHDCC » la division du travail du ministère fédéral des Ressources humaines et du Développement social.)
- 4) Dans les 24 heures suivant la réception d'une directive du Canada à cette fin, l'entrepreneur retire de l'emplacement et de l'exécution des travaux en vertu du contrat, toutes personnes qui, selon le Canada, contreviennent aux dispositions de l'alinéa 2) de la CG2.7.
- 5) Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée à l'alinéa 4) de la CG2.7, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.

- 6) Si une directive est émise conformément à l'alinéa 4) de la CG2.7, le Canada peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés à l'alinéa 8) de la CG2.7, ou exercer compensation conformément à la CG5.9, « Droit de compensation », à concurrence de ladite somme.
- 7) Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions de l'alinéa 5) de la CG2.7, le Canada doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calcule tous les frais supplémentaires engagés à ce titre par le Canada.
- 8) Le Canada peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant:
 - a) une sentence arbitrale rendue conformément à la [Loi sur l'arbitrage commercial](#) L.R. 1985, ch. 17 (2esupplément);
 - b) une décision écrite rendue en application de la [Loi canadienne sur les droits de la personne](#), L.R. 1985, ch. H-6;
 - c) une décision écrite rendue en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne; ou
 - d) un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 9) Si le Canada est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une quelconque des dispositions de cette clause, le Canada peut retirer les travaux confiés à l'entrepreneur, conformément à la CG7.1, « Travaux retirés à l'entrepreneur ».
- 10) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG3.6, « Sous-traitance », l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de cette clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

- 1) L'entrepreneur, en plus de répondre aux exigences stipulées à l'alinéa 6) de la CG3.4, « Exécution des travaux », tient des registres complets pour les coûts estimatifs et réels des travaux, ainsi que tous appels d'offres, offres de prix, contrats, correspondances, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition du Canada et du sous-receveur général du Canada ou des personnes appelées à intervenir en leur nom, sur demande pour fin de vérifications et inspections.
- 2) L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées à l'alinéa 1) de la CG2.8 de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et documents.
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que le Canada peut fixer.
- 4) L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les niveaux et toutes les autres personnes contrôlées directement ou indirectement par lui ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de cette clause au même titre que lui.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 3 - EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

- CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT
- CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS
- CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER
- CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX
- CG3.5 MATÉRIAUX
- CG3.6 SOUS-TRAITANCE
- CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS
- CG3.8 MAIN-D'ŒUVRE
- CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION (ANNULÉE)
- CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA
- CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX
- CG3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER
- CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT

- 1) L'entrepreneur doit:
 - a) préparer et présenter au Canada, avant de déposer sa première réclamation progressive, un calendrier d'avancement conformément aux exigences du contrat;
 - b) surveiller le déroulement des travaux par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités stipulées dans les documents contractuels;
 - c) aviser le Canada de toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du contrat approuvée par le Canada; et

préparer et présenter au Canada, à la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement à la satisfaction du Canada, un échéancier détaillé des travaux inachevés et des travaux requis pour corriger toutes les déficiences énumérées.

CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS

- 1) L'entrepreneur doit signaler au Canada avec diligence toutes erreurs, divergences ou omissions qu'il peut constater en examinant les documents contractuels. En exécutant cet examen, l'entrepreneur n'assume aucune responsabilité envers le Canada, résultant de l'exactitude de l'examen. L'entrepreneur n'assume aucune responsabilité pour les dommages ou les coûts résultant des erreurs, divergences ou omissions qu'il n'a pas relevés dans les documents contractuels préparés par le Canada ou en son nom.

CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

- 1) Sous réserve de la CG3.7, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs », l'entrepreneur est seul responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution et tous les programmes de santé et sécurité relativement à l'exécution des travaux. Dans les cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit interrompre les travaux, apporter des modifications ou

ordonner l'exécution de travaux supplémentaires pour assurer la sécurité des personnes et la protection des travaux, ainsi que de la propriété avoisinante.

- 2) Avant le début des travaux, l'entrepreneur avise les autorités compétentes en matière de santé et sécurité à l'emplacement des travaux de la date prévue pour le début des travaux et leur fournit tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

CG3.4 EXECUTION DES TRAVAUX

- 1) L'entrepreneur doit exécuter, utiliser ou fournir et payer l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux, des outils, des machineries et équipements de construction, de l'eau, du chauffage, de l'éclairage, de l'énergie, du transport et des autres installations et services nécessaires à l'exécution des travaux conformément au contrat.
- 2) L'entrepreneur exécute en tout temps les travaux avec compétence, diligence et célérité, conformément aux normes de l'industrie de la construction et au calendrier d'avancement préparé conformément à la CG3.1, « Calendrier d'avancement » il fait en outre appel à des effectifs suffisants pour s'acquitter de ses obligations conformément à ce calendrier.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG3.4, l'entrepreneur assure la surveillance, la garde et le contrôle des travaux et dirige et supervise les travaux de manière à respecter le contrat. L'entrepreneur est responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédures de construction et de la coordination des différentes parties des travaux.
- 4) Lorsque requis par écrit par le Canada, l'entrepreneur apporte les modifications appropriées aux méthodes, à l'outillage ou à la main-d'œuvre, chaque fois que le Canada juge que les activités de l'entrepreneur sont dangereuses ou que celles-ci ont un effet détériorant aux travaux ou aux installations existantes ou à l'environnement ou portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.
- 5) L'entrepreneur est seul responsable de la conception, du montage, de l'opération, de l'entretien et de l'enlèvement des structures temporaires et des autres installations provisoires, ainsi que des méthodes de construction utilisées aux fins de les ériger, les opérer, les entretenir et les enlever. L'entrepreneur doit mobiliser et payer des ingénieurs professionnels compétents dans les disciplines visées pour assurer ces fonctions si la loi ou le contrat l'exige et dans tous les cas où, en raison de la nature de ces installations temporaires et de leurs méthodes de construction, il faut faire appel aux compétences d'ingénieurs professionnels afin de produire des résultats sécuritaires et satisfaisants.
- 6) L'entrepreneur doit conserver au moins un exemplaire des documents contractuels courants, des documents soumis, des rapports et comptes rendus de réunion de chantier, en bon état et rendre ceux-ci accessibles au Canada.
- 7) À l'exception des parties des travaux qui sont nécessairement exécutées hors de l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit confiner l'outillage, l'entreposage des matériaux et les opérations des employés aux limites prescrites par les lois, ordonnances, permis ou documents contractuels.

CG3.5 MATÉRIAUX

- 1) Sauf indication contraire dans le contrat, tous les matériaux intégrés dans les travaux doivent être neufs.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG3.5, si un matériau spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'entrepreneur adresse au Canada une demande d'autorisation de le remplacer par un matériau comparable à celui spécifié.
- 3) Si de l'avis du Canada la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, le Canada peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes:
 - a) la demande de substitution doit être adressée par écrit au Canada et être appuyée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et autres données qui peuvent être exigées par le Canada;
 - b) la demande de substitution de l'entrepreneur ne devra pas nuire au calendrier d'avancement du contrat et devra être présentée dans un délai suffisamment éloigné de la date à laquelle il faut commander les matériaux;
 - c) la substitution des matériaux n'est autorisée qu'avec l'approbation écrite préalable du Canada, et tous les matériaux substitués fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés du chantier aux frais de l'entrepreneur, et les matériaux spécifiés doivent être installés sans frais additionnels pour le Canada;
 - d) l'entrepreneur est responsable de tous les coûts additionnels encourus par le Canada, par lui-même et par ses sous-traitants et fournisseurs à tous les niveaux en résultat de l'utilisation de matériaux substitués.

CG3.6 SOUS-TRAITANCE

- 1) Sous réserve de la présente clause, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.
- 2) L'entrepreneur doit aviser le Canada par écrit de son intention de sous-traiter des travaux.
- 3) L'avis dont il est question à l'alinéa 2) de la CG3.6 doit préciser la partie des travaux que l'entrepreneur a l'intention de sous-traiter et l'identité du sous-traitant qu'il a l'intention de retenir.
- 4) Le Canada peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance proposée, en avisant par écrit l'entrepreneur dans un délai de six jours suivant la réception par le Canada de l'avis indiqué à l'alinéa 2) de la CG3.6.
- 5) Si le Canada s'oppose à une sous-traitance, l'entrepreneur ne procède pas à la sous-traitance envisagée.
- 6) L'entrepreneur ne peut, sans le consentement écrit du Canada, remplacer ni permettre que soit remplacé un sous-traitant qu'il aura retenu conformément à la présente clause.

- 7) L'entrepreneur s'assure que toutes les modalités d'application générale du contrat sont incorporées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce contrat, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage ou de matériaux.
- 8) Nul contrat entre le l'entrepreneur et un sous-traitant ou nul consentement du Canada à tel contrat ne sera interprété comme relevant l'entrepreneur de quelque obligation en vertu du contrat ou comme imposant quelque responsabilité au Canada.

CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS

- 1) Le Canada se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux.
- 2) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, le Canada doit:
 - a) conclure des contrats distincts, dans toute la mesure du possible, avec les autres entrepreneurs, selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du contrat;
 - b) s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'entrepreneur en prenant compte leur incidence sur les travaux;
 - c) prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou les autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
- 3) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit:
 - a) collaborer avec eux pour l'accomplissement de leurs tâches et dans l'exercice de leurs obligations;
 - b) coordonner et programmer les travaux en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
 - c) participer, sur demande, avec les autres entrepreneurs et travailleurs, à l'examen de leur calendrier d'exécution;
 - d) dans les cas où une partie des travaux est affectée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs, ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution et, avant d'exécuter cette partie des travaux, aviser rapidement et par écrit le Canada, de l'existence de toutes déficiences apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'entrepreneur de s'acquiescer de cette obligation, aura pour effet d'invalidier toutes les réclamations présentées contre le Canada en raison des déficiences des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf les déficiences qui ne peuvent être raisonnablement décelées;
 - e) lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'entrepreneur est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à

l'emplacement du travail , il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.

- 4) Si, lors de la conclusion du contrat, l'entrepreneur ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux et à la condition que l'entrepreneur:
 - a) engage des frais supplémentaires pour respecter les exigences de l'alinéa 3) de la CG3.7;
 - b) donne au Canada, par écrit, un avis de réclamation pour ces frais supplémentaires dans les 30 jours de la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

le Canada doit verser à l'entrepreneur les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux supplémentaires, qui ont été rendus nécessaires et effectivement encourus, calculés conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».

CG3.8 MAIN-D'ŒUVRE

- 1) Compte tenu des impératifs d'économie et de la nécessité d'exécuter avec diligence les travaux, l'entrepreneur emploie un nombre raisonnable de personnes ayant été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable dans la mesure où elles sont disponibles.
- 2) L'entrepreneur assure le bon ordre et la discipline parmi ses employés et les travailleurs affectés aux travaux et ne doit pas retenir les services de personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION

ANNULÉE.

CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA

- 1) Sous réserve de l'alinéa 9) de la CG1.8, « Lois, permis et taxes#160;», tous les matériaux et l'outillage ainsi que tout droit de l'entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, utilisés ou consommés par l'entrepreneur pour les travaux, appartiennent au Canada aux fins des travaux, dès leur acquisition, utilisation ou affectation et continue d'appartenir au Canada:
 - a) dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le Canada déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
 - b) dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le Canada déclare que le droit dévolu au Canada en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 2) Les matériaux ou l'outillage appartenant au Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG3.10 ne doivent pas, sans le consentement écrit du Canada, être enlevés de

l'emplacement des travaux, ni être utilisés ou aliénés, sauf pour l'exécution des travaux..

- 3) Le Canada n'est pas responsable des pertes ou des dommages relatifs aux matériaux ou à l'outillage visés dans l'alinéa 1) de la CG3.10, quelle qu'en soit la cause; l'entrepreneur est responsable de toute perte ou tout dommage, que les matériaux ou outillage appartiennent au Canada.

CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX

- 1) L'entrepreneur enlève promptement de l'emplacement des travaux et remplace ou reprend l'exécution des travaux défectueux, que ces travaux aient été ou non intégrés dans les travaux et que les déficiences soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de matériaux défectueux ou à des dommages causés par un autre acte, une omission ou la négligence de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur répare promptement à ses frais les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou la réfection des travaux défectueux.
- 3) Lorsque, de l'avis du Canada, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités prévues dans les documents contractuels, le Canada peut déduire, de la somme à verser normalement à l'entrepreneur, une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et les travaux prévus dans les documents contractuels.
- 4) L'omission du Canada de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

CG3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER

- 1) L'entrepreneur veille à ce que les travaux et leur emplacement restent en parfait état de propreté et évite d'y accumuler des rebuts et des débris.
- 2) Avant la délivrance du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur enlève les rebuts et les débris, de même que tout l'outillage et les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux et, sauf indication contraire dans les documents contractuels, fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation du Canada.
- 3) Avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur doit retirer de l'emplacement de travaux, tout l'outillage et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.
- 4) Les obligations imposées à l'entrepreneur dans les alinéas 1) à 3) de la CG3.12 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux autres débris laissés par les employés du Canada ou par les autres entrepreneurs et travailleurs visés dans la CG3.7, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs ».

CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

- 1) Sans restreindre la portée des garanties implicites ou explicites prévues par la loi ou le contrat, l'entrepreneur, à ses frais:

- a) rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux acceptées aux termes du certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;
 - b) rectifie et répare toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date du certificat d'achèvement;
 - c) transfère et cède au Canada, toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de 12mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de 12mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada;
 - d) remet au Canada, avant la délivrance du certificat d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.
- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de rectifier et réparer toute défectuosité ou tout vice prévu à l'alinéa 1) de la CG3.13 ou couvert par tout autre garantie implicite ou explicite; l'entrepreneur rectifie et répare toute défectuosité ou vice dans le délai précisé dans cet ordre.
 - 3) L'ordre mentionné à l'alinéa 2) de la CG3.13 doit être par écrit et doit signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, « Avis ».

Conditions générales (CG) 4 - Mesures de protection

- CG4.1 Protection des travaux et des biens
- CG4.2 Précautions contre les dommages, les contrefaçons, les incendies et les autres risques
- CG4.3 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada
- CG4.4 État de site contaminé

CG4.1 PROTECTION DES TRAVAUX ET DES BIENS

- 1) L'entrepreneur protège les travaux et le chantier contre toute perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit et protège de même les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers qui lui sont confiés et qui sont placés sous sa garde et son contrôle, qu'ils soient fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur fournit toutes les installations nécessaires au maintien de la sécurité et aide toute personne autorisée par le Canada à inspecter les travaux et leur emplacement ou à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.
- 3) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de prendre telles mesures et d'exécuter tels travaux qui de l'avis du Canada sont raisonnables et nécessaires afin d'assurer l'observation des alinéas 1) ou 2) de la CG4.1 ou afin de rectifier un manquement à ces dispositions; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.2 PRÉCAUTIONS CONTRE LES DOMMAGES, LES CONTREFAÇONS, LES INCENDIES ET LES AUTRES RISQUES

- 1) L'entrepreneur prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer :
 - a) que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux;
 - b) que la circulation piétonnière et autre sur tout chemin ou cours d'eau publics ou privés ne soit indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par l'exécution ou l'existence des travaux, des matériaux ou de l'outillage;
 - c) que les risques d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux soient éliminés et que tout incendie soit rapidement maîtrisé;
 - d) que la santé et la sécurité de toutes les personnes affectées à l'exécution des travaux ne soient pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
 - e) que des services médicaux adéquats soient offerts en permanence, pendant l'exécution des travaux, à toutes les personnes affectées à ces travaux ou à leur emplacement ;
 - f) que des mesures sanitaires adéquates soient prises relativement aux travaux et à leur emplacement;
 - g) que l'ensemble des jalons, bouées et repères placés à l'emplacement des travaux par le Canada soient protégés et ne soient pas enlevés, abîmés, modifiés ou détruits.

- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur d'exercer les activités et d'exécuter les travaux que le Canada juge raisonnables et nécessaires pour assurer de respecter l'alinéa 1) de la CG4.2 ou pour remédier à un manquement à cet alinéa; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.3 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS FOURNIS PAR LE CANADA

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG4.3, l'entrepreneur est responsable, envers le Canada de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que le Canada a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'entrepreneur aux fins du contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur n'est pas responsable, envers le Canada, de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers visés à l'alinéa 1) de la CG4.3, si cette perte ou dommage est imputable et directement attribuable à l'usure normale.
- 3) L'entrepreneur n'utilise les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers fournis par le Canada uniquement que pour l'exécution du contrat.
- 4) En cas de défaut de l'entrepreneur de rectifier, dans un délai raisonnable, les pertes ou les dommages dont il est responsable en vertu de l'alinéa 1), le Canada peut les faire rectifier aux frais de ce dernier, et l'entrepreneur assume la responsabilité de ces frais envers le Canada et paye à ce dernier, sur demande, une somme équivalente à ceux-ci.
- 5) L'entrepreneur tient des registres, que le Canada peut de temps à autre exiger, pour l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers fournis par le Canada et, lorsque le Canada l'exige, il établit à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG4.4 ÉTAT DE SITE CONTAMINE

- 1) Pour l'application de la CG4.4, il y a état de site contaminé lorsque des irritants ou contaminants solides, liquides, gazeux, thermiques ou radioactifs, ou d'autres substances ou matériaux dangereux ou toxiques, dont les moisissures et les autres formes de champignons, sont présents sur le chantier dans une quantité ou une concentration assez élevée pour constituer un danger, réel ou potentiel, pour l'environnement, les biens ou la santé et la sécurité de toute personne.
- 2) Si l'entrepreneur constate un état de site contaminé dont il n'avait pas connaissance ou qui ne lui a pas été divulgué ou s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'un état de site contaminé sur le chantier, il doit :
 - a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris arrêter les travaux, afin d'éviter que cet état de site contaminé n'entraîne quelque blessure, maladie ou décès, ou dégradation des biens ou de l'environnement;
 - b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les frais supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.

- d) Dès la réception de l'avis de l'entrepreneur, le Canada détermine rapidement s'il existe un état de site contaminé et indique par écrit, à l'entrepreneur, les mesures à prendre ou les travaux qu'il doit exécuter en raison de la décision du Canada.
- e) Si le Canada juge nécessaire de retenir les services de l'entrepreneur, ce dernier doit suivre les directives du Canada en ce qui a trait à l'excavation, au traitement, à l'enlèvement et à l'élimination de toute substance ou tous matériaux polluants.
- f) Le Canada peut en tout temps, à sa seule et entière discrétion, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour aider à établir l'existence et l'ampleur de la contamination et le traitement approprié des conditions du site contaminé; l'entrepreneur doit leur permettre l'accès aux lieux et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et obligations.
- g) Sauf disposition contraire du contrat, les modalités de la CG6.4, « Calcul du prix », doivent s'appliquer à tous les travaux supplémentaires à effectuer à cause d'un état de site contaminé.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

- CG5.1 Interprétation
- CG5.2 Montant à verser
- CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts
- CG5.4 Paiement progressif
- CG5.5 Achèvement substantiel des travaux
- CG5.6 Achèvement définitif
- CG5.7 Paiement non exécutoire pour le Canada
- CG5.8 Réclamations et obligations
- CG5.9 Droit de compensation
- CG5.10 Dédommagement pour retard d'achèvement
- CG5.11 Retard de paiement
- CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées
- CG5.13 Remise du dépôt de garantie

CG5.1 INTERPRÉTATION

Dans les présentes modalités de paiement:

- 1) La « période de paiement » signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'entrepreneur et le Canada.
- 2) Un montant est « dû et payable » lorsqu'il doit être versé à l'entrepreneur par le Canada conformément à la CG5.4, « Paiement progressif », à la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux », ou à la CG5.6, « Achèvement définitif ».
- 3) Un montant est en « souffrance » lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
- 4) La « date de paiement » signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le receveur général du Canada.
- 5) Le « taux d'escompte » signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 6) Le « taux d'escompte moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16h, heure de l'Est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.

CG5.2 MONTANT À VERSER

- 1) Sous réserve à toutes autres dispositions du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par le Canada à l'entrepreneur conformément au contrat excède les montants dus par l'entrepreneur au Canada; et l'entrepreneur doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
- 2) Dans tout paiement fait à l'entrepreneur, l'omission de déduire un montant qui est dû au Canada par l'entrepreneur ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce

montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'entrepreneur.

- 3) Advenant qu'un paiement soit versé en excédent de ce qui est dû à l'entrepreneur pour les travaux exécutés, l'entrepreneur remboursera immédiatement le trop-perçu au Canada, que ce dernier l'exige ou non, et tout montant non réglé portera des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour du trop-perçu jusqu'au jour précédant le remboursement de l'entrepreneur.
- 4) Aucun paiement ne sera fait à l'entrepreneur autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires, pertes ou dommages engagés ou subis par l'entrepreneur.

CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS

- 1) Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 2) Nonobstant l'alinéa 1) de la CG5.3, si des changements, dont l'imposition d'une nouvelle taxe, de nouveaux droits de douane ou d'autres droits ou leur annulation, l'application de frais ou d'autres dispositions comparables imposées en vertu des lois sur la taxe de vente, les douanes et la taxe d'accise du gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent:
 - a) après que l'entrepreneur ait déposé sa soumission; ou
 - b) après la date de présentation de la dernière révision de la soumission de l'entrepreneur, si elle a été révisée;
 - c) le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues à l'alinéa 3) de la CG5.3.
- 3) En cas de changements visés à l'alinéa 2) de la CG5.3, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée par le Canada, suite à son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la CG2.8, « Comptes et vérification », comme étant l'augmentation ou la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur et qui est directement attribuable à ces changements.
- 4) Aux fins de l'alinéa 2) de la CG5.3, si une taxe est modifiée après la date de clôture de l'appel d'offres, mais alors que le ministre des Finances ou l'administration provinciale ou territoriale compétente a annoncé publiquement cette modification avant la date de clôture de l'appel d'offres, ladite modification est censée être intervenue avant cette date de clôture.
- 5) Nonobstant les alinéas 2) à 4) de la CG5.3, nul rajustement du montant du contrat en ce qui a trait à la totalité ou à toute partie des travaux ne sera apporté en cas de changement visé dans la présente clause et intervenant après la date prévue au contrat pour l'achèvement de la totalité ou d'une partie des travaux.

CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF

- 1) À l'expiration de la période de paiement, l'entrepreneur doit déposer, auprès du Canada :
 - a) une réclamation progressive écrite sous une forme acceptable au Canada, décrivant intégralement toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés à l'emplacement des travaux mais non incorporés aux travaux durant la période de paiement faisant l'objet de la réclamation progressive;
 - b) une déclaration statutaire complétée et signée en bonne et due forme attestant qu'à la date de la réclamation progressive, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations en vertu de la loi en ce qui a trait aux Conditions de travail et qu'à l'égard des travaux, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs, désignés collectivement, dans la déclaration comme étant les « sous-traitants et fournisseurs ».
- 2) Dans le délai de 10 jours de la réception de la réclamation progressive et de la déclaration statutaire complétée par l'entrepreneur, le Canada procède ou fait procéder à l'inspection de la partie des travaux et matériaux décrits dans la réclamation progressive et présente à l'entrepreneur un rapport progressif indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans cette réclamation et confirmant que selon l'avis du Canada:
 - a) sont conformes aux dispositions du contrat; et
 - b) ne sont visées par aucun autre rapport progressif se rapportant au contrat.
- 3) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à payer », et de l'alinéa 5) de la CG5.4, le Canada verse à l'entrepreneur une somme égale à:
 - a) 95p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux; ou
 - b) 90p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur n'a pas fourni de cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4) Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 3) de la CG5.4 au plus tard:
 - a) 30 jours après la réception par le Canada de la réclamation progressive et la déclaration statutaire visées à l'alinéa 1) de la CG5.4; ou
 - b) 15 jours après que le Canada ait reçu le calendrier d'avancement de l'entrepreneur ou son calendrier d'avancement à jour, conformément à la CG3.1, « Calendrier d'avancement »selon l'échéance la plus éloignée.
- 5) Dans le cas de la première réclamation progressive, l'entrepreneur doit déposer tous les documents à l'appui de cette réclamation exigés par le contrat pour la première réclamation progressive; cette exigence est une condition préalable à l'exécution par le Canada de son obligation en vertu de l'alinéa 3 de la CG5.4.

CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- 1) Si, à quelque moment avant la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada constate que les travaux sont substantiellement exécutés selon les modalités énoncées dans le sous-alinéa 1b) de la CG1.1.4, « Achèvement substantiel », le Canada délivre un certificat d'achèvement substantiel à l'intention de l'entrepreneur. Le certificat d'achèvement substantiel:
 - a) indique la date d'achèvement substantiel des travaux;
 - b) décrit les parties des travaux non achevés à la satisfaction du Canada;
 - c) décrit toutes les mesures à prendre par l'entrepreneur avant la délivrance d'un certificat d'achèvement et avant le début de la période de garantie de 12 mois visée dans la CG3.13, « Garantie et rectification des défauts des travaux », en ce qui a trait aux dites parties des travaux et mesures en question.
- 2) La délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu de la CG3.11, « Travaux défectueux ».
- 3) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à verser », et de l'alinéa 4) de la CG5.5, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant visé à l'alinéa 1) de la CG5.2, « Montant à verser », moins l'ensemble:
 - a) de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4, « Paiement progressif »
 - b) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour corriger les défauts décrites dans le certificat d'achèvement substantiel;
 - c) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour achever les parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel, autres que les défauts qui y sont énumérées.
- 4) Le Canada paie le montant visé à l'alinéa 3) de la CG5.5 au plus tard:
 - a) 30 jours après la date de délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel; ou
 - b) 15 jours après la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada:
 - i. une déclaration statutaire attestant qu'à la date du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs en ce qui a trait aux travaux visés par le contrat et qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales conformément à la CG1.8, « Lois, permis et taxes »;
 - ii. une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la CG1.9, « Indemnisation des travailleurs »; et
 - iii. une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la CG3.1, « Calendrier d'avancement »;

selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF

- 1) Lorsque le Canada est d'avis que l'entrepreneur a respecté le contrat et toutes les instructions et les directives données dans le cadre de ce contrat et que les travaux sont achevés conformément aux modalités de la CG1.1.5, « Achèvement », le Canada délivre un certificat d'achèvement à l'entrepreneur et, si la totalité ou une partie des travaux fait l'objet d'une entente à prix unitaire, le Canada délivre un certificat définitif de mesurage qui, sous réserve de la CG8, « Règlements des différends », est exécutoire entre le Canada et l'entrepreneur en ce qui a trait aux quantités visées dans les présentes.
- 2) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à verser », et de l'alinéa 3) de la CG5.6, le Canada verse à l'entrepreneur la somme visée dans la CG5.2, « Montant à verser », moins l'ensemble de la somme de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4, « Paiement progressif », et à la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux ».
- 3) Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 2) de la CG5.6 dans au plus tard:
 - a) 60 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement; ou
 - b) 15 jours suivant la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada:
 - i. une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat;
 - ii. une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs, conformément à la CG1.9, « Indemnisation des travailleurs »;

selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LE CANADA

- 1) Ni l'acceptation d'une réclamation progressive ou d'un rapport progressif, ni les paiements effectués par le Canada en vertu du contrat, ni l'occupation partielle ou totale des travaux par le Canada ne constituent une acceptation de la part du Canada de toute partie des travaux ou matériaux qui n'est pas conforme aux exigences du contrat.

CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS

- 1) L'entrepreneur doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le contrat oblige le Canada à payer l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur doit transmettre au Canada, à sa demande, une déclaration statutaire attestant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des travaux.
- 3) Afin de s'acquitter toutes obligations légales de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du contrat, le

Canada peut payer tout montant dû et exigible par l'entrepreneur en vertu du contrat, directement aux réclamants de l'entrepreneur ou du sous-traitant. Ce paiement comporte quittance de l'obligation du Canada envers l'entrepreneur jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.

- 4) Pour l'application de l'alinéa 3) de la CG5.8 et sous réserve de l'alinéa 6) de la CG5.8, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont reconnues comme tel par:
 - a) un tribunal compétent;
 - b) un arbitre dûment nommé pour adjuger de la réclamation; ou
 - c) le consentement écrit de l'entrepreneur en autorisant le règlement.
- 5) Si, n'eut été que l'entrepreneur a exécuté les travaux pour le Canada, une réclamation ou une obligation avait été assujettie aux dispositions des lois provinciales ou lois des territoires sur les privilèges ou, au Québec, aux dispositions du Code civil du Québec concernant les hypothèques légales:
 - a) le montant qui peut être versé par le Canada au réclamant en vertu des alinéas 3) et 4) de la CG5.8 ne peut excéder le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux travaux;
 - b) un réclamant n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis, d'enregistrement ou autres formalités à accomplir et qui aurait été nécessaire d'accomplir afin de conserver ou valider tout privilège ou hypothèque légale qu'il aurait pu faire valoir;
 - c) pour permettre d'établir les droits d'un réclamant, l'avis exigé en vertu de l'alinéa 8) de la CG5.8 est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inopposable pour le motif que le réclamant a omis de déposer une action en justice dans les délais prescrits par les lois mentionnées ci-haut.
- 6) à la demande de tout réclamant, l'entrepreneur doit soumettre à l'arbitrage obligatoire les questions ayant trait au droit du réclamant au paiement de la réclamation. Les parties à l'arbitrage sont, entre autres, les sous-traitants ou fournisseurs auxquels le réclamant a fourni des matériaux, ou qui ont exécuté des travaux ou loué de l'équipement, s'ils souhaitent participer à l'arbitrage; le Canada n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou des territoires régissant l'arbitrage à l'endroit où les travaux ont été exécutés.
- 7) L'alinéa 3) de la CG5.8 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations:
 - a) dont l'avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne, en vertu du contrat et qui est transmis au Canada avant que le paiement final soit versé à l'entrepreneur conformément à la CG5.6, « Achèvement définitif », et dans les 120 jours de la date à laquelle le réclamant:
 - i. aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur et à son sous-traitant ou fournisseur, si la réclamation porte

sur une somme qui fut légalement retenue à même les sommes dues au réclamant; ou

- ii. s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à son sous-traitant ou fournisseur, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis quelles soient retenues du réclamant;
- b) pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément à l'alinéa 5) de la CG5.8, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans le sous-alinéa 7)a) de la CG5.8 a été reçu par le Canada, sous réserve des dispositions de la loi provinciale ou des territoires applicable, le cas échéant.
- 8) Sur réception d'un avis de réclamation, le Canada peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'entrepreneur en vertu du contrat, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.
 - 9) Le Canada doit aviser par écrit l'entrepreneur avec diligence de toutes les réclamations reçues et l'aviser de son intention de retenir des fonds. L'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès du Canada, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, le Canada verse à l'entrepreneur tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été retenus conformément aux dispositions de cette clause suite à la réclamation d'un réclamant pour laquelle la sûreté a été déposée.

CG5.9 DROIT DE COMPENSATION

- 1) Sans restreindre tout droit de compensation ou de déduction prévu explicitement ou implicitement par la loi ou ailleurs dans le contrat, le Canada peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Pour les fins de l'alinéa 1) de la CG5.9, l'expression « contrat en cours » signifie un contrat conclu entre le Canada et l'entrepreneur :
 - a) en vertu duquel l'entrepreneur est légalement obligé d'exécuter des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou
 - b) à l'égard duquel le Canada a, depuis la date du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet de ce contrat.

CG5.10 DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT

- 1) Pour les fins de cette clause:
 - a) les travaux sont censés être achevés à la date du certificat d'achèvement;
 - b) « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des travaux, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de

prolongation accordée en vertu de la CG6.5, « Retards et prolongation du délai », et de tout autre jour où, de l'avis du Canada, l'achèvement des travaux a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

- 2) Si l'entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé pour leur achèvement, mais achève ces travaux par la suite, l'entrepreneur verse au Canada un montant égal à l'ensemble:
 - a) de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par le Canada aux personnes surveillant l'exécution des travaux pendant la période de retard;
 - b) des coûts encourus par le Canada en conséquence de l'impossibilité pour le Canada de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
 - c) de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par le Canada pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 3) S'il estime que l'intérêt public le commande, le Canada peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'entrepreneur conformément à l'alinéa 2) de la CG5.10.

CG5.11 RETARD DE PAIEMENT

- 1) Nonobstant la CG1.5, « Rigueur des délais », tout retard accusé par le Canada à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la CG5, « Modalités de paiement », ne constitue pas un défaut du Canada aux termes du contrat.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG5.11, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an sur tout montant en souffrance en vertu de l'alinéa 3) de la CG5.1, « Interprétation » les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.
- 3) Les intérêts sont versés sans que l'entrepreneur ait à en faire la demande, sous réserve des conditions suivantes:
 - a) pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de 15 jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dus; et
 - b) les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES

- 1) Pour les fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le Canada et l'entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par le Canada et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.

- 3) Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et exigible en vertu du contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 4) Le Canada doit verser à l'entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour où cette réclamation est censée être en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE

- 1) Après la délivrance du certificat d'achèvement substantiel et à condition que l'entrepreneur n'ait pas manqué à ses engagements en vertu du contrat ou ne soit pas en défaut au terme du contrat, le Canada doit retourner à l'entrepreneur la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du Canada, n'est pas requise aux fins du contrat.
- 2) Après la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada doit retourner à l'entrepreneur le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du contrat.
- 3) Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du Canada, le Canada doit payer à l'entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt selon le taux établi en application de l'article 21(2) de la [Loi sur la gestion des finances publiques \(LGFP\)](#).

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 6 - RETARDS ET MODIFICATIONS DES TRAVAUX

- CG6.1 MODIFICATIONS DES TRAVAUX
- CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL
- CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE
- CG6.4 CALCUL DU PRIX
 - CG6.4.1 CALCUL DU PRIX AVANT D'APPORTER DES MODIFICATIONS
 - CG6.4.2 CALCUL DU PRIX APRÈS AVOIR APPORTÉ DES MODIFICATIONS
 - CG6.4.3 CALCUL DU PRIX DES PRIX UNITAIRES
- CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

CG6.1 MODIFICATIONS DES TRAVAUX

- 1) En tout temps avant la délivrance d'un certificat d'achèvement, le Canada peut ordonner pour des additions, suppressions ou autres modifications aux travaux ou des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des travaux à la condition que ces additions, suppressions, modifications ou autre révision soient, selon lui, conformes à l'intention générale du contrat.
- 2) Tout ordre mentionné à l'alinéa 1) de la CG6.1 est émis par écrit et est signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 3) Sur réception d'un ordre, l'entrepreneur exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.
- 4) Si ce que l'entrepreneur a fait ou omis de faire suite à un ordre augmente ou réduit le coût des travaux, ceux-ci sont payés conformément à la CG6.4, « Calcul du Prix ».

CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL

- 1) Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et, celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur, ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, l'entrepreneur doit en donner avis au Canada dès qu'il en a connaissance.
- 2) Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut encourir ou subir des frais supplémentaires, pertes ou dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les 10 jours de la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser par écrit au Canada de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 3) Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans l'alinéa 2) de la CG6.2, il doit dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre au Canada une réclamation écrite des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 4) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.

- 5) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 6) Lorsque, de l'avis du Canada, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 7) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 2) de la CG6.2 et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 3) de la CG6.2 dans le délai prescrit, aucun supplément ne sera versé en l'occurrence.
- 8) Le Canada ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant pas partie des documents de soumission ni des documents contractuels.

CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE

- 1) Pour les fins de la présente clause :
 - a) restes humains » signifie la totalité ou une partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;
 - b) « vestiges archéologiques » signifie pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries;
 - c) « objets présentant un intérêt historique ou scientifique » signifie objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.
- 2) Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre quelque objet, pièce ou chose que décrit l'alinéa 1) de la CG6.3 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par l'alinéa 1) de la CG6.3, il doit :
 - a) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;
 - b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour réduire les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception d'un avis transmis conformément au sous-alinéa 2) b) de la CG6.3, le Canada détermine promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description

donnée à l'alinéa 1) de la CG6.3 ou s'il est visé par cet alinéa, et il indique par écrit à l'entrepreneur les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision du Canada

- 4) Le Canada peut en tout temps retenir les services d'experts pour l'aider à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'entrepreneur, et l'entrepreneur permet, à la satisfaction du Canada, l'accès au chantier et collabore avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
- 5) Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique demeurent la propriété du Canada.
- 6) Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de la CG6.4, « Calcul du prix », et de la CG6.5, « Retards et prolongation de délai », s'appliquent.

CG6.4 CALCUL DU PRIX

CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications

- 1) Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration négociée au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé.
- 2) Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- 3) Un prix unitaire visé à l'alinéa 2) de la CG6.4.1 doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration négociée.
- 4) Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- 5) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa 1) de la CG6.4.1, le prix est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 6) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des alinéas 2) et 3) de la CG6.4.1, le Canada établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.

CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- 1) S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - a) de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa 2) de la CG6.4.2 qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - b) d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 p. 100 de la somme des frais visés au sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2;
 - c) des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas 1)a) et 1)b) de la CG6.4.2 et calculés conformément à la CG5.12, « Intérêts sur les réclamations réglées ».
- 2) Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2 Sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - a) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - b) les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - c) les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception des taxes applicables;
 - d) les frais de location d'outillage ou un montant équivalent à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le Canada;
 - e) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - f) les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - g) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - h) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui sont nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires

- 1) Sauf dans les cas prévus dans les alinéas 2), 3), 4) et 5) de la CG6.4.3, si il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- 2) Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115p.100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - a) les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée;
 - b) le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p.100 de la quantité estimative.
- 3) Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa 2) de la CG6.4.3, le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 4) Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p.100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - a) il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - b) la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- 5) Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 :
 - a) il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - b) le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85p.100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

- 1) À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement en conformité du présent alinéa, le Canada peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.

- 2) La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG6.5, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat n'est versé par le Canada à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires et pour les pertes ou les dommages engagés ou subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de ce dernier.
- 4) Si l'entrepreneur encourt ou subit des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 5) Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé dans l'alinéa 4) de la CG6.5, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, présenter par écrit au Canada une réclamation des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 6) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 5) de la CG6.5 doit comprendre une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation pour permettre au Canada de déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur fournit tout autre renseignement complémentaire que le Canada peut exiger à cette fin.
- 7) i, de l'avis du Canada, la réclamation mentionnée à l'alinéa 5) de la CG6.5 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 8) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 4) et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 5) de la CG6.5 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui est versé à cet égard.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 7 - DÉFAUT, SUSPENSION OU RÉSILIATION DU CONTRAT

- CG7.1 TRAVAUX RETIRÉS À L'ENTREPRENEUR
- CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX
- CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT
- CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE - CONFISCATION OU REMISE

CG7.1 TRAVAUX RETIRES A L'ENTREPRENEUR

- 1) Le Canada peut, sans autre autorisation, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, Avis, retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :
 - a) fait défaut ou tarde à commencer ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du Canada, dans les 6 jours suivant l'envoi de l'avis par écrit du Canada à l'entrepreneur, conformément à la CG2.3, « Avis »
 - b) néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
 - c) devient insolvable ou a commis un acte de faillite et na pas fait de proposition à ses créanciers, ni déposé d'avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la [Loi sur la faillite et l'insolvabilité](#);
 - d) abandonne les travaux;
 - e) fait cession du contrat sans le consentement requis à la CG1.16, « Cession » ou
 - f) fait défaut de quelque autre façon d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du contrat.
- 2) Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, l'entrepreneur na droit, sauf dispositions de l'alinéa 3) de la CG7.1, à aucun autre paiement dû et exigible, et l'entrepreneur est tenu de payer au Canada, sur demande un montant égal à la totalité des pertes et dommages que le Canada aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
- 3) Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par le Canada, le Canada peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser le Canada des pertes ou dommages encourus ou subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
- 4) Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'as pas pour effet de libérer l'entrepreneur de quelque obligation stipulée au contrat ou imposée par la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 5) Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés

ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux en vertu du contrat continuent d'appartenir au Canada, sans indemnisation.

- 6) Lorsque le Canada certifie que tout outillage, matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur n'est plus nécessaire pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt du Canada de retenir lesdits outillage, matériaux ou intérêts, ils sont remis à l'entrepreneur.
- 7) Si l'entrepreneur devient insolvable ou fait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition, conformément à la [Loi sur la faillite et l'insolvabilité](#), il doit immédiatement faire parvenir au Canada une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 2) Sur réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que le Canada juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 3) Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du Canada.
- 4) Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à 60 jours, l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des frais supplémentaires qu'il a nécessairement encourus en raison de la suspension; ces frais sont calculés conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 5) Si la durée de la suspension est supérieure à 60 jours, le Canada et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et conditions convenues entre le Canada et l'entrepreneur. Si le Canada et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la CG7.3, « Résiliation du contrat ».

CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT

- 1) Le Canada peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 2) Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG7.3, si le contrat est résilié, le Canada verse à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la CG6.4, « Calcul du prix », moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'entrepreneur par le Canada et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers le Canada en vertu du contrat.

- 4) Le montant total à payer par le Canada à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la CG5, « Modalités de paiement », qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.
- 5) Le Canada effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE - CONFISCATION OU REMISE

- 1) Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier manqué à ses obligations ou est en défaut aux termes du contrat, le Canada peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
- 2) Si le Canada s'approprie le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par le Canada en vertu du contrat.
- 3) Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toutes pertes, dommages ou réclamations du Canada et des tiers, sera payé par le Canada à l'entrepreneur si, selon le Canada, ce solde n'est pas nécessaire pour les fins du contrat.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 8 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- CG8.1 INTERPRÉTATION
- CG8.2 CONSULTATION ET COLLABORATION
- CG8.3 AVIS DE DIFFÉREND
- CG8.4 NÉGOCIATION
- CG8.5 MÉDIATION
- CG8.6 CONFIDENTIALITÉ
- CG8.7 RÈGLEMENT
- CG8.8 RÈGLES POUR LA MÉDIATION DES DIFFÉRENDS
 - CG8.8.1 INTERPRÉTATION
 - CG8.8.2 APPLICATION
 - CG8.8.3 COMMUNICATION
 - CG8.8.4 NOMINATION D'UN MÉDIATEUR DE PROJET
 - CG8.8.5 CONFIDENTIALITÉ
 - CG8.8.6 DATE ET LIEU DE LA MÉDIATION
 - CG8.8.7 REPRÉSENTATION
 - CG8.8.8 PROCÉDURES
 - CG8.8.9 ACCORD DE RÈGLEMENT
 - CG8.8.10 FIN DE LA MÉDIATION
 - CG8.8.11 FRAIS
 - CG8.8.12 PROCÉDURES SUBSEQUENTES

CG8.1 INTÉRPRETATION

- 1) On entend par « différend » les conflits se rapportant à toute question définie par l'entrepreneur dans l'avis soumis au Canada conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend », y compris les réclamations de l'entrepreneur résultant de ce différend et toutes les contre-réclamations du Canada, mais cette expression ne comprend pas des demandes de l'une ou l'autre des parties pour dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, blessures, décès ou toute réclamation fondée sur une allégation de diffamation ou sur une déclaration calomnieuse.
- 2) Les procédures de règlement extrajudiciaire des différends prévues à la CG8 ne s'appliquent pas à une réclamation du Canada contre l'entrepreneur, à l'exception d'une contre-réclamation résultant d'un différend répondant à la définition de l'alinéa 1) de la CG8.1, y compris, sans limitation, une réclamation fondée sur la compensation de toute somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu de la CG5.10, « Dédommagement pour retard d'achèvement ».

CG8.2 CONSULTATION ET COLLABORATION

- 1) Les parties conviennent d'assurer une communication ouverte et honnête pendant toute la durée de l'exécution du contrat.
- 2) Les parties conviennent de se consulter et collaborer dans l'exécution des travaux et la résolution des problèmes ou des différends qui peuvent survenir.

CG8.3 AVIS DE DIFFÉREND

- 1) Tout différend surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature qu'il soit découlant du contrat ou relativement à celui-ci, qui peut donner lieu à une réclamation de l'entrepreneur contre le Canada et qui n'est pas réglé par consultation et collaboration selon les modalités de la CG8.2, « Consultation et collaboration », est résolu en premier lieu par le Canada, dont la décision ou la directive écrite est finale et exécutoire, sous réserve des dispositions de la CG8. Une décision ou directive écrite comprend notamment toute décision ou directive émise par écrit par le Canada en vertu des dispositions des Conditions générales.
- 2) L'entrepreneur est réputé avoir accepté la décision ou directive du Canada visée à l'alinéa 1) de la CG8.3 et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation à l'égard de la question visée dans cette décision ou directive sauf s'il soumet au Canada, dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de cette décision ou directive, un avis écrit de différend demandant une négociation formelle en vertu de la CG8.4, « Négociation ». Cet avis doit référer spécifiquement à la CG8.4, « Négociation », et préciser les questions en litige de même que les dispositions pertinentes du contrat.
- 3) L'envoi d'un avis écrit conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3 par l'entrepreneur n'aura pas pour effet de dégager pour autant de son obligation de respecter la décision ou la directive faisant l'objet du différend. Toutefois, le fait que l'entrepreneur se conforme à cette décision ou directive ne peut être interprété comme une admission par l'entrepreneur du bien-fondé de cette décision ou directive.
- 4) Si un différend n'est pas réglé rapidement, le Canada donne à l'entrepreneur les instructions qui, à son avis, sont nécessaires à la bonne exécution des travaux et pour prévenir les retards en attendant le règlement de la question. L'entrepreneur continue d'exécuter lesdits travaux conformément aux dispositions et aux exigences du contrat, ainsi qu'aux instructions du Canada, sauf si le Canada résilie le contrat, ordonne à l'entrepreneur de suspendre les travaux ou retire les travaux à l'entrepreneur. L'exécution desdits travaux n'a pas pour effet de porter préjudice aux réclamations de l'entrepreneur.
- 5) Nulle disposition de la CG8 n'a pour effet de dégager l'entrepreneur de son obligation de donner tout autre avis exigé par le contrat dans le délai qui y est précisé, notamment tous les avis prévus en vertu de la CG6.2, « Changements des conditions du sous-sol ».

CG8.4 NÉGOCIATION

- 1) Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, d'un avis visé à l'alinéa 2) de la CG8.3 ou dans tout autre délai pouvant être fixé d'un commun accord, les parties doivent entreprendre des négociations formelles afin de résoudre leur différend. Les négociations se déroulent initialement entre les représentants de l'entrepreneur et du Canada qui assument directement la surveillance de l'exécution, l'administration ou la gestion du contrat.
- 2) Si les représentants visés à l'alinéa 1) de la CG8.4 ne peuvent pas résoudre une partie ou la totalité des questions faisant l'objet des négociations dans les 10 jours ouvrables afin de régler les questions non résolues, les parties font appel à un deuxième niveau de négociation impliquant un ou des dirigeants de l'entrepreneur et un ou des cadres supérieurs représentant le Canada.
- 3) Si les négociations ne permettent pas de résoudre le différend dans les 30 jours ouvrables suivant la date de signification de l'avis mentionné à l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend », ou dans le délai prolongé d'un commun accord, l'entrepreneur peut, à l'expiration de cette période envoyer au Canada un avis écrit conformément à la CG2.3,

« Avis », dans les 10 jours ouvrables qui suivent cette date, et demander qu'un médiateur intervienne pour aider les parties à s'entendre sur les questions non résolues.

- 4) Si l'entrepreneur ne demande pas la médiation dans le délai prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4, il sera réputé avoir accepté la décision ou la directive du Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG8.3, « Avis de différend », et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation concernant la question faisant l'objet de cette décision ou directive.

CG8.5 MÉDIATION

- 1) Si l'entrepreneur demande l'intervention d'un médiateur conformément à l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », cette médiation doit se dérouler conformément à la CG8.8, « Règles pour la médiation des différends ».
- 2) Si aucun médiateur de projet n'a été antérieurement nommé par les parties aux fins de l'application du contrat, les parties nomment un médiateur de projet conformément à la CG8.8, « Règles pour la médiation des différends », dès qu'un avis de demande de médiation a été donné aux termes de l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation ».
- 3) Si le différend n'est pas résolu:
 - a) dans les 10 jours ouvrables suivant la nomination d'un médiateur de projet aux termes de l'alinéa 2) de la CG8.5, dans le cas où aucun médiateur n'a été préalablement nommé;
 - b) dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, de l'avis écrit prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », dans le cas où un médiateur de projet a été préalablement nommé; ou
 - c) dans tout autre délai prolongé d'un commun accord des parties; le médiateur de projet doit mettre fin à la médiation, en avisant les parties par écrit de la date d'effet de la cessation de la médiation.

CG8.6 CONFIDENTIALITÉ

- 1) Sauf exigence contraire de la loi, tous les renseignements échangés par les parties et leurs représentants, par quelque moyen que ce soit, le seront sans préjudice et d'une manière confidentielle. Toutefois, la recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée lors d'un interrogatoire judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre d'une procédure de règlement extrajudiciaire des différends.

CG8.7 RÈGLEMENT

- 1) Tout accord de règlement portant sur la totalité ou une partie d'un différend et conclu par quelque moyen que ce soit, est constaté par écrit et signé par les parties ou par leurs représentants agréés.

CG8.8 RÈGLES POUR LA MÉDIATION DES DIFFÉRENDS

CG8.8.1 Interprétation

Dans les présentes règles

- 1) « coordonnateur » signifie la personne désignée par le Canada comme coordonnateur de règlement des différends.

CG8.8.2 Application

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent modifier les règles ou en ajouter d'autres.

CG8.8.3 Communication

- 1) Les communications écrites prévues par les présentes règles sont données de la même façon que les avis écrits donnés conformément à la CG2.3, « Avis ».

CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent, en tout temps après l'entrée en vigueur du contrat, désigner un médiateur (le « médiateur de projet ») pour diriger une médiation conformément aux présentes, de tout différend pouvant découler de l'interprétation, de l'application ou de l'administration du contrat. Dans un tel cas, elles concluent un contrat avec le médiateur de projet, lequel est rédigé par le coordonnateur de règlement des différends et est agréé par les parties.
- 2) À défaut de désigner un médiateur de projet conformément à l'alinéa 1) de la CG8.8.4, celui-ci est désigné par les parties dans les 17 jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit de l'entrepreneur, conformément aux dispositions de la CG2.3, « Avis », demandant la tenue d'une négociation par voie de médiation en la manière prévue aux présentes règles afin d'aider les parties à régler les questions demeurant en litige. Le contrat conclu avec le médiateur de projet doit rencontrer les exigences requises aux fins du contrat visé à l'alinéa 1) de la CG8.8.4.
- 3) Dans les cas où la médiation est demandée par l'entrepreneur en vertu des modalités de l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », si les parties ont déjà conclu un contrat avec un médiateur de projet, elles transmettent au médiateur de projet et au coordonnateur dans un délai de 2 jours:
 - a) une copie de l'avis écrit de différend demandant la négociation formelle en vertu de l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend »
 - b) une copie de la position écrite du Canada en rapport avec l'avis, les questions encore en litige et les références pertinentes au contrat;
 - c) une copie de la demande écrite de médiation de l'entrepreneur exigée en vertu de l'alinéa 3 de la CG8.4, « Négociation ».
- 4) Si les parties n'ont pas convenu d'un médiateur de projet, elles remettent au coordonnateur les documents visés aux sous-alinéas 3a) b) et c) de la CG8.8.4 ainsi qu'une demande exigeant l'assistance d'un médiateur de projet, mutuellement acceptable aux deux parties, en conformité des présentes règles.
- 5) Dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de la demande et des documents visés à l'alinéa 4) de la CG8.8.4, le coordonnateur remet aux parties une liste de médiateurs qualifiés du secteur privé, liste obtenue d'une entité indépendante et impartiale, ainsi que

des instructions leur demandant de choisir et de classer, individuellement et confidentiellement, les médiateurs suggérés qu'ils jugent acceptables, selon un ordre de préférence. Chaque médiateur ainsi listé doit être impartial et indépendant des parties, et doit être un médiateur commercial d'expérience et compétent, connaissant de préférence l'objet du différend.

- 6) Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la liste visée à l'alinéa 5) de la CG8.8.4, chaque partie se conforme aux instructions accompagnant la liste et remet sa réponse au coordonnateur.
- 7) Dans les 2 jours ouvrables suivant la réception des réponses, le coordonnateur sélectionne le médiateur qui aura obtenu le rang le plus élevé du classement commun des deux parties, à titre de médiateur de projet aux fins du contrat.
- 8) En cas d'égalité, le coordonnateur consulte les deux parties afin qu'elles réévaluent leur choix pour l'aider à sélectionner le médiateur de projet qu'il leur est acceptable. Si les parties ne peuvent s'entendre, le coordonnateur leur remet une deuxième liste de médiateurs, et la procédure est reprise.
- 9) Si les parties n'ont pas antérieurement conclu un contrat avec un médiateur de projet mutuellement acceptable, le coordonnateur déploiera les efforts raisonnables pour négocier en leur nom un contrat avec un médiateur de projet acceptable aux deux parties, qui incorpore les articles des présentes règles ou s'y conforme. En cas d'échec des négociations ou si, pour une autre raison, la personne ne veut ou ne peut conclure un contrat afin d'agir comme médiateur de projet, le coordonnateur répète le même processus avec le deuxième médiateur.
- 10) En cas de réussite des négociations visées à l'alinéa 9) de la CG8.8.4, les parties conviennent de conclure un contrat avec le médiateur de projet choisi, lequel est rédigé par le coordonnateur et en accord avec les parties.
- 11) À la signature du contrat avec le médiateur de projet visé à l'alinéa 10) de la CG8.8.4, le coordonnateur remet à ce dernier des exemplaires des documents visés à l'alinéa 3) de la CG8.8.4.

CG8.8.5 Confidentialité

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG8.8.5 et sauf entente contraire écrite des parties, le médiateur de projet, les parties et leurs conseillers juridiques ou représentants protègent la confidentialité de toutes les questions et de tous les documents divulgués pendant la médiation sauf si leur divulgation est nécessaire à la mise en œuvre de toute entente conclue entre les parties ou est exigée par la loi.
- 2) La recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée dans le cadre d'une procédure arbitrale ou judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre du processus de médiation.
- 3) Aucune des parties ne peut faire une transcription, dresser un procès-verbal ou documenter autrement une séance de médiation.
- 4) Les notes personnelles et les avis écrits du médiateur de projet consignés relativement à la médiation sont sa propriété et sous son contrôle exclusifs, sont confidentiels et ne peuvent être utilisés dans aucune procédure ultérieure entre les parties ou, s'ils sont contraires à l'intérêt de la partie intéressée, sans l'autorisation écrite expresse de celle-ci.

- 5) L'échange de tout renseignement pendant la procédure de médiation, par quelque moyen que ce soit, est sous toute réserve et lesdits renseignements sont considérés par les parties et leurs représentants comme étant confidentiels, sauf disposition contraire de la loi.

CG8.8.6 Date et lieu de la médiation

- 1) Le médiateur de projet, de concert avec les parties, fixe les dates, heures et lieux des séances de médiation le plus tôt possible, tenant compte que, sous réserve d'entente contraire des parties, il n'a que 10 jours ouvrables pour tenter de régler le différend.

CG8.8.7 Représentation

- 1) Lors d'une séance de médiation, les représentants des parties peuvent être accompagnés d'un conseiller juridique ou de toute autre personne.
- 2) Si le médiateur de projet est un avocat, il ne peut offrir de conseils juridiques à une partie durant la séance de médiation, mais il peut lui recommander d'obtenir l'avis d'un avocat indépendant avant de finaliser un arrangement à l'amiable.

CG8.8.8 Procédures

- 1) Les parties conviennent d'échanger tous les faits, renseignements et documents sur lesquels elles ont l'intention de fonder leur présentation orale ou écrite, pendant la médiation. Cet échange se fait au plus tard 2 jours ouvrables avant la date d'une séance de médiation.
- 2) Le médiateur de projet est libre de rencontrer les parties individuellement, pendant une séance de médiation, s'il estime que cela peut accroître les chances d'un règlement par voie de médiation, et l'une ou l'autre des parties peut demander à le rencontrer individuellement en tout temps.
- 3) Les parties peuvent s'entendre pour prolonger la période de 10 jours ouvrables disponibles pour régler le différend par voie de médiation, et le médiateur de projet consigne cette entente par écrit.

CG8.8.9 Accord de règlement

- 1) Les parties consignent par écrit tout accord de règlement qu'elles ont conclu, avec suffisamment de détails afin que les parties comprennent clairement:
 - a) les questions réglées,
 - b) les obligations assumées par chaque partie, incluant les critères visant à déterminer si et quand ces obligations ont été exécutées,
 - c) les conséquences de l'omission d'observer l'accord conclu par les parties.
- 2) Les parties conviennent d'exécuter l'accord de règlement dans les meilleurs délais et, à tout le moins, dans les délais prévus par l'accord de règlement.

CG8.8.10 Fin de la médiation

- 1) L'une des parties peut se retirer de la médiation en tout temps, sans raison, et le médiateur de projet remet alors à chacune d'elles un avis écrit mettant fin à la négociation par voie de médiation et indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 2) Lorsque, de l'avis du médiateur de projet, l'une des parties n'agit pas de bonne foi ou n'observe pas les conditions des présentes règles, ou s'il estime, durant la négociation par voie de médiation, que la poursuite des négociations ne permettra pas de résoudre les questions encore en litige, il peut mettre fin à la négociation en remettant aux parties un avis écrit de clôture, y indiquant ses motifs et la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 3) Lorsqu'un différend n'est pas réglé dans les 10 jours ouvrables ou une période plus longue convenue par les parties, le médiateur de projet met fin à la médiation en remettant aux parties un avis écrit indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.

CG8.8.11 Frais

- 1) Les parties conviennent d'assumer chacune les frais de leurs propres représentants et conseillers, y compris leurs frais de déplacement et de séjour. Les honoraires et les dépenses du médiateur de projet ainsi que tous les frais généraux liés à la médiation, comme les frais de location de salles de réunion, sont assumés à parts égales entre les parties.

CG8.8.12 Procédures subséquentes

- 1) Les parties ne peuvent invoquer ou produire en preuve, dans une procédure arbitrale ou judiciaire, que cette procédure soit liée ou non à l'objet de la médiation,
 - a) un document de l'autre partie qui ne peut par ailleurs être produit dans le cadre de cette procédure,
 - b) des opinions exprimées ou des suggestions faites par une partie à l'égard du règlement possible des questions en litige,
 - c) un aveu fait par une partie, pendant la médiation, à moins que la partie ayant fait l'aveu y ait expressément consenti,
 - d) le fait qu'une partie a indiqué sa volonté de faire ou d'accepter une proposition ou une recommandation de règlement.
- 2) Le médiateur de projet ne peut représenter une des parties ni témoigner pour celle-ci, dans une enquête, action ou procédure ultérieure relative aux questions faisant l'objet de la médiation.
- 3) Le médiateur de projet ne peut être assigné pour témoigner relativement
 - a) à son rôle dans la médiation,
 - b) aux questions en litige dans la médiation, dans une enquête, action ou procédure ultérieure, et les parties conviennent de s'opposer vigoureusement à l'assignation du médiateur.

CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE

CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE

CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE

CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE

- 1) L'entrepreneur doit, à ses frais et dans les quatorze (14) jours suivant la réception d'un avis confirmant que le Canada accepte son offre, obtenir et déposer auprès du Canada une garantie contractuelle sous l'une ou plusieurs des formes prescrites dans la clause CG9.2 (TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE).
- 2) Si la totalité ou une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un dépôt de garantie, cette garantie doit être conservée et traitée conformément à la clause CG5.13 (REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE) et à la clause CG7.4 (DÉPÔT DE GARANTIE – CONFISCATION OU REMISE).
- 3) Si une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'entrepreneur doit en afficher une copie à l'emplacement des travaux.
- 4) Le dépôt de la garantie contractuelle, selon les modalités précisées dans les présentes, constitue une des conditions préalables à l'autorisation du premier paiement progressif.

CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE

- 1) L'entrepreneur doit déposer auprès du Canada soit a) soit b) :
 - a) un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50 % du montant du contrat;
 - b) un dépôt de garantie ou une lettre de crédit irrévocable représentant au moins 20 % du montant du contrat.
- 2) Le cautionnement d'exécution et le cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux mentionnés au paragraphe 1) de la clause CG9.2 doivent être présentés sur un formulaire approuvé par le Canada et provenir d'une compagnie de cautionnement reconnue par le Canada.
 - a) Le formulaire approuvé pour le cautionnement d'exécution est affiché sur le site Web suivant :
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appS>
 - b) Le formulaire approuvé pour le cautionnement du paiement de la main-d'œuvre et des matériaux est affiché sur le site Web suivant : <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appS>;
 - c) La liste des compagnies de cautionnement reconnues est affichée sur le site Web suivant :
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appl>

- 3) Le dépôt de garantie mentionné à l'alinéa 1b) de la clause CG9.2 consiste en :
- a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié par une institution financière agréée ou fourni par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou;
 - b) des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) Aux fins de l'alinéa 3a) de la clause CG9.2 :
- a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
 - b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, il doit être accompagné d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa 4c) de la clause CG9.2;
 - c) une institution financière agréée est :
 - i. une société ou une institution membre de l'Association canadienne des paiements tel que défini dans la [Loi canadienne sur les paiements](#);
 - ii. une société qui accepte des dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou par l'Autorité des marchés financiers jusqu'au maximum permis par la loi;
 - iii. une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
 - iv. une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise au paragraphe 137(6) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
 - v. la Société canadienne des postes.
- 5) Les obligations mentionnées à l'alinéa 3b) de la clause CG9.2 doivent être fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du contrat et être :
- a) payables au porteur;
 - b) accompagnées d'un document de transfert dûment signé de transfert des obligations au receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou
 - c) enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.
- 6) La lettre de crédit irrévocable mentionnée à l'alinéa 1b) de la clause CG9.2 doit :

- a) constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou en son propre nom :
 - i. doit verser un paiement au Canada ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
 - ii. doit accepter et payer les lettres de change tirées par le Canada;
 - iii. autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer lesdites lettres de change; ou
 - iv. autorise une autre institution financière à négocier à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les termes et conditions de la lettre de crédit soient respectées;
- b) indiquer le montant nominal que l'on peut tirer;
- c) préciser sa date d'expiration;
- d) prévoir le paiement à vue à l'ordre du receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le Canada;
- e) prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
- f) prévoir son assujettissement aux *Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), version de 2007, publication de la CCI n° 600. En vertu des *Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a aucune indication à cet égard;
- g) être émise ou confirmée par une institution financière agréée sur son papier à en-tête, dans l'une ou l'autre des langues officielles, avec une mise en page à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

Conditions générales (CG) 10 – Assurances

CG10.1 POLICES D'ASSURANCE

CG10.2 INDEMNITÉ D'ASSURANCE

CG10.1 POLICES D'ASSURANCE

- 1) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve au Canada conformément aux exigences des « Conditions d'assurance ».
- 2) Les polices d'assurance mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.1 doivent être:
 - a) en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux « Conditions d'assurance » et
 - b) prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance ».

CG10.2 INDEMNITE D'ASSURANCE

- 1) Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1, « Polices d'assurance », les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement au Canada, et
 - a) les sommes ainsi versées seront retenues par le Canada aux fins du contrat;
ou
 - b) si le Canada en décide ainsi, seront conservées par le Canada, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 2) Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1, « Polices d'assurance », l'assureur remboursera directement au demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.
- 3) Si le Canada choisit conformément à l'alinéa 1) de la CG10.2 de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'entrepreneur et du Canada relativement à la partie des travaux perdue ou endommagée, afin d'établir la différence, s'il en est, entre:
 - a) le total du montant des pertes ou dommages subis par le Canada, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et leur emplacement et de toute autre somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat, moins toute somme retenue conformément au sous-alinéa 1)b) de la CG10.2,
 - b) l'ensemble des sommes payables par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.
- 4) Toute différence établie conformément à l'alinéa 3) de la CG10.2 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.

- 5) Suite au paiement prévu à l'alinéa 4) de la CG10.2, le Canada et l'entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du contrat, mais seulement à l'égard de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée à l'alinéa 3) de la CG10.2.
- 6) S'il n'est pas exercé de choix en vertu du sous-alinéa 1)b) de la CG10.2, l'entrepreneur, sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2, déblaie et nettoie les travaux et leur emplacement et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.
- 7) Lorsque l'entrepreneur exécute les obligations prévues à l'alinéa 6) de la CG10.2, le Canada lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.2 et à même lesdites sommes, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.
- 8) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2, tout paiement par le Canada en exécution des obligations prévue à l'alinéa 7) de la CG10.2 est effectué conformément aux dispositions du contrat, mais chaque paiement doit représenter 100p. 100 du montant réclamé, nonobstant les sous-alinéas 3)a) et 3)b) de la CG5.4, « Paiement progressif ».



Annexe « E »

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES & PLANS

<u>SECTION</u>	<u>DESCRIPTION</u>	<u>PAGES</u>
16010	GENERAL ELECTRICAL PROVISIONS	7
16011	SUBMITTALS	5
16100	BASIC MATERIALS AND METHODS	6
16195	FIRESTOPPING	5
16410	ELECTRICAL SITE SERVICES	2
16721	FIRE ALARM SYSTEM	12
16990	RENOVATION	1

END OF INDEX

PART 1 : GENERAL

1.01 REQUIREMENTS INCLUDED

- .1 The General Requirements, Division 01, and any Supplementary General Requirements of the Contract shall form a part of this Division.
- .2 The requirements of this Section shall apply to and govern the work of this Division and shall be read as an integral part of each Section.
- .3 The Electrical Drawings and these Specifications are complementary to each other and each forms a part of this contract. In the event of discrepancies between Drawings and Specifications, the more restrictive conditions shall apply unless a written clarification is obtained from the Consultant.
- .4 Misinterpretation of any requirement of the Drawings or Specifications will not relieve this Division of responsibility to complete the work. If in doubt, contact the Consultant for written clarification. If clarification is not sought the Consultant's decision shall be final and binding on the Contractor.
- .5 Related Work
 - .1 Submittals Section 16011

1.02 SYSTEM DESCRIPTION

- .1 Supply all labour, tools, equipment, materials and transportation required for the installation and proper operation of the complete systems as shown on the Drawings, as specified herein, or as reasonably inferable from both.
- .2 Work to be Supplied and Installed

The work of this Division includes, but is not limited to supply and installation of the following systems:

Fire Alarm System
Renovations and Removal of Existing Equipment

1.03 SYSTEM DESCRIPTION

- .1 Rooms that are regularly occupied will require coordination for access. A Request shall be made for access minimum 2 weeks prior to the access date. Requests for access to Lab and Cold Rooms require a minimum of 1 month prior to access date. Refer to attached Appendix 1, for list of occupied rooms.
- .2 Common spaces (corridors and service spaces) are considered 'unoccupied' and may be accessed at any time, so long as all work is conducted such that disturbing noise is not generated and a safe path of travel is maintained for occupants.
- .3 After hours work shall be coordinated with AAFC.

1.04 WORKMANSHIP

- .1 Only first class workmanship by skilled electricians will be accepted, not only with regards

to durability, and safety, but also with regard to its neatness of installation, and overall accessibility. Present a neat and clean installation on completion to the satisfaction of the Consultant. Any unsatisfactory workmanship shall be replaced at no extra cost.

- .2 Employ a competent foreman to supervise the work.
- .3 Employ qualified and experienced trades people employed to perform specific work such as installation or testing of specific systems including fire alarm systems, special systems, etc.
- .4 At all times, a licenced electrician holding a valid journeyman certificate in Ontario is to be on site while physical work is being performed. Certificate shall be provided prior to the commencement of work as per Section 16011 – Submittals.
- .5 At all times, a Certified Fire Alarm Electrician is to be on site while physical work is being performed. Certificate shall be provided prior to the commencement of work as per Section 16011 – Submittals.

1.05 DRAWINGS

- .1 Drawings, which accompany these specifications, are diagrammatic and show the power distribution, number and general location of the electrical equipment, outlets and required circuiting. They do not show all structural and mechanical details, and are not intended to be shop or working drawings.
- .2 Do not scale drawings but use only dimensions, which are shown. Where exact building dimensions and details are required, use only figured dimensions on the Architectural or Structural Drawings or job site dimensions.
- .3 Make alterations to device and equipment locations as required; co-ordinate with other trades at no extra cost.
- .4 No deviations from the Drawings or Specifications will be permitted without written authorization from the Consultant.

1.06 RECORD & SHOP DRAWINGS

- .1 Provide record drawings and shop drawings in accordance with Section 16011, Submittals.

1.07 PERMITS AND FEES

- .1 Obtain and pay for all permits and fees required for the execution and inspection of the electrical work and pay all charges incidental to such permits. A building permit and electrical permit will be required prior to executing the work.
- .2 Arrange and pay for any special inspection of equipment specified if and when required.
- .3 On completion of the electrical work, obtain and submit to the Consultant the Electrical Safety Authority Final Unconditional Inspection certificate together with the maintenance manuals.

1.08 RULES AND REGULATIONS

- .1 Provide all materials and installation in accordance with the latest editions of the National

Building Code of Canada, Canadian Electrical Code, CSA Standards and Bulletins, the Electrical Safety Authority, The Ontario Fire Marshal and any other more restrictive requirements of all applicable Municipal and Provincial Codes and Regulations.

- .2 The Contract Drawings show the minimum standard acceptable regardless of any lesser standards set by any Codes or Regulations having jurisdiction.

1.09 CO-OPERATION OF TRADES

- .1 Read Specifications and Drawings of other trades and conform with their requirements before proceeding with any work specified in this Division related to the other trades.
- .2 Co-operate with all other trades on the job, so that all equipment can be satisfactorily installed, and so that no delay is caused to any other trade.

1.10 ABBREVIATIONS & DEFINITIONS

- .1 Abbreviations used on Electrical Drawings and in this Division are generally listed below:

OBC	Ontario Building Code
CSA	Canadian Standards Association
FHP	Fractional Horse Power
C	Conduit
E.C.	Empty Conduit
Trans.	Transformer
F @	Fused at
SP (DP)	Single Pole (Double Pole)
3P	Three Pole
SN	Solid Neutral
Disc. Sw	Disconnect Switch
LP	Lighting Panel
PP	Power Panel
DP	Distribution Panel
WP	Weatherproof
MH	Mounting Height
OESC	Ontario Electrical Safety Code
NFPA	National Fire Protection Association
NFC	National Fire Code
EEMAC	Electrical Equipment Manufacturer's Association of Canada
ANSI	American National Standards Institute
ULC	Underwriter Laboratories of Canada
RT	Rain Tight
FA	Fire Alarm
EXP	Explosion Proof

- .2 Wherever the words "approved", "satisfactory", "directed", "permitted", "inspected", "instructed", "required", "submit", "order", or similar words or phrases are used in the specification, it shall be understood, unless the context implies otherwise, that the words "by (to) the Consultant" follows.
- .3 Wherever the word "provide" is used in this specification or on the drawings, it shall be understood, unless the context implies otherwise, that it is equivalent to "supply and install".

1.11 OPERATING AND MAINTENANCE MANUALS

- .1 Submit operating and maintenance manuals in accordance with Section 16011,

Submittals.

1.12 INSPECTION

- .1 All work and materials covered by these Specifications shall be subject to inspection at any time, by the Consultant or the Owner's Representative.
- .2 If the Consultant or Owner's representative finds that any material or workmanship does not conform with these specifications undertake to correct such workmanship within 5 days of notification by the Consultant.

1.13 DAMAGE TO OTHER WORK

- .1 This Trade shall be responsible for all damages to his own work or the work of other trades caused by the execution of work by this Division.
- .2 Provide protective covers on or around equipment and materials to prevent damage during construction.

PART 2 : PRODUCTS2.01 MATERIALS AND EQUIPMENT

- .1 All materials and equipment are to be new, conform to CSA Standards and be approved for their intended use by the authority having jurisdiction.
- .2 Material or equipment specified by technical description shall be provided with the best commercial qualities obtainable for the purposes described.
- .3 Maintain uniformity of manufacturer, type, and style, within a particular group of equipment or class or type of fixture.

PART 3 : EXECUTION3.01 GENERAL REQUIREMENTS

- .1 The location of any panels, equipment, outlet, raceway and wiring may be changed by the Consultant if the new location is within a limit of 3 metres (10') radius of the original location. Provide changes without extra cost if requested before installation.
- .2 Do not install wall-mounted equipment at locations where built-in furniture or other equipment is to be installed. In cases of conflict, install equipment above the built-in furniture and clear the trim by approximately 150 mm (6") unless otherwise instructed by the Consultant.
- .3 Arrange for openings in the walls and floors for transportation and installation of equipment. Extra charges for cutting and making good of walls or floors for the work will not be accepted.

3.02 STORAGE OF MATERIALS

- .1 Provide proper facilities for a workshop, tool shop, office space and protection of materials and equipment. Coordinate location with AAFC.
- .2 Store all material, equipment, panels, luminaires, etc. in a dry, clean place and cover as

necessary to preserve factory finish.

3.03 WASTE AND SURPLUS MATERIALS

- .1 Keep the premises free of accumulation of waste and surplus materials.
- .2 On completion of the contract, this Division shall remove all tools, scaffolding, surplus material, scrap and debris resulting from the work of this Division from the site.
- .3 Clean all equipment such as panel boxes, luminaires, switches receptacles, etc., of all dirt, dust and paint at the time of final acceptance of the work.

3.04 SLEEVES, HOLES AND PATCHING

- .1 Holes through exterior walls and/or roof are to be properly flashed and made weather-proof.
- .2 All cutting, patching, sleeves and grouting is to be done by fully qualified craftsmen of that respective trade. All costs for cutting and patching required by this Division are to be included in the tender.
- .3 All cutting, patching, sleeving, etc. shall be carried out under the direct supervision of the General Contractor, and to the satisfaction of the Consultant.

3.05 GROUNDING AND TESTING

- .1 Provide a complete bonding system throughout. All bonds are not shown on the drawings.
- .2 Under this Section, test all equipment and wiring supplied and installed in this contract at any time requested by the Consultant. Provide all meters, materials and labour to carry out these tests. All readings shall conform to the requirements of the Local and Provincial codes which apply to this Specification.
- .3 Test May Include:
 - .1 Ground fault insulation resistance.
 - .2 Continuity of metal raceways.
 - .3 Operation of each piece of equipment and system for correct function.
- .4 Written records of the tests performed indicating date of test, equipment name, purpose of test, device used for testing and measured results. Include test results in maintenance manuals.

3.06 CORROSION, PROTECTION & TOUCH-UP

- .1 Provide prime and paint finish on exterior ferrous metal.
- .2 All priming shall be free of runs or drips. Scratches, chipped or rough items will not be accepted. Sand smooth and refinish.
- .3 All shop painted equipment damaged in transit or during installation shall be touched-up to match existing finishes.

- .4 Provide protection of installed materials from abuse and damage during construction. Provide all necessary protective coatings or shields to prevent damage to installed equipment until final acceptance by the Owner.

3.07 EQUIPMENT IDENTIFICATION

- .1 Labels shall be 3 mm (1/8") thick lamacoid plates, black with 6 mm (1/4") white lettering, mechanically fastened to the equipment.
- .2 Mount nameplates on the top inside cover on all panels and on the front cover of equipment for the respective system.
- .3 The wording on these plates shall conform generally with that used in these Specifications and on the Drawings.
- .4 Mechanically fasten nameplates directly on the equipment. For small size equipment install nameplates on the wall above or under equipment.
- .5 Submit the wording for all nameplates to the Consultant for approval prior to make-up and installation.
- .6 Colour code all conduits and metallic sheathed cables according to the following standards:
 - .1 Colour to be min. 25 mm (1") band of plastic tape or spray bomb.
 - .2 Colour code at entrance/exit to wall, ceiling, or floor and minimum 15 m (50') intervals.
 - .3 Systems colour code for conduits and metallic cables.
Red - Fire Alarm

3.08 MOUNTING AND MOUNTING HEIGHTS

- .1 Provide all supports and bases for the work of this trade. Every conduit run shall have at least one support. Only approved conduit supports shall be used.
- .2 Support every outlet box, junction box, panel tub, etc. independent of conduits running to it.
- .3 No piece of equipment shall be mounted on a wall or panel with the underside of the equipment less than 460 mm (18") above the floor except for equipment over 1650 mm (5'-6") high which shall be mounted with the top side of the equipment 2100 mm (7'-0") above the floor or as directed in the field.
- .4 Panels for mounting of equipment shall consist of #10 gauge steel on an angle iron frame. The complete panel is to be thoroughly cleaned of all dirt, rust and loose material and be given two coats of grey enamel before mounting any equipment.
- .5 Install switches, receptacles, outlets, etc., on one common centre line, one above the other, when shown on the drawings in a grouping.
- .6 Dimensions refer to the centre line of equipment above the finished floor unless otherwise shown or specified. Mounting heights in stairwells refer to the floor, landing or stair tread directly below the equipment.

.7 Install equipment at heights as directed on legend:

.1	Fire Alarm System	
	Manual Pull Stations	47" (1200 MM) O/C
	Signal Devices	90" (2280 MM) O/C
	End of Line Resistors	60" (1520 MM) O/C

END OF SECTION

PART 1 : GENERAL

1.01 REQUIREMENTS INCLUDED

- .1 Shop drawings and product data
- .2 Working/Interference drawings
- .3 As-built drawings
- .4 Operating and maintenance manuals including extended warranties.
- .5 Related Work
 - .1 Basic Materials and Methods Section 16100
 - .2 Fire Stopping Section 16195
 - .3 Fire Alarm System Section 16721

1.02 ADMINISTRATIVE

- .1 Submit to Consultant submittals listed for review. Submit with reasonable promptness and in an orderly sequence so as to not cause delay in the construction schedule. Failure to submit in ample time is not considered sufficient reason for an extension of Contract Time and no claim for extension by reason of such default is allowed.
- .2 Work affected by the submittal not to proceed until the review is complete unless an approval is obtained from the Consultant.
- .3 Review submittals prior to submission to the Consultant. This review represents that necessary requirements have been determined and verified, and that each submittal has been checked and co-ordinated with the requirements of the Contract Documents.
- .4 Prior to commencement of work, submit qualifications of tradesmen who will be working on site in accordance with Section 16010 – General Electrical Provisions.
- .5 Prior to commencement of work, submit qualifications of fire alarm technician who will perform work on the fire panel in accordance with Section 16721 – Fire Alarm System
- .6 Prior to commencement of work, submit qualifications of fire stopping contractor. Note: All firestopping shall be installed by a STI factory trained technician and member in good standing of the Firestop Contractors International Association. All existing fire stopping was installed by Spectrum Interior Contracting Inc. (Randy Diestelmann MCPM, PMI, Office #519-974-0484)

1.03 FIRE SAFETY PLAN

- .1 Provide a Fire Safety Plan, specific to the work location, in accordance with NBC, Division B, Article 8.1.1.3, NFC Article 5.6.1.3, 5.6.1.13, 5.6.1.14 and 5.6.1.17 prior to commencement of work. The plan shall be coordinated with, and integrated into, the existing Facility's Emergency Procedures and Evacuation Plan in place at the site. Departmental Representative will provide Facility's Emergency Procedures and Evacuation Plan. Deliver two copies of the Fire Safety Plan to the Departmental

Representative not later than 14 days before commencing work.

- .2 Fire Safety Plan shall incorporate requirements of fire watch as outlined in Section 16721 – Fire Alarm System.

1.04 SHOP DRAWINGS

- .1 Submit shop drawings in accordance with the General Requirements of Division 1 and as required in various sections of these specifications and on the drawings.
- .2 Shop drawings to be submitted with a cover sheet(s) on the Contractor's letterhead listing the following information:
 - Project:
 - Owner/Client:
 - Architect:
 - Mechanical/Electrical Consultant:
 - General Contractor:
 - Electrical Contractor:
 - Supplier
 - Specification Section
 - Materials or Equipment submitted

Include space for review stamps by Consultant, General Contractor, and Electrical Contractor.
- .3 Prepare and submit for review, where specified, shown or considered necessary by the Consultant, shop drawings showing details of work as follows:
 - .1 Fabrication and erection dimension.
 - .2 Sections, arrangements and details which indicate complete construction as well as interconnections with other work.
 - .3 Location and type of anchors and fastenings.
 - .4 Materials including gauges, thickness, sizes and finishes.
 - .5 Descriptive names of equipment and mechanical and electrical characteristics when applicable.
 - .6 Data verifying that superimposed loads will not affect function, appearance, and safety of work shown on shop drawings as well as other work interconnected.
 - .7 Manufacturer's names, model numbers, ratings, power requirements, equipment layout / device arrangement.
 - .8 Complete wiring, point to point diagrams and conduit layouts.
- .4 Submit shop drawings, unless otherwise specified in form of electronic Portable Document Files (PDF). Files are to be separated by the specification section to which they apply. The file name as per below.
- .5 Manufacturer's printed data sheets for standard items are acceptable providing pertinent characteristics are identified and relate to specified items. Submit electronic Portable Document Files (PDF). Files are to be separated by the specification section to which

they apply. The file name is to be as follows:

ProjectNumber – Shop Drawing – Specification Section – Title – Submission Number.pdf

Ex.: 01B46-14-0035 – Shop Drawing – 16700 – Fire Alarm System – Submission1.pdf

- .6 Check shop drawings and data sheets, before submission as follows:
 - .1 Against contract documents and other applicable shop drawings, to ensure that work adjacent to and affecting other work is accurately detailed.
 - .2 To ensure that work shown on shop drawings conforms to requirements of Contract Documents.
 - .3 Enclose notice in writing of any variations from requirements of Contract Documents.
- .7 Indicate on shop drawings that they have been checked by applying stamp "checked and certified correct for construction", including date and Contractor's signature. Drawings and details submitted without such stamp or whenever it is evident that drawings have not been checked (despite approval stamp) will not be reviewed and will be returned to Contractor.
- .8 The Consultant's review of shop drawings and data sheets pertain to general design only. Errors in dimensions, quantities or interference will be marked if noticed, but this will not in any way relieve the Contractor's responsibility to complete the work as shown and specified.
- .9 All shop drawings are to be submitted in Metric dimensions.
- .10 Shop drawings are to be returned with "No Exception Taken", "Make Corrections Noted Resubmission Not Required", "Revise & Resubmit" or "Rejected, Submit Compliant Product/System".

1.05 WORKING/INTERFERENCE DRAWINGS

- .1 Before commencing any work, the Contractor is to prepare working/interference drawings, to ensure that all components, including any components of other divisions, are to be properly accommodated within the spaces provided, ensuring all clearances required by jurisdictional authorities and for proper maintenance are indicated and maintained.
- .2 Prepare drawings to indicate co-ordination and method of installation of a system with other systems where their relationship is critical. Ensure all details of equipment, apparatus and connections are co-ordinated.
- .3 As an alternative to preparing interference drawings, regularly scheduled meetings on site with all associated trades are to be conducted as necessary but not less than one per week.
- .4 Failure to co-ordinate with all other trades could result in reworking of installed equipment, conduit or wiring at the discretion of the Consultant. Any reworking to accommodate the installation of other trades to be performed at no extra cost.

1.06 AS-BUILT DRAWINGS

- .1 As-built drawings are to be maintained in accordance with the general requirements of Division 1.
- .2 The Consultant is to provide this Division with an extra set of white prints on which to show clearly in red ink, as the job progresses, all changes and deviations from the plans, including all changes as part of change orders, site instructions or site condition.
- .3 Record location of concealed mechanical and electrical services and components. Dimension and reference all concealed and buried mechanical and electrical services from visible and accessible permanent features of structure.
- .4 Maintain as-built drawings on site for periodic review by Consultant.
- .5 Submit a complete set of record drawings, marked "as-built" and dated.

1.07 MAINTENANCE DATA AND OPERATING INSTRUCTIONS

- .1 Submit three (3) copies of Operation and Maintenance Manual individually bound in suitable sized hard backed three-ring binders.
- .2 Operation and maintenance manuals shall be provided in electronic format in addition to the bound hardcopies required above.
- .3 Front cover of each binder to be suitably lettered as follows:

OPERATION AND MAINTENANCE MANUAL FOR
(Project Name)

(Owners Name)
(Date)
- .4 Provide plastic tab indices for all sections of the manual, provide separate sections for each major piece of equipment and for groups of smaller products.
- .5 Provide master index at the beginning of each binder indicating all items included in each section.
- .6 Provide list of names, addresses and telephone numbers of equipment suppliers, Installing Contractors, General Contractors, Architect and Consulting Engineer.
- .7 Provide final review shop drawings of each manufactured item in addition to the operating and maintenance instructions.
- .8 Operating instructions to include:
 - .1 General description of each electrical system.
 - .2 Step by step procedure to follow in commissioning each piece of equipment.
 - .3 Schematic control diagrams for each separate system.
 - .4 Drawings of each control panel identifying all components on the panels and their function.
 - .5 All electrical equipment wiring diagrams.

- .9 Maintenance instructions are to include:
 - .1 Manufacturer's maintenance instructions for each item of electrical equipment installed under this Division. Instructions are to include installation instructions, parts numbers and lists, name of supplier and maintenance instructions.
 - .2 Summary list of each item of electrical equipment requiring maintenance, indicating the name of the equipment item, maintenance required and frequency of maintenance.
- .10 Provide written warranty on the Contractor's letterhead addressed to the Owner, copied to the General Contractor.
- .11 Provide a comprehensive list of all ip addresses assigned in the panel as well as a description and the location of each device. List shall be provided as a Microsoft Excel file as part of the electronic format operation and maintenance manuals and in printed format in the bound hardcopies.
- .12 Fire alarm system shall be verified in conformance with CAN/ULC-S537, "Verification of Fire Alarm Systems". Include verification certificate, verification report with no deficiencies and any warranty certificates.
- .13 Provide verification from the installing contractor that all fire rated assemblies have been maintained and all penetrations are properly stopped in accordance with the manufacturers installation instructions

1.08 EXTENDED WARRANTIES

- .1 The contractor is to submit extended warranties for specific materials and/or work specified in their respective sections.
- .2 Extended warranties are to be issued on the General Contractor's letterhead, under seal, and issued in the name of the owner.

END OF SECTION

PART 1 : GENERAL**1.01 REQUIREMENTS INCLUDED**

- .1 Conform to General Conditions, Supplementary General Conditions and Sections of Division 01, as applicable.
- .2 Conform to General Electrical Provisions, Section 16010 as applicable.
- .3 Related Work
 - .1 Submittals Section 16011

1.02 SCOPE OF WORK

- .1 Work to be Supplied and Installed
 - .1 Raceways
 - .2 Conductors
 - .3 Armoured Cable
 - .4 Wire Connections and Devices
 - .5 Outlet Boxes
 - .6 Pull and Junction Boxes
 - .7 Supporting Devices
 - .8 Access Panels

1.03 QUALITY ASSURANCE

- .1 Install all equipment to the minimum of Canadian Electrical Code and local standards, unless stricter standards are indicated on the drawings or in this specification. In all situations the more restrictive standard of material and installation shall apply.

1.04 REFERENCES

- .1 CSA Standards

C22.2 No. 62	Surface Raceways and Lighting Fixture Raceways and Fittings.
C22.2 No. 83	Electrical Metallic Tubing.
C22.2 No. 35	Extra-Low-Voltage Control Circuit Cables, Low-Energy Control Cable, Extra-Low-Voltage Control Cables.
C22.2 No. 38	Thermoset Insulated Wires and Cables.
C22.2 No. 51	Armoured Cables.
C22.2 No. 75	Thermoplastic-Insulated Wires and Cables.
C22.2 No. 18	Outlet boxes, Conduit Boxes and Fittings.
C22.2 No. 40	Cutout, Junction and Pull Boxes.
C22.2 No. 65	Wire Connectors.

1.05 SUBMITTALS

- .1 Submit shop drawings for the following pieces of equipment:
 - .1 Fire Rated Access Panels
- .2 Submit to the Engineer, in writing, a schedule of proposed feeders to be used if different

than those specified on the drawings or in this specification.

PART 2 : PRODUCTS

2.01 GENERAL

- .1 Where an alternate manufacturer is proposed for use, the proposed item must meet all qualifications of the specification.
- .2 All materials/equipment of similar type shall be of one manufacturer.

2.02 RACEWAYS

- .1 Provide raceway type as detailed on drawings. Where type is not specified, raceways shall be provided in accordance with Section 12 of the Canadian Electrical Code.
- .2 Provide all empty raceways and raceway systems complete with outlet boxes, coverplates, nylon fish wire, bushings, caps, etc.
- .3 Size all raceways to suit the number and type of conductors and of sufficient size to permit easy removal of conductors at any time. Where raceway sizes are shown on the drawings, these sizes are minimum and in no case shall they be reduced.
- .4 Colour code surface and exposed parts of raceways and all conduits as specified in Section 16010.
- .5 Where conduit cross expansion joints of building, provide expansion joints for conduit c/w grounding straps.

2.03 CONDUCTORS

- .1 Use R-90, RW-90, or T90 copper conductor building wires rated at 600 Volt, X-Link insulation.
- .2 Where a particular type of insulation is specified, or shown, that type of wire shall be used.
- .3 Use minimum # 12 copper wire unless otherwise specified. Minimum wire size is #10 for runs greater than 25m (82').
- .4 All conductors shall be colour coded consistent with the Canadian Electrical Code, and Section 16010.
- .5 Conductors up to and including # 10 may be solid copper. Larger conductors shall be stranded.
- .6 Size conductors for a maximum of 2% voltage drop from the supplying panel to the farthest outlet in the circuit.
- .7 All joints must be approved solderless pressure connectors or insulated crimped connections terminated in boxes or fittings of adequate size.

2.04 WIRE CONNECTIONS AND DEVICES

- .1 Install wire connectors as per Manufacturer and OESC requirements.

2.05 OUTLET BOXES

- .1 Use outlet boxes to suit device and OESC requirements.
- .2 Multiple-gang boxes shall be of one piece construction. Sectional boxes will not be permitted.

2.06 PULL BOXES AND JUNCTION BOXES

- .1 Size pull boxes and junction boxes for the dimensions and cubic inch capacity as required by the O.E.S.C. for the application or as shown on the drawings.
- .2 Pull boxes and junction boxes shall be constructed of code gauge steel, primed and painted, complete with screw-on or hinged covers.
- .3 Junction boxes in hazardous locations shall be approved for such locations.

2.07 CABINETS - EQUIPMENT ENCLOSURES

- .1 Cabinets to be code gauge steel, prime coated, c/w locking door flush lock and latch assembly and concealed flush hinges.

2.08 SUPPORTING DEVICES

- .1 Every conduit or cable shall have at least one support. Only approved conduit supports will be accepted. Perforated pipe straps, tie wrap or wood support for conduits or outlet boxes etc., will not be accepted.
- .2 Single conduit runs: Galvanized conduit straps, ring bolt type hangers or P.V.C. saddles.
- .3 Horizontal multiple raceways runs: Conduit rack with minimum 25 percent spare capacity. Trapeze style hanger on threaded rod.
- .4 Vertical multiple raceway runs: Electrical strut fastened to structure.

2.09 BACKBOARDS

- .1 All backboards to be 19 mm, good one side, fir plywood prime painted white and finish painted with two coats of ANSI #61 grey enamel paint.
- .2 Size of backboard to be as indicated on drawings but in no case shall the backboard be less than 150 mm (6") larger in length and width than the piece of equipment which it supports.

2.10 ACCESS PANELS

- .1 Sheet steel construction with factory applied prime coat of paint. Positive latch system. Minimum 18 gauge steel.
- .2 Provide hinged doors for all access panels with a size of 450mm x 450mm (18" x 18") or larger.
- .3 Where the access door is located in a fire rated assembly or a fire separation having a fire resistance rating, provide access doors which are ULC listed for the required fire resistance rating allowed by the National Building Code of Canada.

2.11 WIRING DEVICES AND COVERPLATES

- .1 Coverplates
 - .1 Coverplates shall be stainless steel.

PART 3 : EXECUTION

3.01 GENERAL

- .1 All equipment, devices and panels to be mounted plumb-true.
- .2 All equipment and panel labels to be mounted level.
- .3 Provide a separate conductor and raceway system for each separate system.
- .4 All installations shall be in accordance with the Canadian Electrical Code, National Building Code and all local codes and standards.

3.02 RACEWAYS

- .1 Locate raceways at least 150 mm (6") clear of steam pipe, flues and similar items.
- .2 All conduit and raceways to be concealed in all finished areas. Exposed raceways and conduit are permitted only in service areas, utility rooms such as Mechanical and Electrical Rooms. Where exposed, they shall be neatly grouped and installed parallel to the building lines.
- .3 Conduit must be plugged and kept clean and dry during installation and be free from kinks or foreign matter.
- .4 Where the Consultant determines additional support is required, this shall be provided without additional cost to the Owner.
- .5 Provide pull boxes every 30 m (100') of conduit run to facilitate installation of conductors.
- .6 Provide sleeves through floors for all conduits or cables passing through the floor. Sleeves shall extend 100 mm (4") above the finished floor. Caulk and make watertight on completion of work. Sleeves penetrating fire separations shall be caulked with an approved material to maintain the integrity of the separation.
- .7 Underground raceways shall be sealed/drained in accordance with Canadian Electrical Code, Section 22.

3.03 ARMOURED CABLE

- .1 Provide acceptable insulating bushings between armour and conductors at all terminations.
- .2 Provide acceptable cable straps within 300 mm (12") of any box or fitting and at 1.5 m (5') or less intervals throughout its length.
- .3 Single conductor cables shall be installed as per manufacturer's recommendations to achieve desired rating of conductors.

- .4 Support individual conductors with non-ferrous straps and hangers.
- .5 Where aluminum armour comes in contact with copper piping a permanent non-metallic sleeve shall be installed.

3.04 CONDUCTORS

- .1 Wire or cable used for feeders shall be free of splices.
- .2 Systems of different voltages shall be installed in separate raceways.

3.05 WIRE CONNECTIONS AND DEVICES

- .1 All pressure connectors shall be tightened to the manufacturers stated pressures for the wire size used.

3.06 OUTLET BOXES

- .1 See drawing legend for mounting heights.
- .2 Mount all boxes, plumbed-true on vertical installations. Mount level on horizontal installations.
- .3 All boxes to be installed flush mounted except in service areas, utility rooms such as Mechanical and Electrical Rooms.
- .4 All boxes to be supported independent of conduits or cables.
- .5 Test all boxes for continuity of ground through the box where the conduit is the grounding means.
- .6 Openings in all boxes shall be punched or cut, no burning of holes allowed.
- .7 Fill all K.O. openings not used with proper filler plates.
- .8 Keep access doors to a minimum by locating equipment in easily accessible locations.
- .9 A variation of location of 3 m (10') shall be provided without cost to the Owner if requested before installation of equipment. Confirm location prior to installation.

3.07 PULL BOXES AND JUNCTION BOXES

- .1 Install pull and junction boxes so they are supported independent of raceways.
- .2 Install pull boxes after every 30 m (100') of continuous raceway.
- .3 Locate pull boxes above accessible ceiling spaces in inconspicuous locations wherever possible.
- .4 Colour code pull boxes to indicate system involved.

3.08 EQUIPMENT ENCLOSURES

- .1 Mount all surface mounted equipment enclosures on an approved fire rated backing, or uni-strut channels.

- .2 All recessed enclosures shall have trim for recessed mounting.
- .3 Enclosures mounted in finished areas shall be finished to match.
- .4 Terminate wiring in screw type terminal blocks or strips.

3.09 SUPPORTING DEVICES

- .1 Install supporting devices to maintain headroom and clearances as described for conduits and conductors. Maintain a neat appearance and follow building lines where possible.

3.10 ACCESS PANELS

- .1 Provide access panels where required for electrical equipment concealed in walls, partitions or floors. Location and type of access panels shall be to the Consultant's approval.
- .2 Paint access panels to match surrounding decor or as directed by the Consultant on site.

3.11 WIRING DEVICES AND COVERPLATES

- .1 Mount all devices plumb and level against supporting wall.
- .2 Do not mount devices back to back.

END OF SECTION

PART 1 : GENERAL

1.01 REQUIREMENTS INCLUDED

- .1 Conform to the General Electrical Provisions, Section 16010 as applicable.

1.02 RELATED WORK SPECIFIED ELSEWHERE

- .1 Submittals Section 16011
- .2 Basic Materials and Methods Section 16100

1.03 QUALITY ASSURANCE

- .1 Conform to the National Building Code of Canada.
- .2 Conform to CAN4-S115-M "Standard Method of Fire Tests of Fire Stop Systems".

1.04 SUBMITTALS

- .1 Submit shop drawings in accordance with Section 16011, paragraph 1.4 for the following items:
 - .1 Product Data: For each type of through-penetration firestop system product indicated.
 - .2 System Drawings: Submit documentation from a qualified third-party testing agency that is applicable to each through-penetration firestop system configuration for construction and penetrating items.
 - .3 Product Certificates: Certificate of conformance signed by manufacturers of through-penetration firestop system products certifying that products comply with requirements.

1.05 SUMMARY

- .1 Fire separation drawings have been included as part of these drawings and specifications. All penetrations of fire separations shall be firestopped in accordance with these specifications, applicable codes and the manufacturer's recommended installation instructions. Refer to Appendix 2 – Fire Rated Separation Drawings for details and locations.
- .2 All firestopping shall be installed by a STI factory trained technician and member in good standing of the Firestop Contractors International Association.
- .3 All existing fire stopping was installed by Spectrum Interior Contracting Inc. (Randy Diestelmann MCPM, PMI, Office #519-974-0484)

PART 2 : PRODUCTS

2.01 FIRESTOPPING, GENERAL

- .1 Provide through-penetration firestop systems that are compatible with one another, with the substrates forming openings, and with the items, if any, penetrating through-

penetration firestop systems, under conditions of service and application, as demonstrated by through-penetration firestop system manufacturer based on testing and field experience.

- .2 Provide components for each through-penetration firestop system that are needed to install fill materials. Use only components specified by the firestopping manufacturer and approved by the qualified testing agency for the designated fire-resistance-rated systems.

2.02 ACCEPTABLE MANUFACTURERS

- .1 Subject to compliance with through-penetration firestop systems (XHEZ) listed in Volume 2 of the UL Fire Resistance Directory, provide products of the following manufacturers as identified below:
 - .1 Acceptable Manufacturer: Specified Technologies Inc., 200 Evans Way, Somerville, NJ 08876. Tel: (800) 992-1180, Fax: (908) 526-9623, Email: specseal@stifirestop.com, Website: www.stifirestop.com.
 - .2 Substitutions: Not permitted.
- .2 Obtain firestop systems for each type of penetration and construction condition indicated only from a single manufacturer.

2.03 MATERIALS

- .1 General: Use only through-penetration firestop system products that have been tested for specific fire-resistance-rated construction conditions conforming to construction assembly type, penetrating item type, annular space requirements, and fire-rating involved for each separate instance.
- .2 Latex Sealants: Single component latex formulations that upon cure do not re-emulsify during exposure to moisture, the following products are acceptable:
 - .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series SSS Intumescent Sealant
 - .2 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series LCI Intumescent Sealant
 - .3 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series LC Endothermic Sealant
 - .4 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series AS Elastomeric Spray
- .3 Firestop Devices: Factory-assembled steel collars lined with intumescent material sized to fit specific outside diameter of penetrating item, the following products are acceptable:
 - .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series SSC Firestop Collars
 - .2 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series LCC Firestop Collars
- .4 Firestop Putty: Intumescent, non-hardening, water resistant putties containing no solvents, inorganic fibers or silicone compounds, the following products are acceptable:
 - .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series SSP Firestop Putty

-
- .5 Firestop Putty Pads: Intumescent, non-hardening putty pads to be installed on metallic and nonmetallic electrical switch and receptacle boxes to reduce horizontal separation between boxes to less than 24", the following products are acceptable:
- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series SSP Firestop Putty Pads
- .6 Wrap Strips: Single component intumescent elastomeric strips faced on both sides with a plastic film, the following products are acceptable:
- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series RED2 Wrap Strip
 - .2 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series BLU2 Wrap Strip
- .7 Firestop Pillows: Re-enterable, non-curing, mineral fiber core encapsulated with an intumescent coating contained in a flame retardant poly bag, the following products are acceptable:
- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series SSB Firestop Pillows
- .8 Mortar: Portland cement based dry-mix product formulated for mixing with water at Project site to form a non-shrinking, water-resistant, homogenous mortar, the following products are acceptable:
- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series SSM Firestop Mortar
- .9 Silicone Sealants: Moisture curing, single component, silicone elastomeric sealant for horizontal surfaces (pourable or nonsag) or vertical surface (nonsag), the following products are acceptable:
- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal SIL300 Silicone Firestop Sealant
 - .2 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal SIL300SL Self-Leveling Silicone Firestop Sealant
- .10 Silicone Foam: Multicomponent, silicone-based liquid elastomers, that when mixed, expand and cure in place to produce a flexible, non-shrinking foam, the following products are acceptable:
- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) Pensil 200 Silicone Foam
- .11 Composite Sheet: Intumescent material sandwiched between a galvanized steel sheet and steel wire mesh protected with aluminum foil, the following products are acceptable:
- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal CS Composite Sheet
- .12 Cast-In-Place Firestop Device: Single component molded firestop device installed on forms prior to concrete placement with totally encapsulated, tamper-proof integral firestop system and smoke sealing gasket, the following products are acceptable:
- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal CD Cast-In Firestop Device
- .13 Firestop Plugs: Re-enterable, foam rubber plug impregnated with intumescent material for use in blank openings and cable sleeves, the following products are acceptable:

- .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal Series FP Firestop Plug
- .14 Fire-Rated T Rating Collar Device: Louvered steel collar system with synthetic aluminized polymer coolant wrap installed on metallic pipes where T Ratings are required by applicable building code requirements, the following products are acceptable:
 - .1 Specified Technologies, Inc. (STI) SpecSeal T-Collar Device
- .15 Fire-Rated Cable Grommet: Molded two-piece grommet made from plenum grade polymer with a foam inner core for sealing individual cable penetrations up to 0.27 in. (7 mm) diameter, the following products are acceptable:
 - .1 Specified Technologies, Inc. (STI) Ready Firestop Grommet

PART 3 : EXECUTION

3.01 PREPARATION

- .1 Examination of Conditions: Examine areas and conditions under which work is to be performed and identify conditions detrimental to proper or timely completion.
- .2 Surfaces to which firestop materials will be applied shall be free of dirt, grease, oil, scale, laitance, rust, release agents, water repellents, and any other substances that may inhibit optimum adhesion.
- .3 Provide masking and temporary covering to prevent soiling of adjacent surfaces by firestopping materials.
- .4 Do not proceed until unsatisfactory conditions have been corrected.

3.02 THROUGH-PENETRATION FIRESTOP SYSTEM INSTALLATION

- .1 General Requirements: Install through-penetration firestop systems in accordance with the conditions of testing and classification as specified in the published design.
- .2 Manufacturer's Instructions: Comply with manufacturer's instructions for installation of through-penetration firestop systems products.
 - 1. Seal all openings or voids made by penetrations to ensure an air and water resistant seal.
 - 2. Protect materials from damage on surfaces subjected to traffic.
- .3 All firestopping installations shall be performed by a STI factory trained technician who is a member in good standing of Firestop Contractors International Association.

3.03 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 Keep areas of work accessible until inspection by authorities having jurisdiction.
- .2 Where deficiencies are found, repair or replace through-penetration firestop systems so they comply with requirements.

- .3 Provide letter from installing firestopping contractor certifying that the firestopping products have been installed in conformance with manufacturer's recommendations.

3.04 ADJUSTING AND CLEANING

- .1 Remove equipment, materials and debris, leaving area in undamaged, clean condition.
- .2 Clean all surfaces adjacent to sealed openings to be free of excess through-penetration firestop system materials and soiling as work progresses.

END OF SECTION

PART 1 : GENERAL

1.01 GENERAL REQUIREMENTS

- .1 Conform to General Conditions, Supplementary General Conditions and Sections of Division 01, as applicable.
- .2 Conform to General Electrical Provisions, Section 16010 as applicable.
- .3 Related Work
 - .1 Submittals Section 16011
 - .2 Basic Materials and Methods Section 16100
 - .3 Fire Alarm System Section 16721

1.02 SYSTEM DESCRIPTION

- .1 Work Supplied and Installed by This Division
 - .1 All excavation, fill, and backfill, including repair of surfaces, ie. pavement, sod, concrete, etc., required for the installation of underground services, as outlined on the drawings.
 - .2 Installation of all necessary raceways and conductors as outlined on the drawings.

1.03 REFERENCES

- .1 Regulatory Agencies
 - .1 Electrical Safety Authority.

PART 2 : PRODUCTS

2.01 GENERAL

- .1 All conduits, cables, wire, etc. to be as specified on the drawings and under Sections 16100 Basic Materials and Methods and 16721 Fire Alarm System.

PART 3 : EXECUTION

3.01 INSTALLATION

- .1 Co-ordinate all site work with the Owner.
- .2 All buried ducts to be surrounded in 6" (150 mm) of sand in non-vehicular areas.

- .3 Provide mechanical protection or encase ducts in 2" (50 mm) of concrete where ducts pass under vehicular areas.
- .4 Where directional drilling is utilized, raceways shall maintain a minimum depth of 600mm below vehicular traffic, 450mm in all other areas.
- .5 Seal and drain all underground ducts as required by Canadian Electrical Code (Section 22).

END OF SECTION

PART 1 : GENERAL**1.01 REQUIREMENTS INCLUDED**

- .1 Conform to General Conditions, Supplementary General Conditions and Sections of Division 01, as applicable.
- .2 Conform to General Electrical Provisions, Section 16010 as applicable.
- .3 Related Work
 - .1 Submittals Section 16011
 - .2 Basic Methods and Materials Section 16100
- .4 A fire watch shall be provided during all periods in which a fully functioning and verified fire alarm system is not in place. Fire watch shall commence as soon as the fire alarm system is disturbed until a valid verification certificate is provided to AAFC. It is intended to have a significant portion of wiring and devices roughed-in prior to disturbing the fire alarm system.
- .5 Fire watch shall be completed by Commissionaires Great Lakes, 1730 Dundas Street, London, Ontario, N5W 3E2. Contact is Ben (519) 433-6763 x246. AAFC will pay for a total of 21 days of fire watch services. Any further fire watch requirements shall be the financial responsibility of the Contractor. All fire watch shall be arranged by the contractor and coordinated with AAFC.

1.02 SYSTEM DESCRIPTION

- .1 Work to be Supplied and Installed
 - .1 Extend the existing Building 14/15 fire alarm control panel as indicated on the drawings. The existing Chubb Edwards EST3 control panel and annunciator shall remain.
 - .2 The existing Building 14/15 'Class B' notification appliance circuit shall be extended to include new notification appliances as shown on the drawings.
 - .3 The existing Building 14/15 'Class B' initiation device circuits shall be disconnected and removed. All new devices and existing devices shown to be replaced shall be fully addressable devices connected to the existing fire alarm control panel via new DCL 'Style C' wiring.
 - .4 Provide new conventional fire alarm system in Garage Building 16 and provide interconnection with Building 14/15 as outlined on the drawings and in these specifications.
 - .5 Provide new conventional fire alarm system in Farm House Building 11 and provide interconnection with Building 14/15 as outlined on the drawings and in these specifications.

1.03 QUALITY ASSURANCE

- .1 Warranty

- .1 Provide a one year warranty on all components and wiring including any required labour. Start of warranty period shall be upon completion of system verification.
- .2 All work on the existing fire alarm control panel shall be completed by a technician who is factory trained to perform work on the existing Edwards fire alarm control panel. Factory training shall have taken place within the last 12 months.
- .3 Installing electrician shall be on site at all times

1.04 REFERENCES

- .1 CAN/ULC-S524-06, Standard for the Installation of Fire Alarm Systems.
- .2 CAN/ULC-S526-07, Visible Signal Devices for Fire Alarm Systems, Including Accessories.
- .3 CAN/ULC-S527-11, Standard for Control Units for Fire Alarm Systems.
- .4 CAN/ULC-S528-05, Manual Stations for Fire Alarm Systems, Including Accessories.
- .5 CAN/ULC-S529-09, Smoke Detectors for Fire Alarm Systems.
- .6 CAN/ULC-S530-M91(R1999), Heat Actuated Fire Detectors for Fire Alarm Systems.
- .7 CAN/ULC-S531-02, Standard for Smoke Alarms.
- .8 CAN/ULC-S537-04, Standard for the Verification of Fire Alarm Systems.
- .9 CAN/ULC-S561-03, Standard for Installation and Services for Fire Signal Receiving Centres and Systems.
- .10 NBCC 2010, National Building Code of Canada.

1.05 SUBMITTALS

- .1 Submit shop drawings for all fire alarm equipment prior to commencement of work.
- .2 Submit three copies of instruction sheets for servicing and operation of the equipment, including any schematic diagrams, prior to completion and acceptance of the system.
- .3 Submit operation and maintenance manuals in accordance with Section 16011 Submittals, detailing the following additional information.
 - .1 System actual sequence of operations and functional description.
 - .2 Maintenance and troubleshooting instructions and schedule in accordance with CAN/ULC-S537.
 - .3 Fire alarm system shall be verified in conformance with CAN/ULC-S537, "Verification of Fire Alarm Systems". Provide verification certificate, verification report with no deficiencies and any warranty certificates.
 - .4 Name, address, and telephone number of service representative of manufacturer

to be contacted during warranty.

.4 Shop Drawings:

.1 Indicate on shop drawings:

- .1 Detail assembly and internal wiring diagrams for Control Unit, Consoles and Auxiliary cabinets.
- .2 Overall system riser wiring diagram identifying control equipment, initiating zones, signaling circuits; identifying terminations, terminal numbers, conductors and raceways.
- .3 Details for devices.
- .4 Details and performance specifications for control, annunciation and peripherals with item by item cross reference to specification for compliance.
- .5 Step-by-step operating sequence, cross referenced to specification for compliance
- .6 Local power supply calculations shall be submitted as stated in CAN/ULC-S527.

PART 2 : PRODUCTS

2.01 ACCEPTABLE MANUFACTURERS

- .1 The existing Building 14/15 Chubb Edwards EST3 fire alarm control panel and signalling devices shall remain. All new devices and equipment shall be ULC listed as compatible with the existing Chubb Edwards equipment.
- .2 Supply all system components from the same manufacturer.

2.02 MATERIALS/PRODUCTS/EQUIPMENT

.1 Local Control Panel (Buildings 11 and 16)

- .1 The control panel shall include all required hardware, software and system programming to provide a complete and operational system. The control panel shall assure that life safety takes precedence among all panel activities.
- .2 The control panel shall include the following capacities:
 - .1 Conventional device support for up to 10 Class B or 5 Class A input circuits and 4 Class B or 2 Class A NAC circuits.
- .3 Each Input Circuit shall be programmable for any one of the following operations:
 - .1 Compatible with smoke detectors without verification and with instant activation of contact devices,
 - .2 waterflow with and without 15 second retard and with and without supervisory operation,
 - .3 supervisory latching,

-
- .4 monitor operation.
 - .4 Include Form "C" alarm, supervisory, monitor and trouble relays in the control panel rated at 1.0 amp each
 - .5 Support remote programmable relays. Remote relays shall be connected using one single pair of serial communication wires and one pair for 24 Vdc power. Relays shall be configurable for common or zoned activation. Zoned operation shall provide an individual relay for each IDC circuit. Common operation shall dedicate a relay each to Alarm, Trouble, Supervisory, Monitor and Power Loss. Each module shall provide five Form "C" relays rated at 1 amp each. Each system shall support up to two zoned and two common banks of relays.
 - .6 Support up to 2 fully supervised remote LED annunciators.
 - .7 Support an internal, panel mount digital dialer (DACT) with multiple communication protocols and integral LCD that is powered from the control panels regular and standby power supplies.
 - .8 The control panel shall include the following features:
 - .1 Be capable of full system programming through the front panel.
 - .2 Be capable of uploading the system program from the CPU to a laptop.
 - .3 Provide an operator interface display that shall include functions required to annunciate, command and control system functions.
 - .4 Provide discreet system control switches for Reset, Alarm Silence, Panel Silence, Walk Test, Alarm Relay Disconnect, Drill and Individual Input and Output Circuit Disable switches.
 - .5 The systems Walk Test mode shall provide testing by circuit without creating a real alarm condition. Walk Test may be conducted in the audible or silent mode. In the audible mode, the NAC circuits shall sound a pulse corresponding to the zone in test and then automatically reset. Troubles shall sound a distinct one-second pulse burst. Non-selected test zones shall activate as programmed if an alarm is received. The Walk Test feature shall automatically terminate after 30 minutes of inactivity.
 - .9 Notification Appliance Circuits:
 - .1 Provide as indicated on the plans, supervised hard-wired Notification Appliance (Signal) Circuits (NAC) for the control of 24Vdc notification appliances.
 - .2 Each NAC shall be capable of supporting 1.5 amps of load and may be programmed common to any input or specific to an input zone or group of zones.
 - .3 NAC's shall be programmable for 3 different signal rates: steady 24 Vdc, temporal (3-3-3) or Genesis synchronized 2-wire output. The Genesis setting shall allow 2-wire horns strobes to be installed on one pair of wire with individual horn on/off control and full strobe circuit synchronization. Activating Alarm silence shall silence the horns but maintain the strobes until the system is reset.
 - .10 Power Supply
 - .1 The system power supply shall provide a minimum of 3 amps @

-
- 24Vdc. The system shall have the capability of adding a second 3.0 amp power supply.
- .2 All standby batteries shall be continuously monitored by the system. Low battery and disconnection of battery power supply conditions shall immediately annunciate as a trouble signal.
- .11 Integrated DACT Dialer with Operators' LCD Interface:
- .1 An optional integrated Digital Alarm Communicator Transmitter (DACT) shall provide communications, modem capability and LCD display functions.
- .2 The DACT shall be capable of transmitting event messages to a primary and secondary central monitoring station receiver.
- .3 The system shall be capable of transmitting information via Contact ID or SIA 4/2 protocols using single or dual line operation.
- .12 The modules integrated Liquid Crystal Display (LCD) shall provide the system operator with detailed information about the off-normal status of the installed Fire Alarm / Life Safety System. The LCD shall automatically display that status of the system on a 2 line x 16 character (32-character total) front panel display visible with the door closed.
- .13 The following status functions shall be annunciated by the LCD Display:
- .1 When the Fire Alarm / Life Safety System is in the "Normal" Mode, the panel shall display: current date and time, a two-line custom system title, and a summary of the systems alarm history.
- .2 The LCD display shall detail event, zone, diagnostic and programming information.
- .14 The modem function of the module shall allow the systems program to be uploaded and/or downloaded locally or from a remote location via the phone line. The modem shall be configurable to accept programming on incoming calls or be set to call a preprogrammed number before communicating remotely.
- .15 The DACT module shall be capable of comparing the current version programming to a previous version using a compare utility. The utility shall generate a difference report indicating what changes have been made in hardware and software correlations.
- .16 The system shall be fully programmable through the front panel for the following features:
- .1 Auto signal silence timer
- .2 Resettable Aux power
- .3 Signal Silence/Reset inhibit timer
- .4 NACs silenceable by alarm silence or reset only
- .5 IDC type as described above
- .6 NAC type as described above

.2 Equipment Enclosures

Provide cabinet(s) of sufficient size to accommodate the aforementioned equipment. The cabinet(s) shall be equipped with locks and transparent door panel(s) providing freedom from tampering yet allowing full view of the various lights and controls.

.3 Local Power Supply

- .1 The control panel shall receive 120 VAC power (as noted on the plans) via a dedicated fused disconnect circuit.
- .2 The system shall be provided with sufficient battery capacity to operate the entire system upon loss of normal 120 VAC power in a normal supervisory mode for a period of twenty-four (24) hours with 30 minutes of alarm operation at the end of this period. The system shall automatically transfer to the standby batteries upon power failure. All battery charging and recharging operations shall be automatic.
- .3 All circuits requiring system operating power shall be 24VDC and shall be individually fused at the control panel.
- .4 Batteries shall be 24V, rechargeable, gelled electrolyte, totally sealed using self generating process requiring no water addition, fully charged with all interconnections ready for service. Maintenance free, long-life guaranteed by battery manufacturers for minimum 2 years from date of Substantial Performance. Batteries to provide power to ULC and CSA requirements. (Batteries to clearly indicate manufacturing date).
- .5 Incorporate above batteries and charger within control panel.
- .6 The incoming power to the system shall be supervised so that any power failure must be audibly and visibly indicated at the control panel and the remote annunciator. A green "power on" LED shall be displayed continuously while incoming power is present.
- .7 The system batteries shall be supervised so that a low battery condition or disconnection of the battery shall be audibly and visibly indicated at the control panel and the remote annunciator.

.4 Addressable Device Types

- .1 Addressable Manual Pull Stations
 - .1 All manual pull stations shall be teardrop shape made from die-cast zinc and finished with red epoxy powder-coat paint.
All manual pullstations shall be Chubb Edwards SIGA-270.
- .2 Intelligent Heat Detector Head
 - .1 All heat detectors shall have fixed temperature (57°C) and rate-of-rise (9°C/min) heat sensing elements. The readings of each sensor shall be evaluated over time to make alarm decisions.
All heat detectors shall be Chubb Edwards SIGA-HRSI.
- .3 Intelligent Smoke Detector Head
 - .1 All detectors shall have ionization, photoelectric and heat type fire sensing elements. The readings of each sensor shall be evaluated over time to make alarm decisions.
All detectors shall be Chubb Edwards SIGA-IPHS.
- .4 Intelligent Duct Smoke Detector

- .1 All duct smoke detectors shall have photoelectric fire sensing elements. The readings the sensor shall be evaluated over time to make alarm decisions. Sampling tube shall be sized appropriately for the duct which the detector is installed. Provide magnetically operated remote test station for each duct smoke detector, located for convenient testing or as shown on drawings.
Detectors - Chubb Edwards SIGA-SD.
Remote test stations - Chubb Edwards SIGA-TRM.
- .5 Isolation Modules
 - .1 Shall be provided to automatically isolate wire-to-wire short circuit. The isolator module shall limit the number of modules or detectors that may be rendered inoperative by a short circuit on the SLC loop segment or branch.
 - .2 If a wire-to-wire short occurs, the isolator module shall automatically open-circuit (disconnect) the SLC. When the short circuit condition is corrected, the isolator module shall automatically reconnect the isolated section.
 - .3 Where available, fault isolation modules should be located in a fire separated electrical room.
 - .4 Fault isolation modules shall be so identified on the coverplate.
 - .5 Fault isolation modules shall be located and installed as per CAN/ULC-S524 and zones as stated in NBC 2010 Article 3.2.4.9
Chubb Edwards SIGA-IM.
- .8 I/O Modules
 - .1 Input/Output modules shall be used for monitoring of waterflow, valve tamper and non-addressable detectors, and specific modules shall be selected based on the device in which they are connecting to. All input/output modules shall be Chubb Edwards.
- .5 Conventional Device Types
 - .1 Conventional Manual Pull Stations
 - .1 All manual pull stations shall be teardrop shape made from die-cast zinc and finished with red epoxy powder-coat paint.
Chubb Edwards 270-SPOW.
 - .2 Conventional Heat Detector Head
 - .1 All heat detectors shall have fixed temperature (58°C) and rate-of-rise (9°C/min) heat sensing elements. The readings of each sensor shall be evaluated over time to make alarm decisions.
Chubb Edwards EC2ORRU-3.
 - .3 Conventional Smoke Detector Head
 - .1 All detectors shall be low profile, photoelectric plug-in type.
Chubb Edwards EC30U-3.
- .6 Alarm Signal Appliances (Speakers and Strobes)
 - .1 Alarm speakers, strobes and combination speaker strobes shall broadcast high

quality, integrated, emergency voice communications, as well as alert and alarm tone signals.

Chubb Edwards 757 Series

.7 Lightning Protection Unit

- .1 Metal oxide varistor, sized to protect alarm initiating and alarm signal modules from any damage resulting from transients or lightning strikes, and as recommended by manufacturer.

.8 End of Line Device

- .1 Mounted on painted red metal single gang plate with terminal strips providing four screw terminals at the rear of plate.
- .2 Provide lamacoid nameplate on front identifying zone.

.10 Fire Alarm Graphic

- .1 Full colour mylar film of building indicating street, building floors and fire alarm zones corresponding to the fire alarm annunciator. Provide a solid backing and enclose in an extruded aluminum metal frame with a minimum 1/8" (3mm) plexiglass cover. Graphic is to be bolted or screwed securely to the wall in location(s) as indicated on drawings. Graphic must be approved by Consultant and local fire authorities before manufacture.

2.03 FIRE ALARM WIRES AND CABLES

- .1 Audio/Visual Signal Circuit Wiring - solid copper conductors, type FAS105, rated 600Volt XLPE insulation in approved raceways. Minimum #14 AWG.
- .2 Addressable loops and Initiation Circuit Wiring – solid copper conductors, type FAS105, 300V PVC flame retardant jacket, shielded. Canada Wire - Securex. Minimum wire size shall be #18 AWG.
- .3 Coordinate and confirm fire alarm system wiring requirements with fire alarm system manufacturer's installation requirements and listing requirements.
- .4 All wires and cables shall be listed and/or approved by a nationally recognized testing agency for use with a protective signalling system.
- .5 All analog voice speaker circuits shall be twisted/shielded pair to eliminate cross talk as required by manufacturers listing.
- .6 Install all equipment to the minimum of Canadian Electrical Code, the National Building Code and local standards, unless stricter standards are indicated on the drawings or in this specification. In all situations the more restrictive standard of material and installation shall apply.

PART 3 : EXECUTION

3.01 INSTALLATION

- .1 All work on the existing fire alarm control panel shall be completed by a technician who is factory trained to perform work on the existing Chubb Edwards fire alarm control panel.

- Factory training shall have taken place within the last 12 months.
- .2 Wiring for fire alarm system shall be installed in metallic raceways (EMT conduit unless noted otherwise). Flexible metallic raceways may be utilized for drops to devices installed in drop ceilings (length not to exceed 3000mm).
 - .3 Provide fire stop material around all exposed conduits which penetrate fire walls or fire separations. See Section 16195 – Firestopping for details.
 - .4 Install wiring for alarm initiating circuits in separate raceway system from the alarm signal circuits.
 - .5 Splicing of conductors is not permitted under any circumstances.
 - .6 Wire all alarm signals in accordance with requirements by manufacturer and operation. Install resistor for signal circuit in suitable box adjacent to last signal device. If diodes are used, install in outlet box of last signal device of signal circuit and indicate on signal.
 - .7 Provide required number of signal circuits and wire alternately. Meaning that signals on same circuit shall not be horizontally adjacent to each other.
 - .8 Ensure continuity of ground through all raceways from ground bus in control panel to each device junction box.
 - .9 Clear all wiring of shorts, opens and grounds on completion of work.
 - .10 Mount detectors on ceiling as per CAN/ULC-S524-06 standard unless otherwise specified herein with minimum and maximum distances as required for respective type of detector, at highest point where variations in ceiling height exist. Do not mount detectors on sides, undersides, or less than 600 mm from walls, beams, joints, ducts, open web steel joists or any structure projecting below actual ceiling height and less than 900 mm from air handling or heating outlets (600 mm from air exhaust inlet).
 - .11 Should interference from obstruction, lamp positions, air outlets or heat radiating surfaces be encountered in locating any detector where shown, locate detector as near as possible to shown position, clear of obstacles, but maintain a clear space of 600 mm on ceiling, below and around.
 - .12 Identify signal circuit, alarm initiating circuit, auxiliary circuit and all other wiring at fire alarm control panel, annunciator, terminal boxes or elsewhere on completion of work with appropriate marking labels. Mark single conductors with suitable self adhesive tape, indelible numbered markers, identify cables with a clear polyester tag, attaches with a self-locking TY-RAP.
 - .13 Provide, install and connect wiring and interconnecting wires and cables as specified herein, as required by control panel manufacturer and as shown on Drawings.

3.02 SYSTEM OPERATION

Buildings 14/15

- .1 The existing fire alarm control panel shall continue to operate as it does existing, with the following additions and changes:
 - .1 The new addressable initiation devices shall be programmed into the system and utilized. The existing conventional circuits shall be removed.

- .2 Additional signalling devices shall operate in the same fashion as the existing devices operate.
- .3 An alarm in building 11 or 16 shall cause a trouble alert at the Building 14 annunciator. Building 14 control panel shall transmit an alarm signal to the Central Monitoring. All interconnection wiring shall be supervised.
- .4 A trouble signal in Building 11 or 16 shall cause a trouble alert at the Building 14 annunciator. Building 14 control panel shall transmit a trouble signal to the Central Monitoring. All interconnection wiring shall be supervised.
- .5 An alarm in buildings 14/15 shall cause an alarm in buildings 11 and 16. All interconnection wiring shall be supervised.
- .6 Upon 'alarm', 'trouble' and 'supervisory' condition, a signal shall be sent to the fire department as per CAN/ULC-S561, "Installation and Services for Fire Signal receiving Centres and Systems". Provide all connections as required.
- .7 This fire alarm control panel shall have degraded mode and stand-alone capability in accordance with CAN/ULC S524-06 Section 4.3.

Buildings 11 and 16

- .2 The Alarm activation of any area smoke detector, heat detector, manual pull station, shall cause the following functions to automatically occur:
 - .1 Supervision as per NBC 2010 Article 3.2.4.10 and 3.2.5.18; NFPA 20, 'Installation of Stationary Pumps for Fire Protection'.
 - .2 Emergency Generator as per CAN/CSA-C282.
 - .3 Standpipe and hose valve, if tampered.
 - .4 The internal audible device shall sound at the control panel.
 - .5 Activate audible notification appliances throughout the building as programmed.
 - .6 Activate visual strobe notification appliances throughout the building. The visual strobe shall continue to flash until the system has been reset.
 - .7 All automatic events programmed to the alarm point shall be executed and the associated outputs activated (ie Trouble signal shall be sent to the Building 14/15 control panel.) All interconnection wiring shall be supervised.
- .3 The activation of Building 14/15 alarm shall cause the alarm of this building to activate. All interconnection wiring shall be supervised.
- .4 The trouble activation of any internal or field device or wiring fault shall cause the following functions to occur:
 - .1 The internal audible device shall sound at the control panel and/or remote annunciator.
 - .2 Any remote or local annunciator LED's associated with the trouble zone shall be illuminated.
 - .3 Transmit trouble signal to Building 14/15 fire alarm control panel. All interconnection wiring shall be supervised.
- .5 The Status activation (monitor) of any fire pump or generator, shall cause the following functions to automatically occur:
 - .1 The internal audible device shall sound at the control panel and/or remote annunciator.
 - .2 Any remote or local annunciator LED's associated with the status zone shall be illuminated.
 - .3 A signal shall be sent to the Building 14/15 fire alarm control panel. All interconnection wiring shall be supervised.

- .6 These fire alarm control panels shall have degraded mode and stand-alone capability in accordance with CAN/ULC S524-06 Section 4.3.

3.03 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 Only directly prior to verification, all smoke detector protection shall be removed, and all smoke detectors shall be thoroughly cleaned.
- .2 Inspect and check each individual device in entire system for proper connection, supervision and function in accordance with CAN/ULC S537. Any detector, manual pull station and signal not installed within requirements of CAN/ULC-S524 shall be identified in remarks column of verification report and be brought to the Consultant's attention prior to his acceptance test. Obtain a verification certificate and verification report from verifying agency showing each device checked, and that this work has been carried out. Utilize standard verification forms similar to Canadian Fire Alarm Association (C.F.A.A.) forms.
- .3 Inspection and checking shall include smoke testing of each ionization or photoelectric smoke detector when installed with similar material found in area protected. Submit smoke detectors sensitivity calibration reading, as read on place of installation as part of verification report.
- .4 Arrange with Consultant, manufacturer of control equipment and all other installers of related and connected equipment to have a final functional acceptance test, giving ample notice to all parties concerned to be present.
- .5 Tests may include:
 - .1 Spot check of devices to ensure proper connections and supervision.
 - .2 Operation of an alarm initiating device on each detection circuit to verify required operation of alarm devices, annunciator and other installations.
 - .3 Testing of all signal devices for correct operation and function.
 - .4 Testing of smoke detector with similar material found in area to be protected.
- .6 Provide two @ 2.0 hour (4 hours total) familiarization and instruction period, to familiarize user and/or appointed representatives, with working and function of system and equipment.
- .7 All testing methods are to be ULC approved. Do not use open flame or methods which will damage detectors. All testing methods are to be approved by the engineer prior to actual testing.

3.04 COMMISSIONING AS A WHOLE

- .1 Where life safety systems and fire protection systems are installed to comply with the provisions of the NBC or the NFC, the commissioning of these integrated systems must be performed as a whole to ensure the proper operation and inter-relationship between systems in accordance with NBC 2010 Article 3.2.4.6
- .2 It shall be the responsibility of the contractor to engage the sprinkler contractor, coordinate and pay for testing of all flow switches, pressure switches and supervised valves to ensure their operation, their interconnection with the fire alarm system and the proper operation of the fire alarm system.

END OF SECTION

PART 1 : GENERAL

1.01 REQUIREMENTS INCLUDED

- .1 Conform to Division 01, General Conditions and Section 16010, General Electrical Provisions as applicable.
- .2 Related Work
 - .1 Submittals Section 16011

1.02 DESCRIPTION

- .1 Changes and alterations to existing facilities and equipment caused by the work of this division.

1.03 EXISTING EQUIPMENT

- .1 All existing fire alarm equipment and associated wiring and conduit shall be removed from the renovated area unless noted otherwise on drawings.
- .2 All existing equipment removed shall be handed over to the Owners and/or discarded at their discretion.

1.04 FAMILIARIZATION

- .1 It is this contractors responsibility to visit the site and become thoroughly familiar with the existing building, equipment and systems prior to submitting tender price.

PART 3 : EXECUTION

3.01 GENERAL

- .1 Provide under this Section for the relocation or re-routing of existing conduits and other electrical equipment remaining which are exposed during the work.
- .2 It is the responsibility of this division to patch and repair all surfaces affected by work of this trade. All patching and repairs must be done by an approved means acceptable to the Consultant.

3.02 WIRING

- .1 Wiring shall be concealed in walls and ceilings in public areas.
- .2 Remove all existing unused wiring and conduit.

END OF SECTION

LIST OF OCCUPIED SPACES

Room #	Use	1 st & 2 nd
		Floor North Lab Wing
010	Service	General Storage
013	Service	Equipment Storage
014	Service	Service
017	Service	Preparation
018	Service	Warewashing
0015	Lab	Workshop Tool Room
0016	Office	Office
112	Office	Research Office 1
114	Office	Research Office 2
115	Office	Research Office 3
117	Office	Research Office 4
118	Lab	Genetics
119	Lab	Genetics
120	Lab	Plant Pathology
121	Lab	Plant Pathology
122	Lab	Instrument Room 4
123	Lab	Instrument Room 3
124	Service	X-ray
125	Service	Microscope Room
130	Lab	Instrument Room 2
131	Lab	Instrument Room 1
134	Office	Research Office
135	Office	Office
136	Office	Office
137	Lab	Tissue Culture 2
138	Lab	Tissue Culture 1
139	Lab	Equipment Room
204	Office	Office (hallway cubicles x 4)
212	Office	Research Office 5
213	Office	Comp Write-up 3
214	Office	Research Office 6
215	Office	Research Office 7
216	Office	Comp Write-up 4
217	Office	Research Office 8
218	Lab	Photobacteriology
219	Lab	Molecular Biology (fungi)
220	Lab	Insect Molecular Biology
221	Lab	Plant Biochemistry
222	Lab	Instrument Room 8
223	Lab	Instrument Room 7
225	Service	Polaroid Room
230	Lab	Instrument Room 6
231	Lab	Instrument Room 5
234	Office	Seminar Room
236	Lab	Lab - ??
237	Service	Tissue Culture 2
238	Lab	Tissue Culture 1
239	Lab	Radioisotope Laboratory
		1st Floor South Lab Wing
1002	Service	Incubator/Instrument

1008	Office	Office
1009	Lab	Soil Ecology
1010	Lab	Tulgren Funnel
1012	Service	Cell Transfer
1013	Office	Office
1014	Lab	Plant Genetic Transformation
1015	Service	Incubator/Instrument
1016	Office	Office
1017	Lab	Fungal Ecology
1018	Lab	Biological Control of Insects
1018.1	Office	Office
1019	Service	Service Room
1020	Service	Service Room
1021.1	Office	Office (Hallway Cubicle x 2)
1021.2	Office	Office (Halleay Cubicle x 2)
1028	Service	Incubator/Instrument
1029	Office	Office
1030	Service	Post Treatment
1031	Lab	Plant Gene Expression
1032	Lab	Applied Entomology
1033	Office	Office
1034	Office	Office
1035	Lab	insect Toxicology
1037	Service	Topical Application
1037.1	Office	Office
1038	Service	Post Treatment
1039	Lab	Contact Application
1040	Office	Office
1041	Lab	Genomics
Administration		
1049	Meeting	Boardroom
1050	Meeting	Open Admin area / Library
1051	Office	Office
1052	Office	Office
1053	Office	Open Office
1053.1	Office	Office
1053.2	Office	Office
1053.3	Office	Office
1053.4	Office	Office
1053.5	Office	Office
1054	Meeting	Meeting Room
1055	Cafeteria	Seminar Room
1056	Cafeteria	Staff Lounge
1058	Office	Office - IT
1059	Service	Fax/Photocopy/Supplies
1060	Office	Computer Server / work shop
1077	Office	Office
Headerhouse & Insectory Wing		
1081	Office	Office/storage
1090	Lab	Microscope Room
1096	Service	General Stores
1099	Lab	Preparation
1101	Office	Office
1102	Lab	Lab - Insect Production
1103	Office	Office

1110	Service	Service Rm - Parasite Clean-up
1119	Service	Service Room - Pest Clean-up
GH3#	Service	Greenhouse #3
B15 Soil Ecology Wing		
1205	Lab	Lab
1206	Office	Office - Research
1207	Office	Office
1209	Lab	Lab
1211	Service	Equipment Room
1213	Office	Office
1214	Office	Office
1217	Office	Office
1218	Lab	Lab
1219	Lab	Lab
1220	Office	Office
1221	Office	Office
2nd Floor South Lab Wing		
2007	Lab	Instrument
2008	Lab	Environmental Chemistry
2009	Service	Tumbler
2010	Office	Office
2013	Lab	Chemistry Support
2014	Lab	Isolation
2015	Lab	Inoculation
2018	Lab	Soil Microbiology
2019	Office	Office
2020	Lab	Media Preparation
2026.1	Office	Office
2026.2	Office	Office (hallway Cubicle x 2)
2032	Lab	Extraction
2033	Office	Office
2035	Office	Analytical Organic Chemistry
2036	Office	Office Write-up
2037	Lab	Instrument
2038	Lab	Analytical Chemistry Services
2040	Lab	Solvent Distillation
2041	Lab	Sample Preparation
2043	Lab	Instrument
2044	Lab	Chemistry - natural product
2045	Office	Office
2046	Office	Office

North Headerhouse / Greenhouse Complex		
160	Office	Greenhouse Technician
153	Service	North Headerhouse
GH#4	Service	Greenhouse #4
GH#5	Service	Pesticide-Free Greenhouse #5

exp Services Inc.

Project No.: 01B46-14-0035

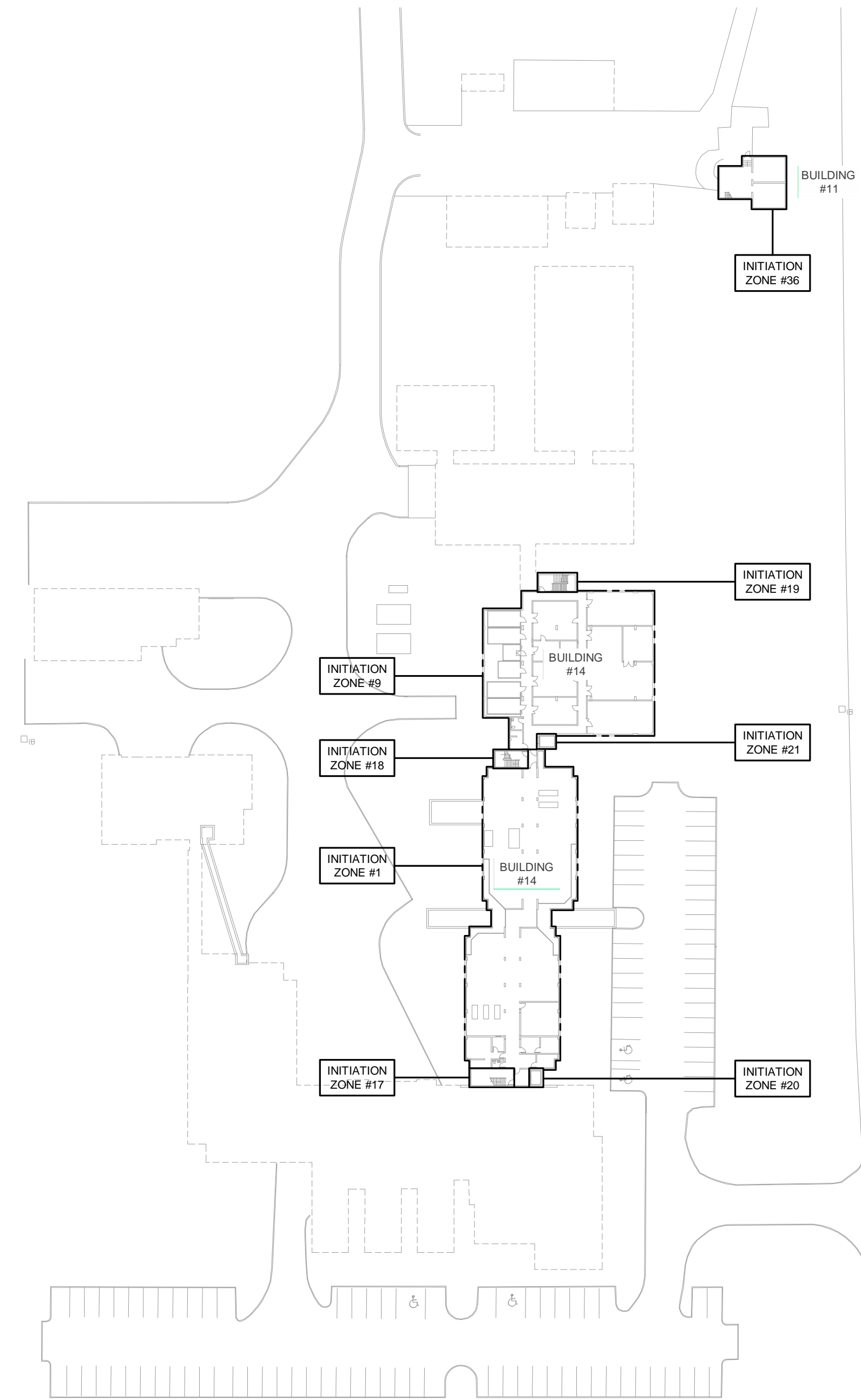
London Fire Panel Upgrade, Phase II

Appendix 2

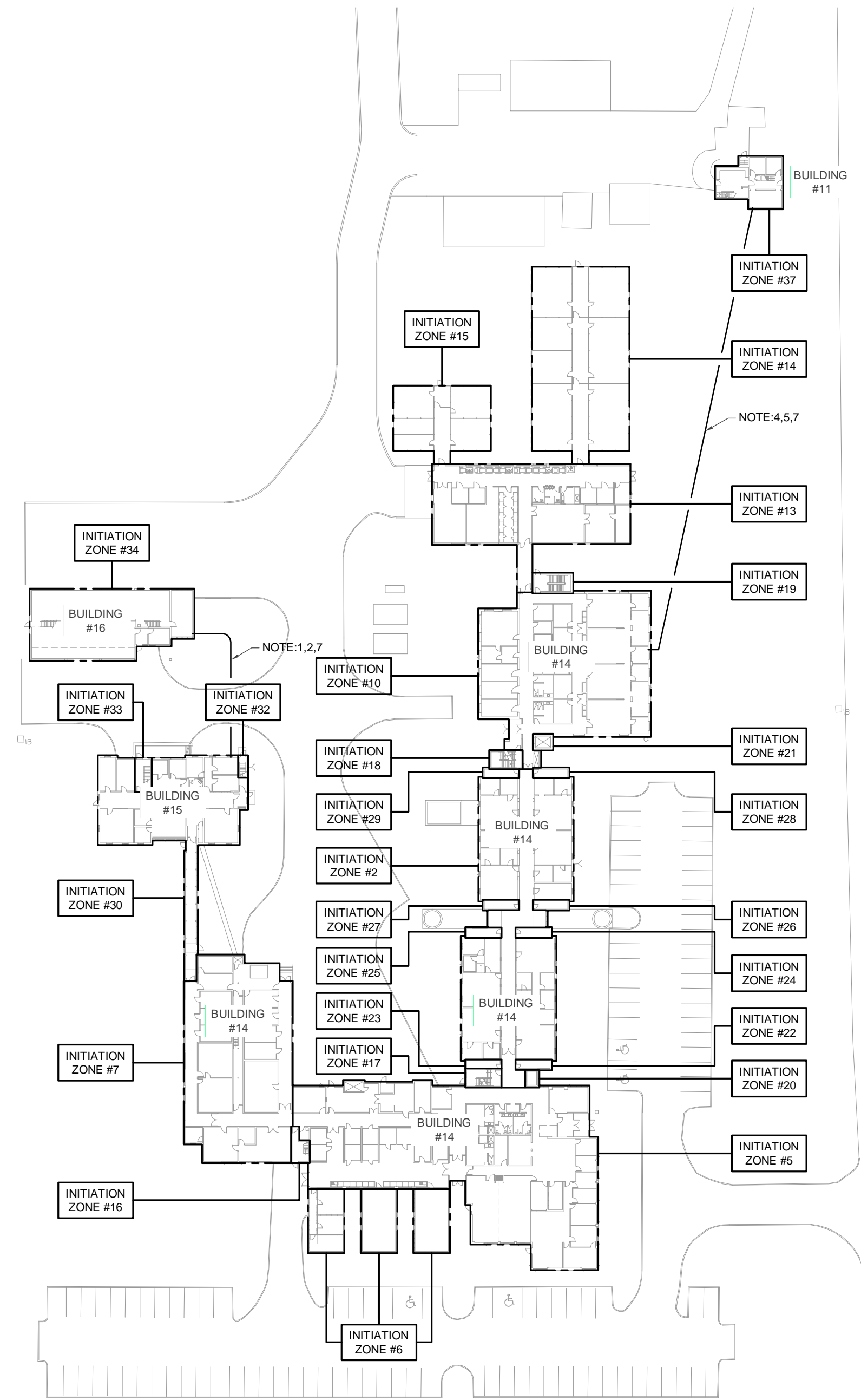
Fire Rated Separation Drawings

Page 1 of 1

Fire Rated Separation Drawings



BASEMENT FLOOR PLAN - ZONING
SCALE - 1:750



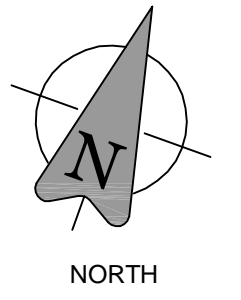
FIRST FLOOR PLAN - ZONING
SCALE - 1:750

ELECTRICAL LEGEND		
SYMBOL	DESCRIPTION	MOUNTING HEIGHT
POWER		
[Symbol]	ELECTRICAL LIGHTING OR POWER PANEL	76" AFF TO TOP
[Symbol]	ELECTRICAL EQUIPMENT PANEL AS NOTED	AS NOTED
[Symbol]	DUPLEX RECEPTACLE	18" AFF
[Symbol]	JUNCTION BOX	AS NOTED
[Symbol]	ELECTRICAL EQUIPMENT OR DEVICE AS NOTED	-
[Symbol]	CIRCUITING	-
[Symbol]	CONDUIT	-
[Symbol]	DATA OUTLET (x INDICATES # OF OUTLETS AT THIS LOCATION)	18" AFF
FIRE ALARM		
[Symbol]	FIRE ALARM MANUAL PULL STATION	47" AFF
[Symbol]	FIRE ALARM SIGNAL APPLIANCE 6" OR 10" GONG	90" AFF
[Symbol]	FIRE ALARM HORN/STROBE	90" AFF
[Symbol]	FIRE ALARM HORN/SPEAKER	90" AFF
[Symbol]	FIRE ALARM STROBE	90" AFF
[Symbol]	CEILING MOUNTED FIRE ALARM SPEAKER	CEILING
[Symbol]	SMOKE DETECTOR	CEILING
[Symbol]	SMOKE DUCT DETECTOR	IN DUCT
[Symbol]	SMOKE ALARM	CEILING
[Symbol]	HEAT DETECTOR 194° FIXED TEMPERATURE	CEILING
[Symbol]	HEAT DETECTOR 135° RATE OF RISE	CEILING
[Symbol]	ELECTRO-MAGNETIC DOOR HOLD OPEN DEVICE	WALL OR FLOOR
[Symbol]	FLOW SWITCH	AS NOTED
[Symbol]	PRESSURE SWITCH	AS NOTED
[Symbol]	SUPERVISORY VALVE	AS NOTED
ABBREVIATIONS		
AFF	ABOVE FINISHED FLOOR	
WG	WIREGUARD	
WP	WEATHERPROOF	
EXP	EXPLOSION PROOF	
N	NEW DEVICE IN NEW LOCATION	
R	EXISTING TO BE REMOVED	
LEGEND NOTES:		
1. THIS IS A STANDARD LEGEND. ALL SYMBOLS MAY NOT NECESSARILY BE USED ON DRAWINGS.		
2. STANDARD MOUNTING HEIGHTS SHOWN ON LEGEND SHALL BE USED, UNLESS NOTED OTHERWISE.		

- NOTES:**
- PROVIDE 2 @ 41mm UNDERGROUND RACEWAY FROM BUILDING 14 CONTROL PANEL TO BUILDING 16 CONTROL PANEL TO FACILITATE THE DCL STYLE 'C' DATA COMMUNICATIONS LINK. EXTERIOR RACEWAY SHALL BE DIRECTIONAL DRILLED BENEATH ASPHALT ROADWAY. BACKFILL ANY TRENCHED GRASS AREAS AND SOD TO MATCH EXISTING RACEWAYS SHALL BE SEPARATED BY A MINIMUM OF 1200mm WHERE INSTALLED HORIZONTALLY AND 300MM WHERE INSTALLED VERTICALLY BOTH IN AND OUTSIDE THE BUILDING. ROUTING NOT SHOWN WITHIN THE BUILDING.
 - PROVIDE NETWORK DATA COMMUNICATION LINK STYLE 'C' WIRING AND CONNECT BUILDING 11 FIRE ALARM CONTROL PANEL TO BUILDING 16 FIRE ALARM CONTROL PANEL. REFER TO SPECIFICATION SECTION 16721 FOR INITIATION SEQUENCE.
 - DELETED.
 - PROVIDE 2 @ 41mm UNDERGROUND RACEWAY FROM BUILDING 11 CONTROL PANEL TO BUILDING 14 CONTROL PANEL TO FACILITATE THE DCL STYLE 'C' DATA COMMUNICATIONS LINK. EXTERIOR RACEWAY SHALL BE DIRECTIONAL DRILLED A MINIMUM OF 600mm BENEATH ASPHALT ROADWAY. BACKFILL ANY TRENCHED GRASS AREAS AND SOD TO MATCH EXISTING RACEWAYS SHALL BE SEPARATED BY A MINIMUM OF 1200mm WHERE INSTALLED HORIZONTALLY AND 300MM WHERE INSTALLED VERTICALLY BOTH IN AND OUTSIDE THE BUILDING. ROUTING NOT SHOWN WITHIN THE BUILDING.
 - PROVIDE NETWORK DATA COMMUNICATION LINK STYLE 'C' WIRING AND CONNECT BUILDING 14 FIRE ALARM CONTROL PANEL TO BUILDING 16 FIRE ALARM CONTROL PANEL. REFER TO SPECIFICATION SECTION 16721 FOR INITIATION SEQUENCE.
 - DELETED.
 - PROVIDE LIGHTNING / SURGE PROTECTION ON EACH CONDUCTOR LEAVING / ENTERING THE BUILDING.

CONTRACTOR IS TO CHECK AND VERIFY ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS ON THE PROJECT, AND TO REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANTS BEFORE PROCEEDING WITH THE WORK. DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACT DOCUMENTS REMAIN THE PROPERTY OF THE CONSULTANTS AND SHALL BE RETURNED UPON COMPLETION OF THE PROJECT.

CEILING TYPE LEGEND	
SYMBOL	DESCRIPTION
[Symbol]	SUSPENDED ACOUSTIC CEILING TILE
[Symbol]	EXPOSED CEILING
[Symbol]	PLASTER CEILING



NO.	DATE	DESCRIPTION
6	2015.05.20	ISSUED FOR TENDER
5	2015.03.17	ISSUED FOR PERMIT
4	2015.02.09	ISSUED FOR FINAL REVIEW
3	2015.01.26	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
2	2014.11.24	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
1	2014.08.22	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW

Approvals

exp Services Inc.
1 + 519 863 3000 (T) + 519 963 1152
17071 Rippen Hill Road
London, ON N5V 0A5
Canada
www.exp.com

• BUILDINGS • EARTH & ENVIRONMENT • ENERGY •
• INDUSTRIAL • INFRASTRUCTURE • SUSTAINABILITY •

Project Title
LONDON FIRE PANEL UPGRADE PROJECT, PHASE II
LONDON, ONTARIO

exp Project # **14-061**
Designed: AS Drawn: BR Checked: AK
Date: MAY 2015 Scale: 1:750

Sheet Title
SITE PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW

E001
Sheet Number 1 of 7

FIRE ALARM SCHEDULE - BUILDING 16					
CIRCUIT	ALARM	SIGNAL	AUXILIARY	TROUBLE	DESCRIPTION
1	•				ENTIRE FLOOR AREA
2	•				BUILDING 14/15 ALARM
1		•			SIGNAL CIRCUIT
1			•		LARGE SCALE NETWORK CONNECTION
1				•	BUILDING 16 - GENERATOR RUNNING
2				•	BUILDING 16 - GENERATOR TROUBLE
3				•	BUILDING 11 - IN ALARM

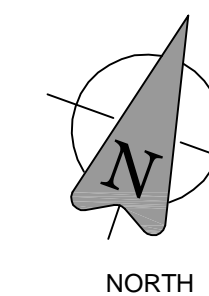
FIRE ALARM SCHEDULE - BUILDING 11					
CIRCUIT	ALARM	SIGNAL	AUXILIARY	TROUBLE	DESCRIPTION
1	•				BASEMENT
2	•				FIRST FLOOR
3	•				SECOND FLOOR
4	•				BUILDING 14/15 ALARM
1		•			SIGNAL CIRCUIT
1			•		LARGE SCALE NETWORK CONNECTION
1				•	BUILDING 16 - IN ALARM

FIRE ALARM SCHEDULE					
CIRCUIT	ALARM	SIGNAL	AUXILIARY	TROUBLE	DESCRIPTION
1	•				BASEMENT SOUTH (BELOW LABS)
2	•				FIRST FLOOR LABS
3	•				SECOND FLOOR LABS
4	•				THIRD FLOOR LOFT
5	•				ADMINISTRATION, SHIPPING AND SOUTH HEADERHOUSE
6	•				SECOND FLOOR LOFT AND GREENHOUSES
7	•				INSECTORY
8	•				INSECTORY LOFT
9	•				BIOTECH BASEMENT
10	•				BIOTECH FIRST FLOOR
11	•				BIOTECH SECOND FLOOR
12	•				BIOTECH PENTHOUSE
13	•				NORTH HEADERHOUSE
14	•				GREENHOUSE 4
15	•				GREENHOUSE 5 (FUTURE)
16	•				SOUTHWEST STAIR
17	•				SOUTH STAIR
18	•				CENTER STAIR
19	•				NORTH STAIR
20	•				SOUTH ELEVATOR
21	•				NORTH ELEVATOR
22	•				SOUTHEAST SHAFT
23	•				SOUTHWEST SHAFT
24	•				CENTER SOUTHEAST SHAFT
25	•				CENTER SOUTHWEST SHAFT
26	•				CENTER NORTHEAST SHAFT
27	•				CENTER NORTHWEST SHAFT
28	•				NORTHEAST SHAFT
29	•				NORTHWEST SHAFT
30	•				LAB BUILDING - FIRST FLOOR
31	•				LAB BUILDING - SECOND FLOOR
32	•				LAB BUILDING - EAST STAIR
33	•				LAB BUILDING - WEST STAIR
34	•				BUILDING 16 - FIRST FLOOR
35	•				BUILDING 16 - SECOND FLOOR
36	•				BUILDING 11 - BASEMENT
37	•				BUILDING 11 - FIRST FLOOR
38	•				BUILDING 11 - SECOND FLOOR
1			•		BUILDING 14 - GENERATOR RUNNING
2			•		BUILDING 14 - GENERATOR TROUBLE
3			•		BUILDING 16 - GENERATOR RUNNING
4			•		BUILDING 16 - GENERATOR TROUBLE
5				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 1
6				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 2
7				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 3
8				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 4
9				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 5
10				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 6
11				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 7
12				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 8
13				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 9
14				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 10
15				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 11
16				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 12
17				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 13
18				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT MAIN RISER) 14
19				•	SUPERVISORY VALVE (BASEMENT BIOTECH WING)
20				•	SUPERVISORY VALVE (2ND FLOOR LOFTS)
21				•	SUPERVISORY VALVE (INSECTORY)
22				•	SUPERVISORY VALVE (INSECTORY LOFTS)
23				•	SUPERVISORY VALVE (BUILDING 15 FIRST FLOOR)
24				•	SUPERVISORY VALVE (BUILDING 15 SECOND FLOOR)
25				•	SUPERVISORY VALVE (1ST FLOOR LAB WING)
26				•	SUPERVISORY VALVE (NORTH HEADERHOUSE)
27				•	SUPERVISORY VALVE (NORTH HEADERHOUSE)
28				•	SUPERVISORY VALVE (NORTH HEADERHOUSE)
29				•	FIRE PUMP #1 - RUNNING
30				•	FIRE PUMP #1 - LOSS OF PHASE
31				•	FIRE PUMP #1 - PHASE REVERSAL
32				•	FIRE PUMP #1 - ALTERNATE POWER SOURCE
33				•	FIRE PUMP #2 - RUNNING
34				•	FIRE PUMP #2 - LOSS OF PHASE
35				•	FIRE PUMP #2 - PHASE REVERSAL
36				•	FIRE PUMP #2 - ALTERNATE POWER SOURCE
1			•		AHU - 1 SHUTDOWN
2			•		MONITORING CONNECTION
3			•		NETWORK CONNECTION

CONTRACTOR IS TO CHECK AND VERIFY ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS ON THE PROJECT AND TO REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANTS BEFORE PROCEEDING WITH THE WORK. DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACT DOCUMENTS REMAIN THE PROPERTY OF THE CONSULTANTS AND SHALL BE RETURNED UPON COMPLETION OF THE PROJECT.

CEILING TYPE LEGEND

SYMBOL	DESCRIPTION
[Symbol]	SUSPENDED ACOUSTIC CEILING TILE
[Symbol]	EXPOSED CEILING
[Symbol]	PLASTER CEILING

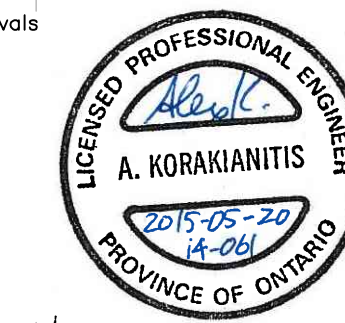


NORTH

Revisions

NO.	DATE	DESCRIPTION
6	2015.05.20	ISSUED FOR TENDER
5	2015.03.17	ISSUED FOR PERMIT
4	2015.02.09	ISSUED FOR FINAL REVIEW
3	2015.01.26	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
2	2014.11.24	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
1	2014.08.22	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW

Approvals



exp Services Inc.
1-519-863-3000 (T) • 519-963-1152 (F)
1501 Rogers Park Road
London, ON N6Y 0A5
Canada
www.exp.com



• BUILDINGS • EARTH & ENVIRONMENT • ENERGY •
• INDUSTRIAL • INFRASTRUCTURE • SUSTAINABILITY •

Project Title

**LONDON FIRE PANEL
UPGRADE PROJECT,
PHASE II**

LONDON, ONTARIO

exp Project # 14-061

Designed: AS Drawn: BR Checked: AK

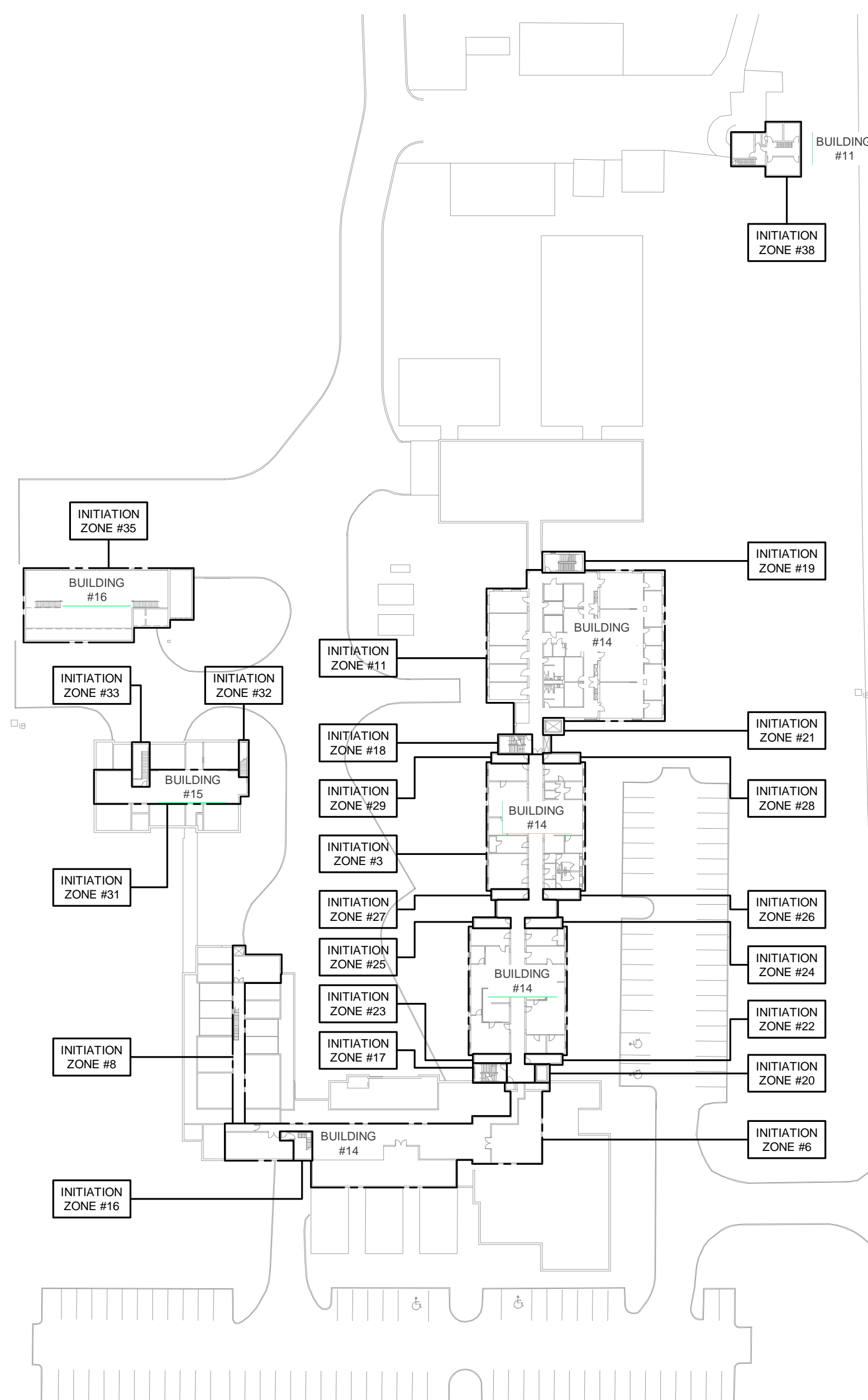
Date: MAY 2015 Scale: 1:750

Sheet Title

**SITE PLAN - FIRE
ALARM DEMOLITION
& NEW**

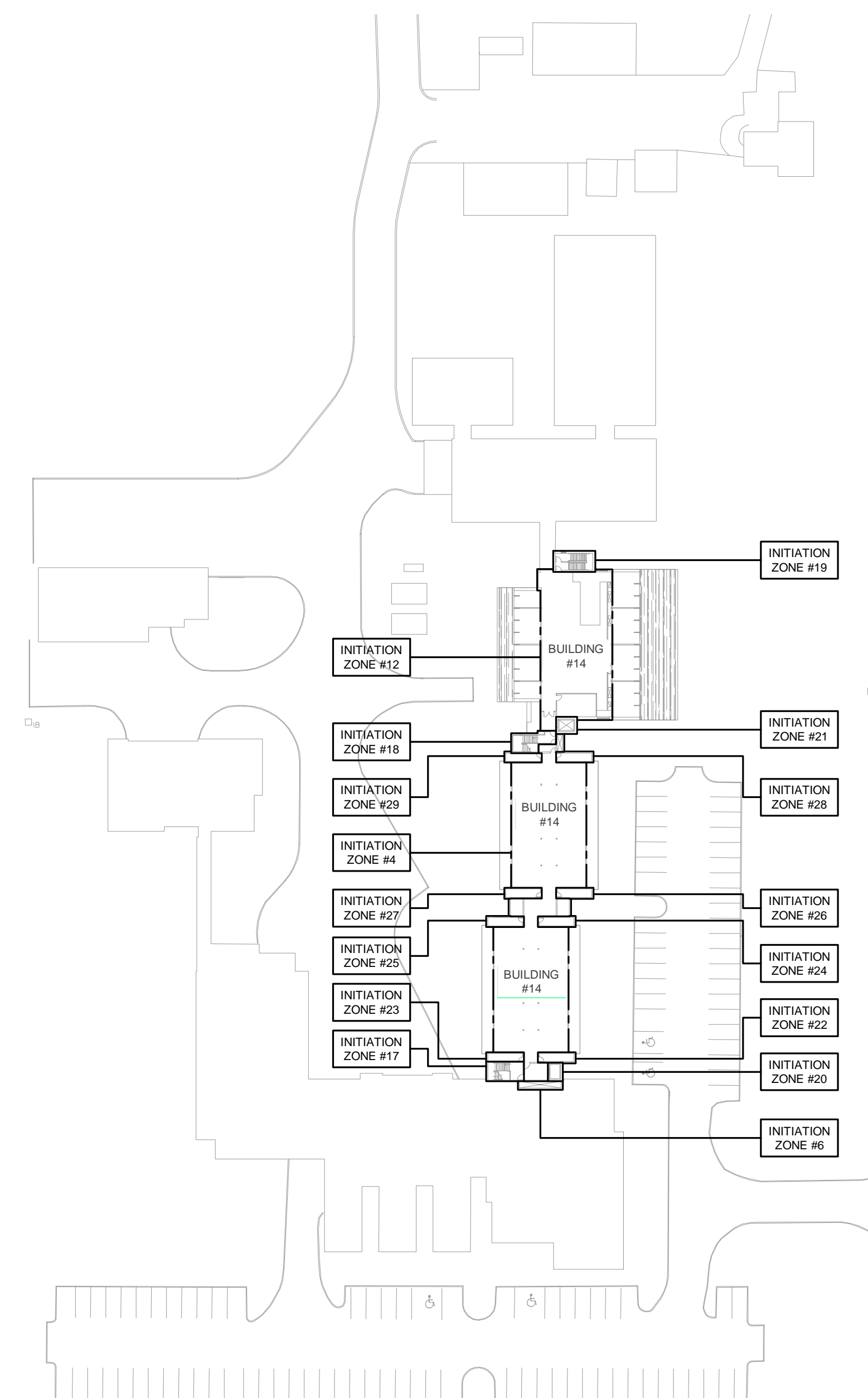
E002

Sheet Number 2 of 7



SECOND FLOOR PLAN - ZONING

SCALE - 1:750



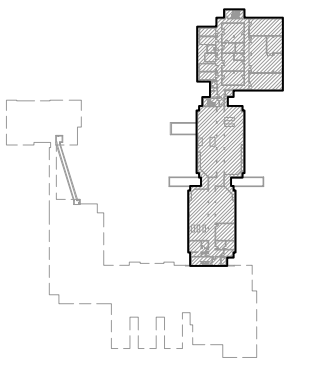
THIRD FLOOR PLAN - ZONING

SCALE - 1:750

CONTRACTOR IS TO CHECK AND VERIFY ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS ON THE PROJECT, AND TO REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANTS BEFORE PROCEEDING WITH THE WORK. DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. CONTRACT DOCUMENTS REMAIN THE PROPERTY OF THE CONSULTANTS AND SHALL BE RETURNED UPON COMPLETION OF THE PROJECT.

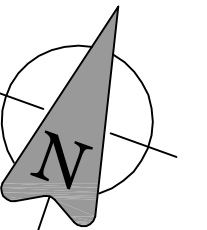
CEILING TYPE LEGEND

SYMBOL	DESCRIPTION
[Symbol]	SUSPENDED ACOUSTIC CEILING TILE
[Symbol]	EXPOSED CEILING
[Symbol]	PLASTER CEILING



KEY PLAN

N.T.S.



NORTH

Revisions

NO.	DATE	DESCRIPTION
6	2015.05.20	ISSUED FOR TENDER
5	2015.03.17	ISSUED FOR PERMIT
4	2015.02.09	ISSUED FOR FINAL REVIEW
3	2015.01.26	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
2	2014.11.24	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
1	2014.08.22	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW

Approvals



exp Services Inc.
 1-519-963-3000 (T) +1-519-963-1152
 1701 Ripley Hill Road
 London, ON N5V 0A5
 Canada
 www.exp.com



• BUILDINGS • EARTH & ENVIRONMENT • ENERGY •
 • INDUSTRIAL • INFRASTRUCTURE • SUSTAINABILITY •

Project Title

LONDON FIRE PANEL UPGRADE PROJECT, PHASE II

LONDON, ONTARIO

exp Project # 14-061

Designed: AS Drawn: BR Checked: AK

Date: MAY 2015 Scale: 1:200

Sheet Title

BASEMENT FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW

E100

Sheet Number 3 of 7



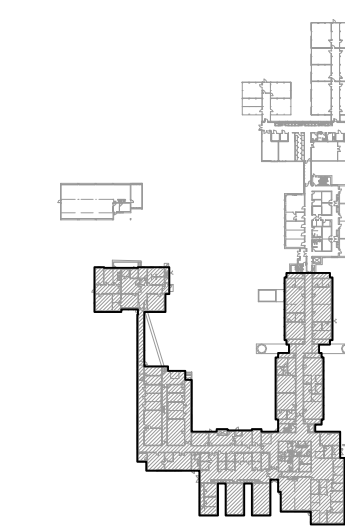
- NOTES:**
- EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE MANUAL PULLSTATION AT BARRIER FREE MOUNTING HEIGHT (47" AFF TO CENTRE OF DEVICE).
 - PROVIDE 8 ADDRESSABLE OUTPUT MODULES (1 PER ELEVATOR LOBBY, TOP OF SHAFT, MACHINE ROOM, SHUNT TRIP AND SPARE) FOR CONNECTION TO ELEVATOR. ELEVATOR CONNECTION BY ELEVATOR CONTRACTOR.
 - EXISTING CLASS 'B' INITIATION WIRING SHALL BE REPLACED WITH NEW CLASS 'A' DCLC AS PER CANULC-S24-06.
 - STROBE LIGHT IS PART OF WASHROOM EMERGENCY CALL SYSTEM AND NOT CONNECTED TO THE FIRE ALARM SYSTEM. STROBE SHALL REMAIN.
 - EXISTING CONVENTIONAL DETECTOR SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE DETECTOR.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE FOR EACH SUPERVISORY VALVE AND PRESSURE SWITCH. PRESSURE SWITCHES SHALL BE ANNUNCIATED ON THEIR RESPECTIVE ALARM ZONES. SUPERVISORY VALVES SHALL BE ANNUNCIATED DISCRETELY. LABEL ANNUNCIATION PANEL TO MATCH TAG ON SPRINKLER DEVICE.
 - DEVICES SHOWN IN LIGHT LINEWEIGHT ARE EXISTING TO REMAIN UNLESS NOTED OTHERWISE.
 - DEVICES SHOWN IN DARK LINEWEIGHT SHALL BE PROVIDED AS NEW.
 - INITIATION DEVICE LOCATIONS SHALL BE AS PER CANULC-S24-06 (RE: DISTANCE TO WALLS AND HVAC INLET/OUTLET). ADJUST DEVICE LOCATIONS ACCORDINGLY. MAINTAIN A CLEAR SPACE OF AT LEAST 450mm AROUND AND BELOW HVAC DIFFUSER (SUPPLY / RETURN).
 - PROVIDE ISOLATION MODULES ON THE DATA COMMUNICATION LINK WIRING AS PER ULC REQUIREMENTS (MODULES ARE NOT SHOWN ON DRAWINGS). INDICATE LOCATION OF MODULES ON AS-BUILT DRAWINGS.
 - WHERE WALL MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, REMOVE DEVICE AND PROVIDE STAINLESS STEEL COVERPLATE. WHERE CEILING MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, PATCH AND PAINT OR REPLACE CEILING TILE AS APPLICABLE.

BASEMENT FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW
 SCALE - 1:200

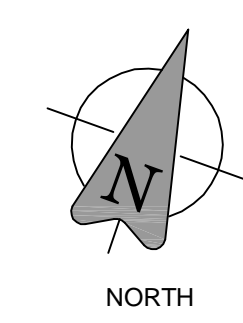
c:\proj\May_2015\14-061\plan E14061E100 - E104.dwg

CONTRACTOR IS TO CHECK AND VERIFY ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS ON THE PROJECT, AND TO REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANTS BEFORE PROCEEDING WITH THE WORK. DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. CONTRACT DOCUMENTS REMAIN THE PROPERTY OF THE CONSULTANTS AND SHALL BE RETURNED UPON COMPLETION OF THE PROJECT.

CEILING TYPE LEGEND	
SYMBOL	DESCRIPTION
	SUSPENDED ACOUSTIC CEILING TILE
	EXPOSED CEILING
	PLASTER CEILING



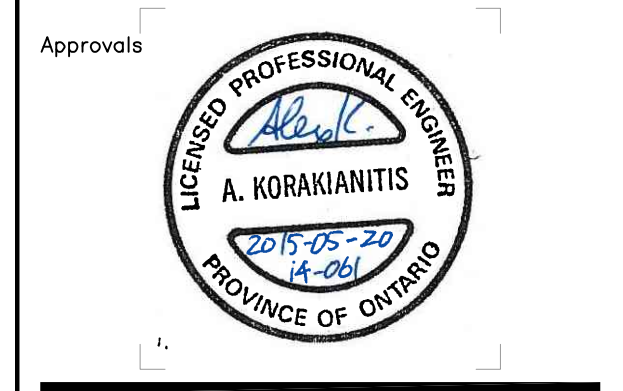
KEY PLAN
N.T.S.



NORTH

Revisions

NO.	DATE	DESCRIPTION
6	2015.05.20	ISSUED FOR TENDER
5	2015.03.17	ISSUED FOR PERMIT
4	2015.02.09	ISSUED FOR FINAL REVIEW
3	2015.01.28	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
2	2014.11.24	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
1	2014.08.22	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW



exp Services Inc.
1 + 519 963 3000 (T + F) 519 963 1152
17071 Rippen Hill Road
London, ON N5V 0A5
Canada
www.exp.com



• BUILDINGS • EARTH & ENVIRONMENT • ENERGY •
• INDUSTRIAL • INFRASTRUCTURE • SUSTAINABILITY •

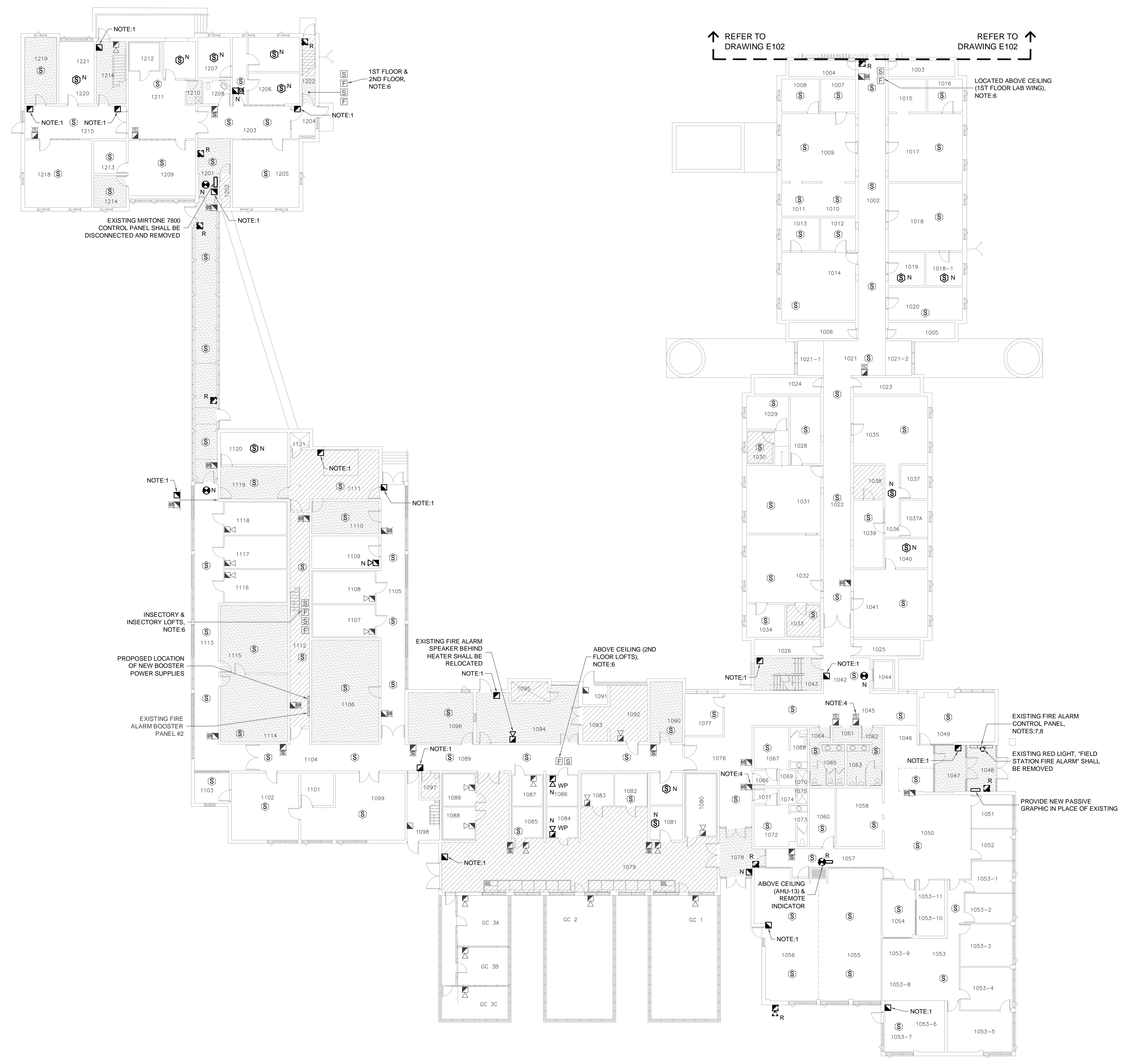
Project Title
LONDON FIRE PANEL UPGRADE PROJECT, PHASE II
LONDON, ONTARIO

exp Project # 14-061
Designed: AS Drawn: BR Checked: AK
Date: MAY 2015 Scale: 1:200

Sheet Title
PARTIAL FIRST FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW

E101

Sheet Number 4 of 7

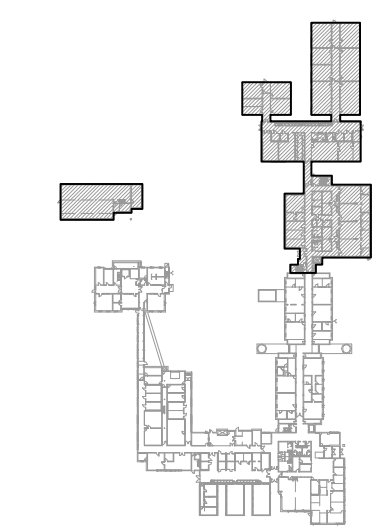


- NOTES:**
- EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE MANUAL PULLSTATION AT BARRIER FREE MOUNTING HEIGHT (47" AFF TO CENTRE OF DEVICE).
 - EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE CONNECTED TO NEW ADDRESSABLE INITIATION LOOP VIA AN ADDRESSABLE INPUT MODULE IN THE HEADER HOUSE CEILING SPACE.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE IN CEILING SPACE AND CONNECTION OF CONVENTIONAL MANUAL PULLSTATION.
 - STROBE LIGHT IS PART OF WASHROOM EMERGENCY CALL SYSTEM AND NOT CONNECTED TO THE FIRE ALARM SYSTEM. STROBE SHALL REMAIN.
 - EXISTING CONVENTIONAL DETECTOR SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE DETECTOR.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE FOR EACH SUPERVISORY VALVE AND PRESSURE SWITCH. PRESSURE SWITCHES SHALL BE ANNUNCIATED ON THEIR RESPECTIVE ALARM ZONES. SUPERVISORY VALVES SHALL BE ANNUNCIATED DISCRETELY. LABEL ANNUNCIATION PANEL TO MATCH TAG ON SPRINKLER DEVICE.
 - EXISTING FIRE ALARM CONTROL PANEL SHALL REMAIN. ALL EXISTING SIGNALLING CIRCUITS SHALL REMAIN CONNECTED. ALL INITIATION CIRCUITS SHALL BE REPLACED WITH NEW CLASS A (DCL) AND NEW ADDRESSABLE DEVICES.
 - PROVIDE NETWORK INTERFACE FOR EXISTING FIRE ALARM CONTROL PANEL AND PROGRAM TO ISSUE AN EMAIL TO A PRESCRIBED LIST WHEN AN EVENT OCCURS. PROVIDE NETWORK CONNECTION TO NETWORK INTERFACE FROM NORTH HEADERHOUSE.
 - NEW SIGNALLING DEVICES MAY BE CONNECTED TO EXISTING SIGNALLING ZONES WITH CAPACITY. WHERE CAPACITY IS NOT AVAILABLE, PROVIDE NEW REMOTE BOOSTER POWER SUPPLIES COMPLETE WITH BATTERY BACKUP. PROVIDE CONNECTION TO NEAREST PANELBOARD WITH CAPACITY. ALL BOOSTER POWER SUPPLIES SHALL BE LOCATED IN A 1HR FIRE RATED ROOM.
 - DEVICES SHOWN IN LIGHT LINEWEIGHT ARE EXISTING TO REMAIN UNLESS NOTED OTHERWISE.
 - DEVICES SHOWN IN DARK LINEWEIGHT SHALL BE PROVIDED AS NEW.
 - INITIATION DEVICE LOCATIONS SHALL BE AS PER CANULC-S524-06 (RE: DISTANCE TO WALLS AND HVAC INLET/OUTLET). ADJUST DEVICE LOCATIONS ACCORDINGLY. MAINTAIN A CLEAR SPACE OF AT LEAST 450mm AROUND AND BELOW HVAC DIFFUSER (SUPPLY, RETURN).
 - PROVIDE ISOLATION MODULES ON THE DATA COMMUNICATION LINK WIRING AS PER ILC REQUIREMENTS (MODULES ARE NOT SHOWN ON DRAWINGS). INDICATE LOCATION OF MODULES ON AS-BUILT DRAWINGS.
 - WHERE WALL MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, REMOVE DEVICE AND PROVIDE STAINLESS STEEL COVERPLATE. WHERE CEILING MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, PATCH AND PAINT OR REPLACE CEILING TILE AS APPLICABLE.

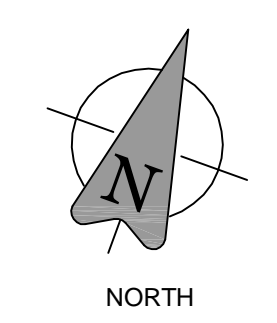
PARTIAL FIRST FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW
SCALE - 1:200

CONTRACTOR IS TO CHECK AND VERIFY ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS ON THE PROJECT AND TO REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANTS BEFORE PROCEEDING WITH THE WORK. DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. CONTRACT DOCUMENTS REMAIN THE PROPERTY OF THE CONSULTANTS AND SHALL BE RETURNED UPON COMPLETION OF THE PROJECT.

CEILING TYPE LEGEND	
SYMBOL	DESCRIPTION
	SUSPENDED ACOUSTIC CEILING TILE
	EXPOSED CEILING
	PLASTER CEILING



KEY PLAN
N.T.S.



Revisions

NO.	DATE	DESCRIPTION
6	2015.05.20	ISSUED FOR TENDER
5	2015.03.17	ISSUED FOR PERMIT
4	2015.02.09	ISSUED FOR FINAL REVIEW
3	2015.01.26	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
2	2014.11.24	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
1	2014.08.22	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW

Approvals

exp Services Inc.
1 + 519.963.3000 (T) + 1.519.963.1152
17071 Rippen Hill Road
London, ON N5V 0A5
Canada
www.exp.com

• BUILDINGS • EARTH & ENVIRONMENT • ENERGY •
• INDUSTRIAL • INFRASTRUCTURE • SUSTAINABILITY •

Project Title
LONDON FIRE PANEL UPGRADE PROJECT, PHASE II
LONDON, ONTARIO

exp Project # **14-061**

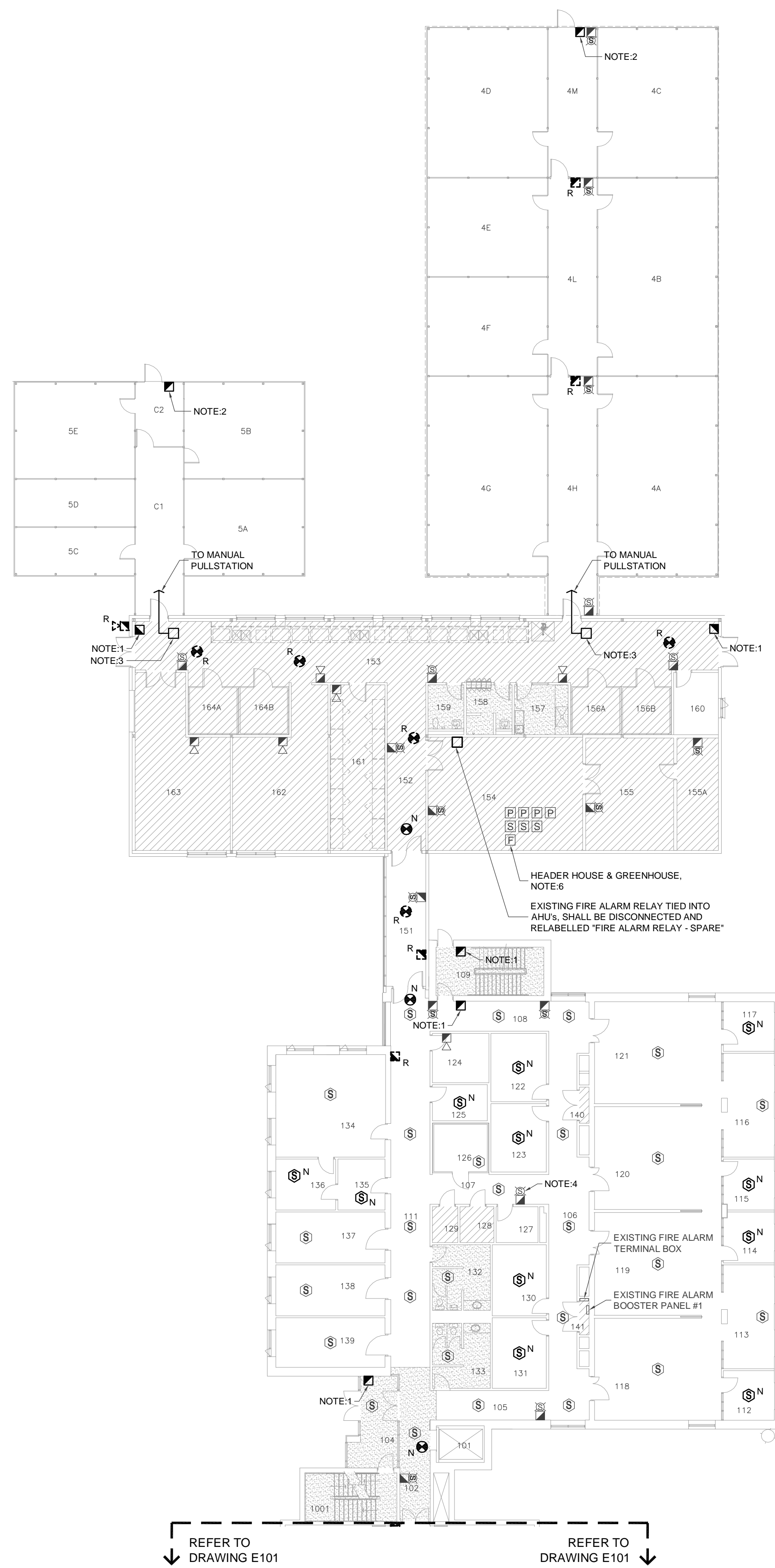
Designed: AS Drawn: BR Checked: AK

Date: MAY 2015 Scale: 1:200

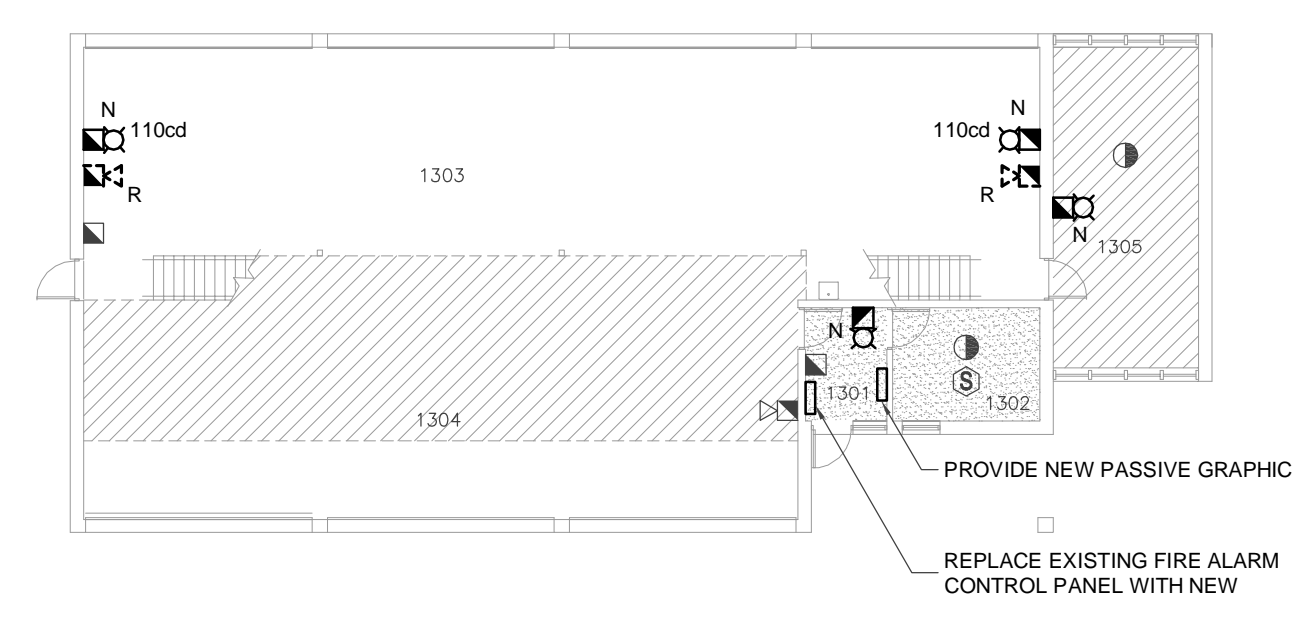
Sheet Title
PARTIAL FIRST FLOOR PLAN & GARAGE FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW

E102

Sheet Number 5 of 7

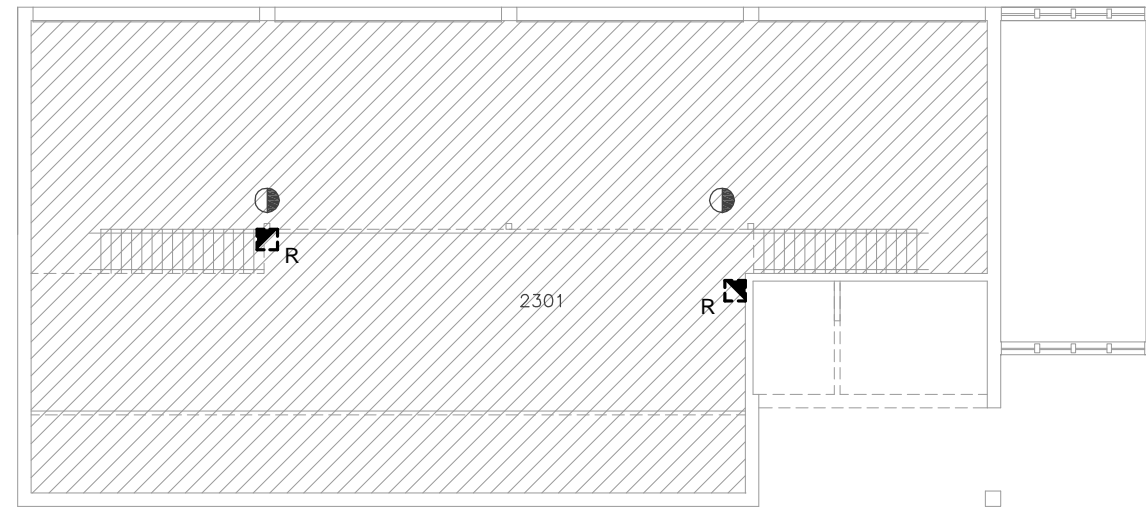


- NOTES:**
- EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE MANUAL PULLSTATION AT BARRIER FREE MOUNTING HEIGHT (47" AFF TO CENTRE OF DEVICE).
 - EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE CONNECTED TO NEW ADDRESSABLE INITIATION LOOP VIA AN ADDRESSABLE INPUT MODULE IN THE HEADER HOUSE CEILING SPACE. PROVIDE CONNECTION OF EXISTING DOOR MAG LOCKS TO AUXILIARY CONTACT ON PULL STATION. EXTEND WIRING TO EXISTING DOOR MAG LOCK LOCATIONS WHERE PULL STATION HAS BEEN REMOVED.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE IN CEILING SPACE AND CONNECTION OF CONVENTIONAL MANUAL PULLSTATION.
 - STROBE LIGHT IS PART OF WASHROOM EMERGENCY CALL SYSTEM AND NOT CONNECTED TO THE FIRE ALARM SYSTEM. STROBE SHALL REMAIN.
 - EXISTING CONVENTIONAL DETECTOR SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE DETECTOR.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE FOR EACH SUPERVISORY VALVE AND PRESSURE SWITCH. PRESSURE SWITCHES SHALL BE ANNUNCIATED ON THEIR RESPECTIVE ALARM ZONES. SUPERVISORY VALVES SHALL BE ANNUNCIATED DISCRETELY. LABEL ANNUNCIATION PANEL TO MATCH TAG ON SPRINKLER DEVICE.
 - NEW SIGNALLING DEVICES MAY BE CONNECTED TO EXISTING SIGNALLING ZONES WITH CAPACITY. WHERE CAPACITY IS NOT AVAILABLE, PROVIDE NEW REMOTE BOOSTER POWER SUPPLIES COMPLETE WITH BATTERY BACKUP. PROVIDE CONNECTION TO NEAREST PANELBOARD WITH CAPACITY. ALL BOOSTER POWER SUPPLIES SHALL BE LOCATED IN A 1HR FIRE RATED ROOM.
 - DEVICES SHOWN IN LIGHT LINEWEIGHT ARE EXISTING TO REMAIN UNLESS NOTED OTHERWISE.
 - DEVICES SHOWN IN DARK LINEWEIGHT SHALL BE PROVIDED AS NEW.
 - INITIATION DEVICE LOCATIONS SHALL BE AS PER CANULC-S534-06 (RE: DISTANCE TO WALLS AND HVAC INLET/OUTLET). ADJUST DEVICE LOCATIONS ACCORDINGLY. MAINTAIN A CLEAR SPACE OF AT LEAST 450mm AROUND AND BELOW HVAC DIFFUSER (SUPPLY / RETURN).
 - PROVIDE ISOLATION MODULES ON THE DATA COMMUNICATION LINK WIRING AS PER ULC REQUIREMENTS (MODULES ARE NOT SHOWN ON DRAWINGS). INDICATE LOCATION OF MODULES ON AS-BUILT DRAWINGS.
 - WHERE WALL MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, REMOVE DEVICE AND PROVIDE STAINLESS STEEL COVERPLATE. WHERE CEILING MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, PATCH AND PAINT OR REPLACE CEILING TILE AS APPLICABLE.

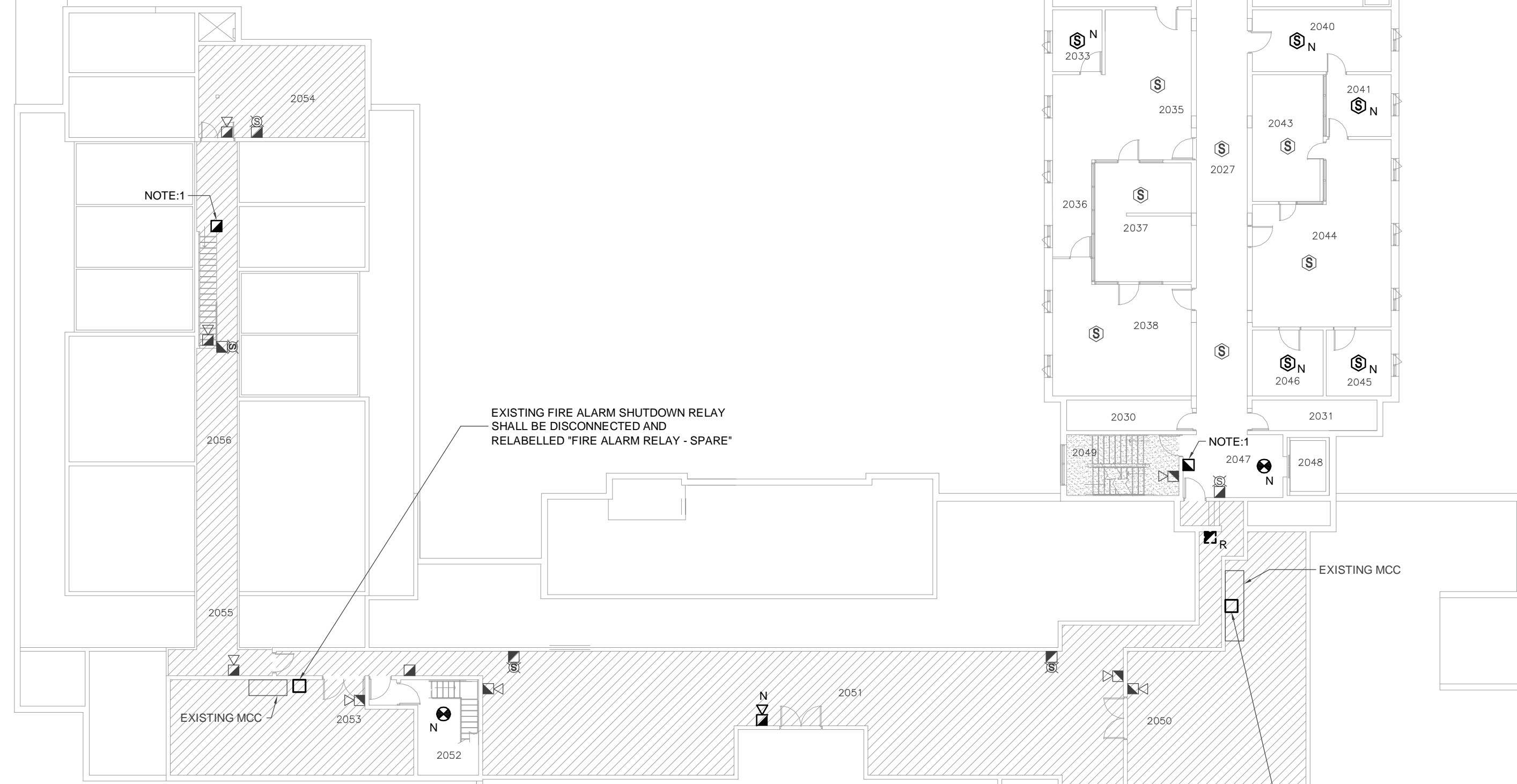
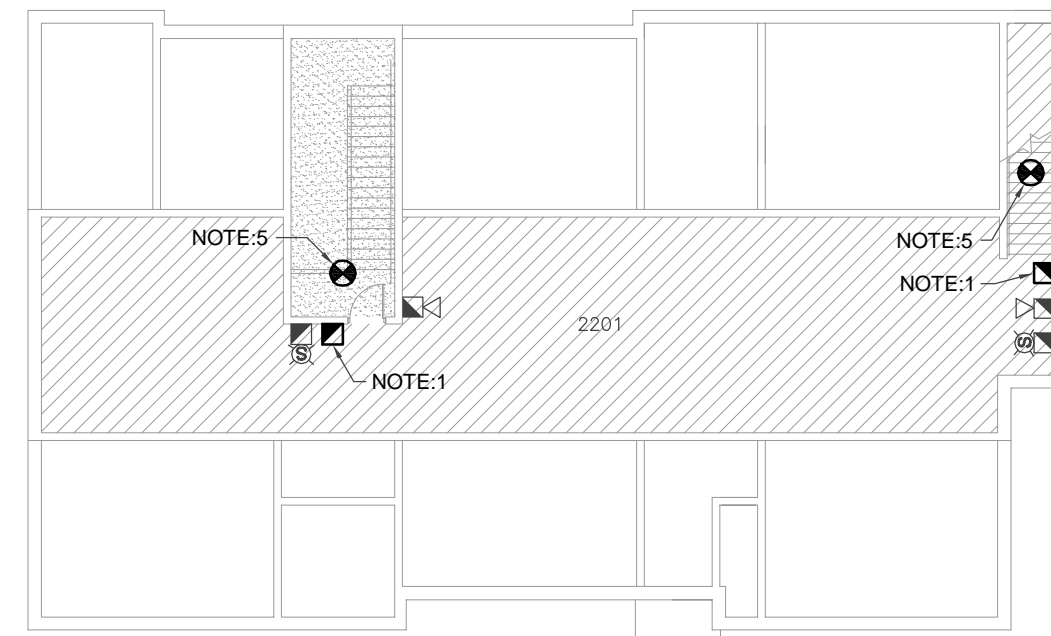


GARAGE FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW
SCALE - 1:200

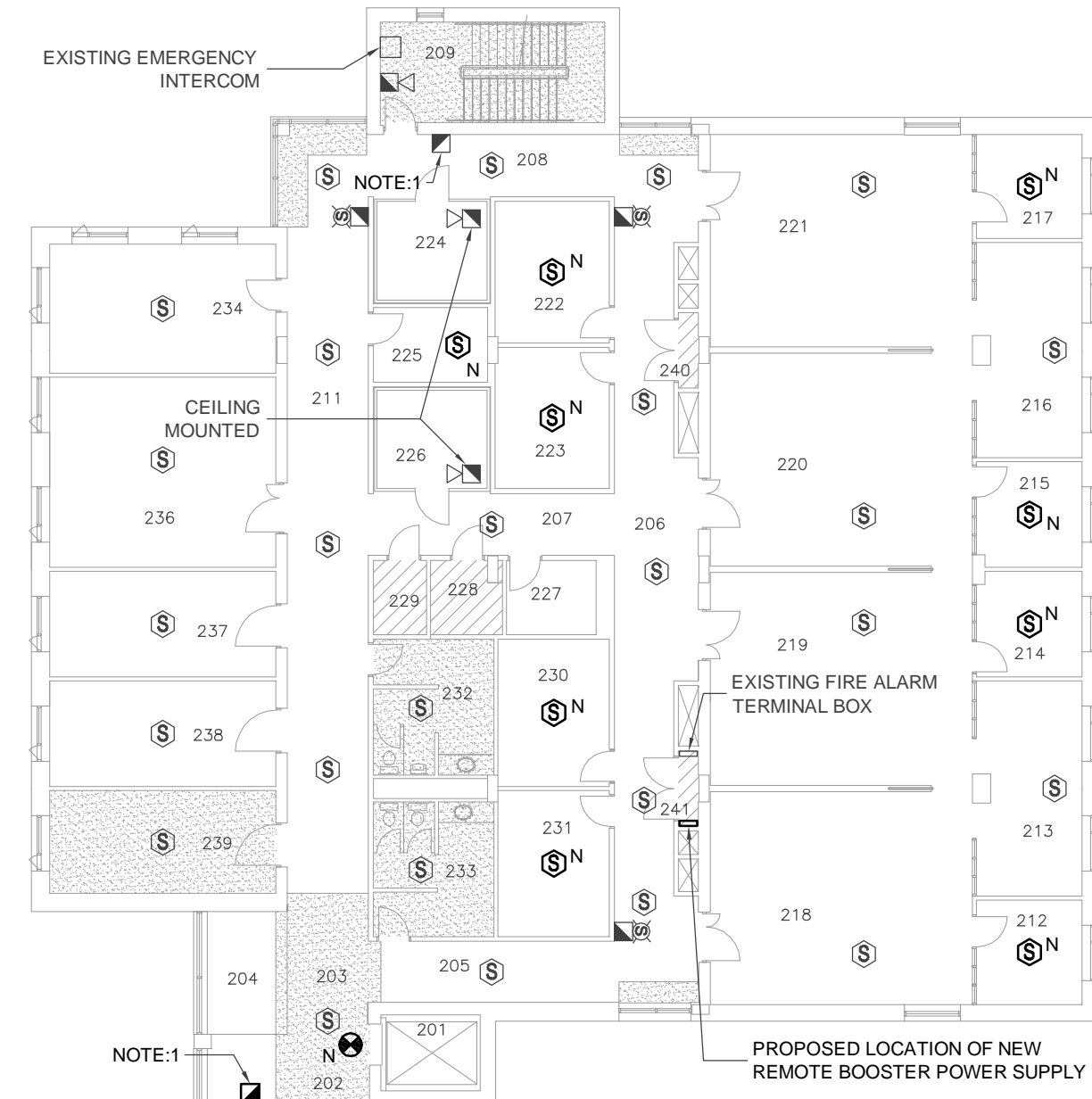
PARTIAL FIRST FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW
SCALE - 1:200



GARAGE MEZZANINE FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW
SCALE - 1:200



SECOND FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW
SCALE - 1:200

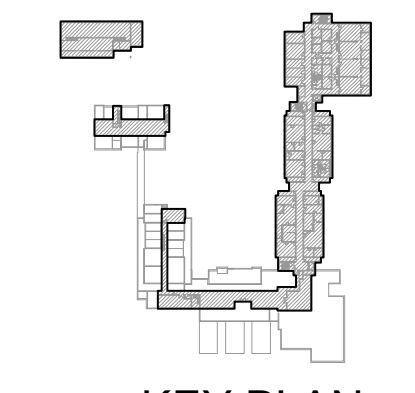


PROPOSED LOCATION OF NEW REMOTE BOOSTER POWER SUPPLY

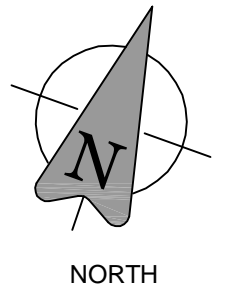
- NOTES:**
- EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE MANUAL PULLSTATION AT BARRIER FREE MOUNTING HEIGHT (47" AFF. TO CENTRE OF DEVICE).
 - EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE CONNECTED TO NEW ADDRESSABLE INITIATION LOOP VIA AN ADDRESSABLE INPUT MODULE IN THE HEADER HOUSE CEILING SPACE.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE IN CEILING SPACE AND CONNECTION OF CONVENTIONAL MANUAL PULLSTATION.
 - STROBE LIGHT IS PART OF WASHROOM EMERGENCY CALL SYSTEM AND NOT CONNECTED TO THE FIRE ALARM SYSTEM. STROBE SHALL REMAIN.
 - EXISTING CONVENTIONAL DETECTOR SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE DETECTOR.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE FOR EACH SUPERVISORY VALVE AND PRESSURE SWITCH. PRESSURE SWITCHES SHALL BE ANNUNCIATED ON THEIR RESPECTIVE ALARM ZONES. SUPERVISORY VALVES SHALL BE ANNUNCIATED DISCRETELY. LABEL ANNUNCIATION PANEL TO MATCH TAG ON SPRINKLER DEVICE.
 - NEW SIGNALLING DEVICES MAY BE CONNECTED TO EXISTING SIGNALLING ZONES WITH CAPACITY. WHERE CAPACITY IS NOT AVAILABLE, PROVIDE NEW REMOTE BOOSTER POWER SUPPLIES COMPLETE WITH BATTERY BACKUP. PROVIDE CONNECTION TO NEAREST PANELBOARD WITH CAPACITY. ALL BOOSTER POWER SUPPLIES SHALL BE LOCATED IN A 1HR FIRE RATED ROOM.
 - DEVICES SHOWN IN LIGHT LINEWEIGHT ARE EXISTING TO REMAIN UNLESS NOTED OTHERWISE.
 - DEVICES SHOWN IN DARK LINEWEIGHT SHALL BE PROVIDED AS NEW.
 - INITIATION DEVICE LOCATIONS SHALL BE AS PER CANULC-S524-06 (RE: DISTANCE TO WALLS AND HVAC INLET/OUTLET). ADJUST DEVICE LOCATIONS ACCORDINGLY. MAINTAIN A CLEAR SPACE OF AT LEAST 450mm AROUND AND BELOW HVAC DIFFUSER (SUPPLY / RETURN).
 - PROVIDE ISOLATION MODULES ON THE DATA COMMUNICATION LINK WIRING AS PER ILC REQUIREMENTS (MODULES ARE NOT SHOWN ON DRAWINGS). INDICATE LOCATION OF MODULES ON AS-BUILT DRAWINGS.
 - WHERE WALL MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, REMOVE DEVICE AND PROVIDE STAINLESS STEEL COVERPLATE. WHERE CEILING MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, PATCH AND PAINT OR REPLACE CEILING TILE AS APPLICABLE.

CONTRACTOR IS TO CHECK AND VERIFY ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS ON THE PROJECT, AND TO REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANTS BEFORE PROCEEDING WITH THE WORK. DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACT DOCUMENTS REMAIN THE PROPERTY OF THE CONSULTANTS AND SHALL BE RETURNED UPON COMPLETION OF THE PROJECT.

CEILING TYPE LEGEND	
SYMBOL	DESCRIPTION
[Symbol]	SUSPENDED ACOUSTIC CEILING TILE
[Symbol]	EXPOSED CEILING
[Symbol]	PLASTER CEILING



KEY PLAN
N.T.S.



NORTH

Revisions

NO.	DATE	DESCRIPTION
6	2015.05.20	ISSUED FOR TENDER
5	2015.03.17	ISSUED FOR PERMIT
4	2015.02.09	ISSUED FOR FINAL REVIEW
3	2015.01.26	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
2	2014.11.24	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
1	2014.08.22	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW

Approvals

exp Services Inc.
11701 Rogers Hill Road
London, ON N5V 0A5
Canada
www.exp.com

exp.

• BUILDINGS • EARTH & ENVIRONMENT • ENERGY • INDUSTRIAL • INFRASTRUCTURE • SUSTAINABILITY •

Project Title
LONDON FIRE PANEL UPGRADE PROJECT, PHASE II
LONDON, ONTARIO

exp Project # **14-061**
Designed: AS Drawn: BR Checked: AK
Date: MAY 2015 Scale: 1:200

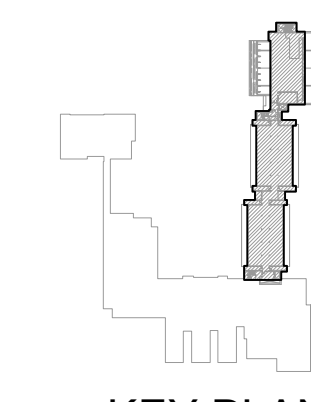
Sheet Title
SECOND FLOOR PLAN & GARAGE MEZZANINE FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW

E103

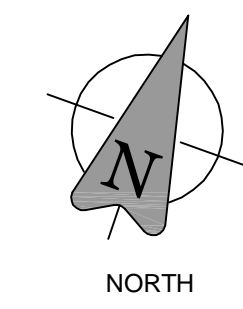
Sheet Number 6 of 7

CONTRACTOR IS TO CHECK AND VERIFY ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS ON THE PROJECT AND TO REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANTS BEFORE PROCEEDING WITH THE WORK. DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. CONTRACT DOCUMENTS REMAIN THE PROPERTY OF THE CONSULTANTS AND SHALL BE RETURNED UPON COMPLETION OF THE PROJECT.

CEILING TYPE LEGEND	
SYMBOL	DESCRIPTION
	SUSPENDED ACOUSTIC CEILING TILE
	EXPOSED CEILING
	PLASTER CEILING

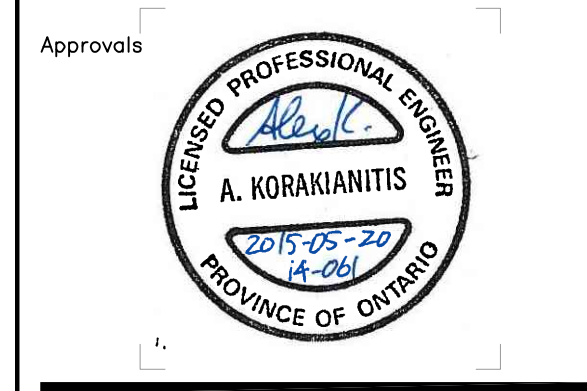


KEY PLAN
N.T.S.



NORTH

NO.	DATE	DESCRIPTION
6	2015.05.20	ISSUED FOR TENDER
5	2015.03.17	ISSUED FOR PERMIT
4	2015.02.09	ISSUED FOR FINAL REVIEW
3	2015.01.26	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
2	2014.11.24	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW
1	2014.08.22	ISSUED FOR OWNER'S REVIEW



exp Services Inc.
1 + 519.963.3000 (T) + 519.963.1152
17071 Rogers Park Road
London, ON N5V 0A5
Canada
www.exp.com



• BUILDINGS • EARTH & ENVIRONMENT • ENERGY •
• INDUSTRIAL • INFRASTRUCTURE • SUSTAINABILITY •

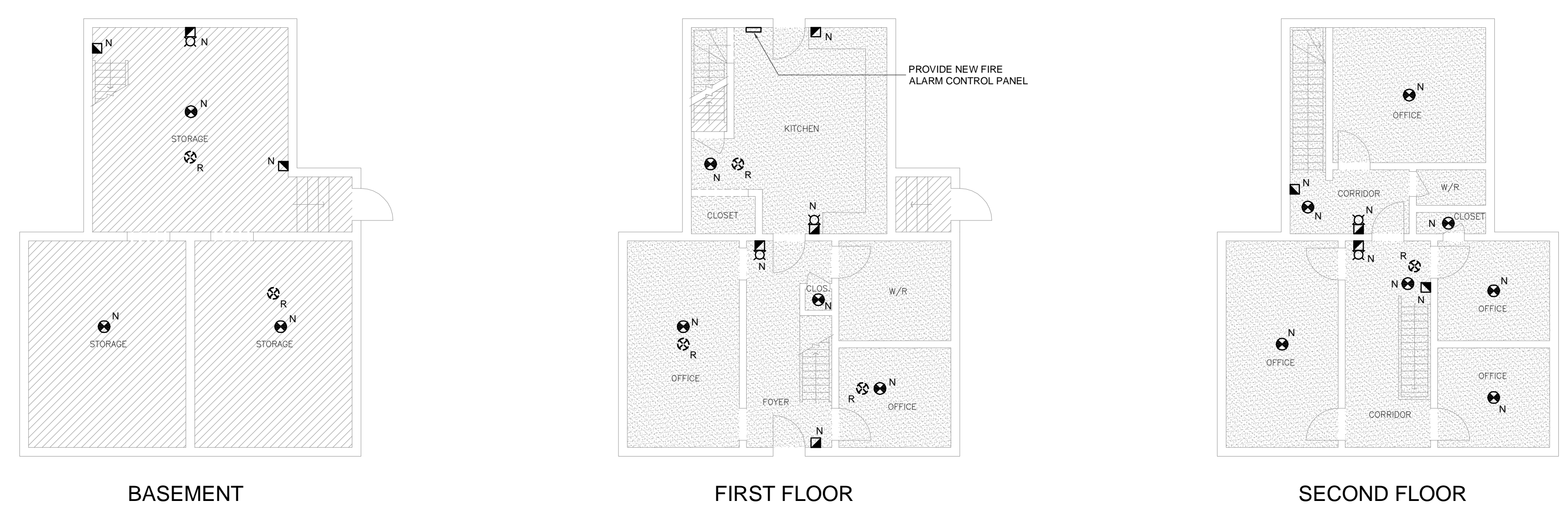
Project Title
LONDON FIRE PANEL UPGRADE PROJECT, PHASE II
LONDON, ONTARIO

exp Project # 14-061
Designed: AS Drawn: BR Checked: AK
Date: MAY 2015 Scale: AS NOTED

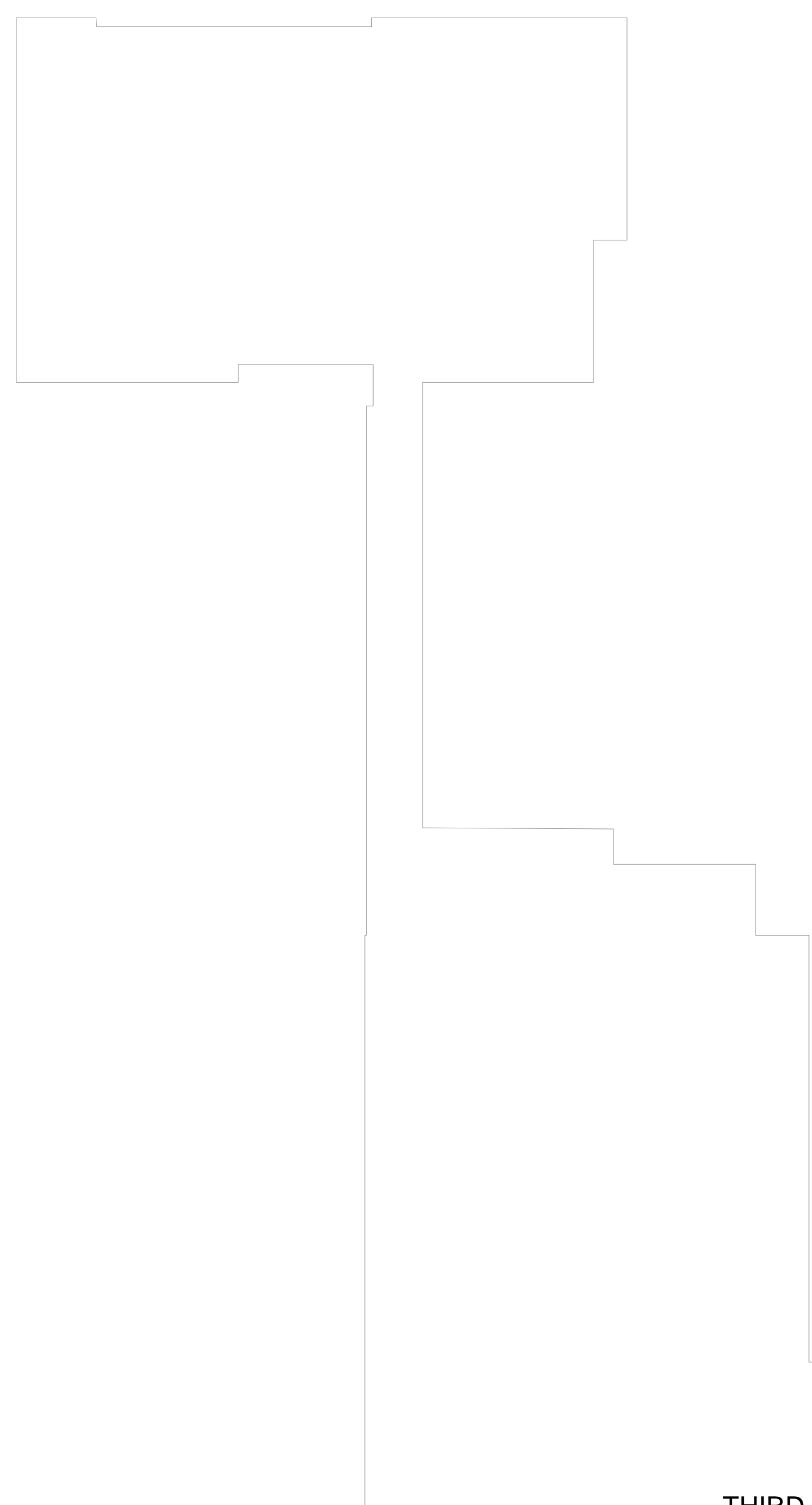
Sheet Title
FARM HOUSE & THIRD FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW

E104

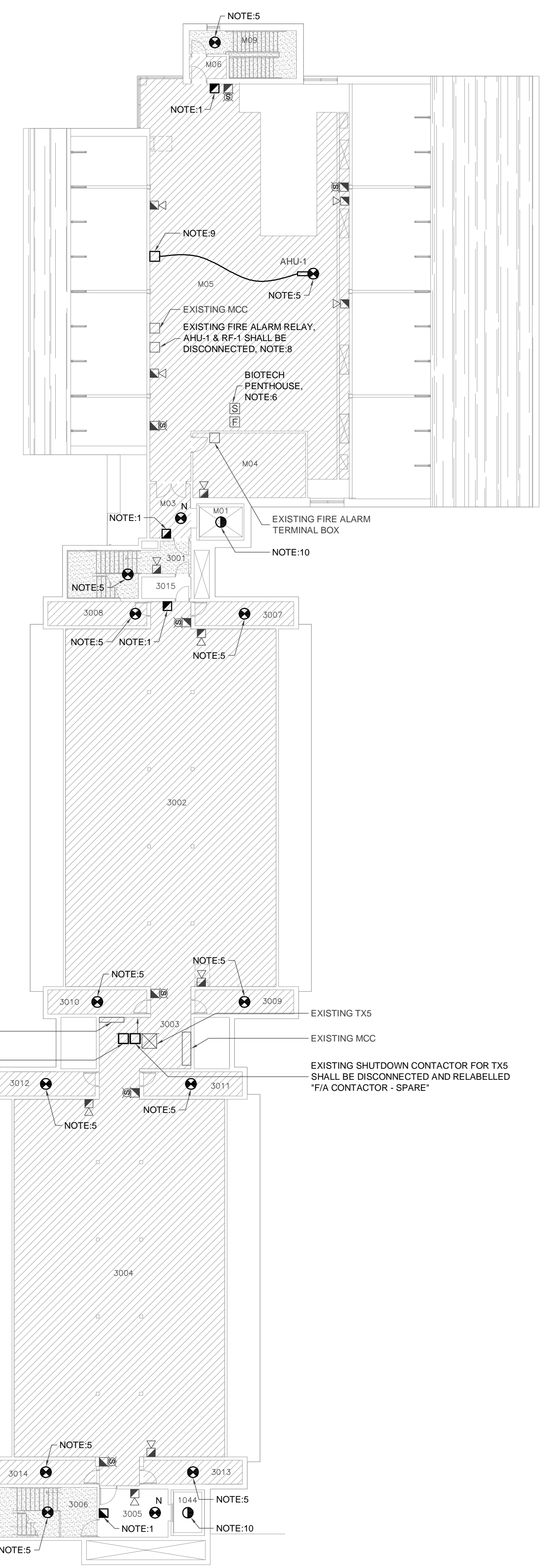
Sheet Number 7 of 7



FARM HOUSE - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW
SCALE - 1:100



THIRD FLOOR PLAN - FIRE ALARM DEMOLITION & NEW
SCALE - 1:200



- NOTES:**
- EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE MANUAL PULLSTATION AT BARRIER FREE MOUNTING HEIGHT (47" AFF TO CENTRE OF DEVICE).
 - EXISTING CONVENTIONAL FIRE ALARM MANUAL PULLSTATION SHALL BE CONNECTED TO NEW ADDRESSABLE INITIATION LOOP VIA AN ADDRESSABLE INPUT MODULE IN THE HEADER HOUSE CEILING SPACE.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE IN CEILING SPACE AND CONNECTION OF CONVENTIONAL MANUAL PULLSTATION.
 - STROBE LIGHT IS PART OF WASHROOM EMERGENCY CALL SYSTEM AND NOT CONNECTED TO THE FIRE ALARM SYSTEM. STROBE SHALL REMAIN.
 - EXISTING CONVENTIONAL DETECTOR SHALL BE REPLACED WITH NEW ADDRESSABLE DETECTOR.
 - PROVIDE ADDRESSABLE INPUT MODULE FOR EACH SUPERVISORY VALVE AND PRESSURE SWITCH. PRESSURE SWITCHES SHALL BE ANNUNCIATED ON THEIR RESPECTIVE ALARM ZONES. SUPERVISORY VALVES SHALL BE ANNUNCIATED DISCRETELY. LABEL ANNUNCIATION PANEL TO MATCH TAG ON SPRINKLER DEVICE.
 - NEW SIGNALLING DEVICES MAY BE CONNECTED TO EXISTING SIGNALLING ZONES WITH CAPACITY. WHERE CAPACITY IS NOT AVAILABLE, PROVIDE NEW REMOTE BOOSTER POWER SUPPLIES COMPLETE WITH BATTERY BACKUP. PROVIDE CONNECTION TO NEAREST PANELBOARD WITH CAPACITY. ALL BOOSTER POWER SUPPLIES SHALL BE LOCATED IN A 1HR FIRE RATED ROOM.
 - FIRE ALARM SHUTDOWN RELAY FOR AHU-1 SHALL BE CONNECTED TO ADDRESSABLE OUTPUT MODULE AND PROGRAMMED TO ACTIVATE WITH AHU-1 DUCT SMOKE DETECTOR.
 - PROVIDE DUCT SMOKE DETECTOR REMOTE TEST STATION AT A LOCATION THAT IS CONVENIENT AND ACCESSIBLE FOR TESTING.
 - TEMPERATURE SET POINT SHALL BE LOWER THAN SPRINKLER HEAD SET POINT. CONFIRM SPRINKLER HEAD TEMPERATURE SET POINT PRIOR TO SHOP DRAWING SUBMISSION.
 - DEVICES SHOWN IN LIGHT LINEWEIGHT ARE EXISTING TO REMAIN UNLESS NOTED OTHERWISE.
 - DEVICES SHOWN IN DARK LINEWEIGHT SHALL BE PROVIDED AS NEW.
 - INITIATION DEVICE LOCATIONS SHALL BE AS PER CANULC-S24-06 (RE: DISTANCE TO WALLS AND HVAC INLET/OUTLET). ADJUST DEVICE LOCATIONS ACCORDINGLY. MAINTAIN A CLEAR SPACE OF AT LEAST 450mm AROUND AND BELOW HVAC DIFFUSER (SUPPLY / RETURN).
 - PROVIDE ISOLATION MODULES ON THE DATA COMMUNICATION LINK WIRING AS PER ULC REQUIREMENTS (MODULES ARE NOT SHOWN ON DRAWINGS). INDICATE LOCATION OF MODULES ON AS-BUILT DRAWINGS.
 - WHERE WALL MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, REMOVE DEVICE AND PROVIDE STAINLESS STEEL COVERPLATE. WHERE CEILING MOUNTED DEVICE IS INDICATED TO BE REMOVED, PATCH AND PAINT OR REPLACE CEILING TILE AS APPLICABLE.



Annexe « F »

CONDITIONS D'ASSURANCE



CONDITIONS D'ASSURANCE

CA1 GÉNÉRALITÉS

- CA1.1 Indemnisation des accidentés du travail
- CA1.2 Indemnité
- CA1.3 Preuve d'assurance
- CA1.4 Assuré
- CA1.5 Paiement de franchise

CA2 ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

- CA2.1 Portée de l'assurance
- CA2.2 Période d'assurance

CA3 ASSURANCE AUTOMOBILE

- CA3.1 Portée de l'assurance

CA4 ASSURANCE DES RISQUES DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION ET ASSURANCE FLOTTANTE D'INSTALLATION

- CA4.1 Portée de l'assurance
- CA4.2 Montant d'assurance
- CA4.3 Période d'assurance
- CA4.4 Produit de l'assurance

CA1 GÉNÉRALITÉS

CA1.1 Indemnisation des accidentés du travail

- 1) L'entrepreneur accepte d'obtenir une indemnisation des accidentés du travail et d'y souscrire en conformité avec la prescription de la loi de la province ou du territoire où le travail a été accompli.

CA1.2 Indemnité

- 1) La garantie d'assurance requise par les dispositions des présentes conditions d'assurance ne doit d'aucune façon limiter la responsabilité de l'entrepreneur en vertu de la clause d'indemnité des conditions générales du contrat. L'entrepreneur est libre, à condition d'en assumer le coût, d'ajouter toute garantie complémentaire qu'il juge nécessaire pour remplir ses obligations conformément à la clause susmentionnée.

CA1.3 Preuve d'assurance

- 1) Avant le début des travaux, et dans un délai de trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une ATTESTATION D'ASSURANCE (formulaire AAFC/AAC5314) disponible sur demande.
- 2) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux exigences des garanties d'assurance décrites aux présentes.

CA1.4 Assuré

- 1) Le contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'assuré additionnel, Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre d'Agriculture et Agroalimentaire

CONDITIONS D'ASSURANCE (suite)

Canada, à l'égard de la responsabilité découlant des activités de l'entrepreneur ayant trait aux travaux.

CA1.5 Paiement de franchise

- 1) L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CA2 ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

CA2.1 Portée de l'assurance

- 1) La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par le formulaire BAC 2100 avec toutes ses modifications successives et doit avoir :
 - (a) un « Plafond par sinistre » d'au moins 5,000,000.00 \$;
 - (b) un « Plafond pour risque produits / après travaux » d'au moins 5,000,000.00 \$; et
 - (c) un « Plafond global général » d'au moins 10,000,000.00 \$ par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite.
- 2) Le contrat d'assurance doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :
 - (a) Dynamitage.
 - (b) Battage de pieux et travaux de caisson.
 - (c) Reprise en sous-œuvre.
 - (d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, peu importe si ce support est naturel, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.
 - (e) Amiante.
 - (f) Police automobile des non-proprétaires.

CA2.2 Période d'assurance

- 1) À moins d'avis contraire par écrit du Canada ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes, le contrat d'assurance exigé dans les présentes doit prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du Certificat d'achèvement, mis à part le fait que la garantie pour les travaux complétés doit, quoi qu'il en soit, être maintenue pour un délai minimum de six (6) ans suivant la date du CERTIFICAT D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL.

CA3 ASSURANCE AUTOMOBILE

CA3.1 Portée de l'assurance

- 1) L'entrepreneur doit avoir une assurance responsabilité civile automobile visant les véhicules immatriculés d'au moins 1 million de dollars par sinistre couvrant les lésions corporelles, le décès et les dommages matériels.

CONDITIONS D'ASSURANCE (suite)

CA4 ASSURANCE DES RISQUES DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION ET ASSURANCE FLOTTANTE D'INSTALLATION

CA4.1 Portée de l'assurance

- 1) La garantie d'assurance fournie par un contrat d'assurance des risques des entrepreneurs de construction ou un contrat d'assurance flottante d'installation ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par les formulaires BAC 4042 et BAC 4047, avec toutes leurs modifications apportées de temps à autre.
- 2) Le contrat d'assurance doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.
- 3) Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes ou dommages occasionnés par n'importe lequel des risques suivants :
 - (a) Amiante.
 - (b) Champignons et spores.
 - (c) Cyber.
 - (d) Terrorisme.

CA4.2 Montant d'assurance

- 1) Le montant de l'assurance doit égaliser au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, le contrat d'assurance doit être modifié pour refléter la valeur révisée du contrat.

CA4.3 Période d'assurance

- 1) À moins d'avis contraire par écrit du Canada ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes, le contrat d'assurance exigé dans les présentes doit prendre effet avant le début des travaux et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du CERTIFICAT D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL.

CA4.4 Produit de l'assurance

- 1) Le contrat d'assurance doit stipuler que le produit de l'assurance correspondant doit être payé à Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou selon les directives du Canada conformément à GC 10.2 Produit de l'assurance.
- 2) L'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement du produit de l'assurance.



Annexe « G »

DOCUMENTS CONTRACTUELS



GRANDS TRAVAUX - DOCUMENTS CONTRACTUELS

CS01 DOCUMENTS CONTRACTUELS

- 1) Les documents suivants constituent les documents contractuels :
 - (a) Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - (b) Formulaire de soumission et d'acceptation et les annexes s'y rattachant dûment remplis;
 - (c) Dessins et devis;
 - (d) Conditions générales d'AAC formulaire AAFC / AAC5321-F:
 - (i) CG1 Dispositions générales
 - (ii) CG2 Administration du contrat
 - (iii) CG3 Exécution et contrôle des travaux
 - (iv) CG4 Mesures de protection
 - (v) CG5 Modalités de paiement
 - (vi) CG6 Retards et modification des travaux
 - (vii) CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat
 - (viii) CG8 Règlement des différends
 - (ix) CG9 Sécurité des contrats
 - (x) CG10 Assurance
 - (e) Conditions supplémentaires, le cas échéant;
 - (f) Conditions d'assurance, formulaire AAFC / AAC5315-F;
 - (g) Toute modification ou toute révision de soumission recevable reçue avant l'heure et la date déterminées pour la clôture de l'appel d'offres;
 - (h) Toute modification intégrée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission;
 - (i) Toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux Conditions générales.
- 2) La langue des documents contractuels sera celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

CS02 ACCEPTATION ET CONTRAT

- 1) Au moment de l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est conclu entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux cités à la section CS01 DOCUMENTS CONTRACTUELS.



Annexe « H »

CONTRAT



CONTRAT

BUREAU DES ACHATS

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Centre de service de l'est
Service de réception des offres
2001, rue University, bureau 671-TEN
Montréal, QC
H3A 3N2

Nous acceptons votre soumission de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, la construction énumérée ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Commentaires

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Sujet	
N ^o de l'invitation / contrat	Date
N ^o de référence du client	
N ^o de dossier	
Code(s) financier(s) <input type="radio"/> TPS <input type="radio"/> TVH <input type="radio"/> TVQ	
F.A.B. Destination	
Taxes applicables Inclus	
Destination	
Factures - Envoyer l'original et deux copies à :	
Adresser toutes questions à :	
N ^o de téléphone	Poste
N ^o de télécopieur	
Coût total estimatif	Devise CAD
Pour le Ministre	
Signature	Date



FORMULAIRES

- Cautionnement de soumission
- Attestation d'assurance
- Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux
- Cautionnement d'exécution
- Attestation T4-A
- Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel



CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : _____

MONTANT : _____

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur

principal (ci-après le débiteur principal), et _____,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

_____ dollars (_____ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le _____ jour de _____, 20__.

ATTENDU QUE le débiteur principal a présenté une soumission écrite à la Couronne en date _____ jour de _____, 20__, pour _____

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU :

- (a) si le débiteur principal, dans l'éventualité où sa soumission est acceptée dans le délai prescrit par la Couronne ou, en l'absence d'un tel délai, dans les soixante (60) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres : signe, dans le délai prescrit par la Couronne ou, en l'absence d'un tel délai, dans les quatorze (14) jours suivant la présentation pour signature des formulaires requis, tous les documents contractuels qu'il peut être tenu de signer aux termes de la soumission acceptée; fournit un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux d'une valeur nominale respective de 50 % de la valeur du contrat, à la satisfaction de la Couronne, ou toute autre garantie acceptable par la Couronne; ou
- (b) si le débiteur principal verse à la Couronne la différence entre le montant de sa soumission et le montant du contrat conclu par la Couronne pour les travaux, les fournitures et les services visés par ladite soumission, dans le cas où la valeur de ce contrat est supérieure au montant de la soumission du débiteur principal;

dans le cas contraire, le présent cautionnement demeurera en vigueur.

POURVU TOUTEFOIS que la caution et le débiteur principal ne soient pas obligés envers la Couronne pour une somme supérieure au montant prévu dans le présent cautionnement.

POURVU ÉGALEMENT que la caution ne fasse l'objet d'aucune poursuite ou action en justice, à moins que cette poursuite ou cette action ne soit intentée et signifiée à son siège social au Canada dans les douze (12) mois suivant la date du présent cautionnement.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal

Témoin

Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.



ATTESTATION D'ASSURANCE

À être complétée par l'Assureur

MARCHÉ					
Description et endroit des travaux					N° de contrat
					N° de projet
ASSUREUR			COURTIER		
Nom de la compagnie			Nom de la compagnie		
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro	Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro
Rue			Rue		
Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route	Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route
Municipalité (ville, village, etc.)			Municipalité (ville, village, etc.)		
Province / État	Code postal / ZIP		Province / État	Code postal / ZIP	
ASSURÉ			ASSURÉ ADDITIONNEL		
Nom de l' entrepreneur			Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada.		
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro			
Rue					
Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route			
Municipalité (ville, village, etc.)					
Province / État	Code postal / ZIP				
<p>L'assureur atteste que les polices d'assurance suivantes sont présentement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré, en fonction du marché conclu entre l'Assuré dénommé et Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada.</p>					
POLICE					
Genre	Numéro	Date d'effet	Date d'expiration	Limites de garantie (\$)	
Responsabilité civile des entreprises					
Assurance des chantiers « Tous risques »					
Risques d'installation « Tous risques »					
Autre (énumérer)					
<p>Chacune des présentes polices renferment les garanties et dispositions spécifiées aux Conditions d'assurances, et chaque police a été amendée pour couvrir Sa Majesté en tant qu'assuré additionnel. L'assureur convient de donner un préavis de trente (30) jours à Sa Majesté et à l'assuré désigné en cas de changement visant la garantie d'assurance ou les conditions ou de l'annulation de n'importe quelle police ou garantie.</p>					
Nom du cadre ou de la personne autorisée		Numéro de téléphone		Ext.	
Signature		Date			



CAUTIONNEMENT POUR LE PAIEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DES MATÉRIAUX

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : _____

MONTANT : _____

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur principal (ci-après le débiteur principal), et _____,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

_____ dollars (_____ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le _____ jour de _____, 20__.

ATTENDU QUE le débiteur principal a conclu un contrat écrite à la Couronne en date du _____ jour de _____, 20__, pour _____

(le contrat), lequel est incorporé aux présentes par renvoi pour en faire partie intégrante.

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU si tous les paiements exigibles sont versés sans retard à tous les réclamants qui ont fourni de la main-d'oeuvre des services ou des matériaux dans le cadre du contrat, y compris dans le cadre de toute modification contractuelle subséquente et de toute prolongation dûment autorisées, la caution renonçant par les présentes à son droit d'être avisée concernant ces modifications et prolongations; au cas contraire, le cautionnement demeurera valide et en vigueur, sous réserve des conditions suivantes :

1. Dans le cadre du présent cautionnement, le réclamant (demandeur) désigne toute personne ayant conclu un contrat directement avec le débiteur principal ou l'un quelconque de ses sous-traitants pour de la main-d'oeuvre des matériaux ou les deux, utilisés ou raisonnablement requis dans l'exécution du contrat; sont compris dans la main-d'oeuvre et les matériaux : l'eau, le gaz, l'énergie, l'éclairage, le chauffage, le mazout, l'essence naturelle, les services de téléphone et la location d'équipements (à l'exclusion de la location d'équipements dont le loyer doit être inclus dans le prix d'achat du contrat) directement liés au contrat.
2. Le présent cautionnement ne s'applique pas aux demandes de paiement portant sur de la main-d'oeuvre des services ou des matériaux fournis dans le cadre du contrat lorsque ces demandes représentent une dépense d'immobilisation ou des frais généraux ou d'administration encourus par le débiteur principal dans l'exécution du contrat.
3. Le débiteur et la caution conviennent par les présentes, conjointement et solidairement avec la Couronne, que si un réclamant n'est pas payé en vertu de son contrat avec le débiteur ou avec un quelconque sous-traitant du débiteur dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'achèvement des services ou de la livraison des matériaux, la Couronne pourra tenter une action en justice en vertu du présent cautionnement et poursuivre cette action jusqu'à jugement final et exécution pour toute somme qui peut être due. Le droit de la Couronne d'intenter une telle action est cédé au réclamant conformément à la Partie VIII de la
4. Aux fins du présent cautionnement, la responsabilité du débiteur et de la caution face à un réclamant qui n'a pas conclu de contrat avec le débiteur se limite au montant que le débiteur aurait eu à payer au réclamant si les dispositions législatives provinciales ou territoriales applicables en matière de liens et de privilèges s'étaient appliquées aux travaux. Un réclamant n'est pas tenu de respecter les dispositions de ces lois qui établissent les procédures à respecter relativement aux avis, aux enregistrements ou autres qu'il aurait autrement été tenu de respecter pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens ou de privilèges dont il aurait pu se prévaloir. Le réclamant doit avoir droit d'acheminer sa réclamation et d'obtenir recouvrement en vertu des présentes, sous réserve des conditions et des exigences de notification prévues au cautionnement.
5. Toute modification importante du contrat conclu entre le débiteur et la Couronne ne peut en aucune manière porter préjudice aux droits et intérêts d'un réclamant qui n'a pas contribué ou provoqué cette modification.

6. Aucun réclamant ne peut intenter une action en justice en vertu des présentes :

- (a) à moins d'avoir donné un avis écrit, dans le délai imparti aux présentes, au débiteur principal et à la caution désignée aux présentes, indiquant aussi précisément que possible le montant réclamé. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé à toute place d'affaires du débiteur et de la caution ou signifié conformément aux règles de signification des procédures judiciaires en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux faisant l'objet du contrat sont situés. L'avis doit être donné :
 - (i) pour toute réclamation portant sur la retenue ou une partie de la retenue que le débiteur principal ou l'un quelconque de ses sous-traitants est tenu de prélever en vertu du contrat entre le réclamant et le débiteur principal ou, le cas échéant, du contrat entre le réclamant et le sous-traitant du débiteur principal, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la date d'exigibilité du dernier paiement dû au réclamant en vertu du contrat;
 - (ii) pour toute réclamation portant sur des sommes autres que la retenue mentionnée à l'alinéa qui précède, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant le dernier jour où les services, les travaux, la main-d'œuvre ou les matériaux visés par la réclamation ont été fournis en vertu du contrat entre le réclamant et le débiteur principal ou son sous-traitant;
- (b) après l'expiration d'un délai d'une (1) année suivant la date à laquelle le débiteur principal a cessé les travaux en vertu du contrat, y compris les travaux exécutés en vertu d'une garantie accessoire au contrat;
- (c) ailleurs que devant un tribunal compétent dans la province ou le district du Canada où sont situés les travaux ou une partie des travaux visés par le contrat; les parties au cautionnement conviennent par les présentes de se soumettre à la compétence de ce tribunal.

7. Doit être déduit du montant du présent cautionnement tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes.

8. La caution ne peut réclamer aucune somme en vertu du contrat et le montant et l'étendue de sa responsabilité en vertu du présent cautionnement demeurent inchangés. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la caution est tenue de payer toutes les réclamations valables soumises par un réclamant en vertu du présent cautionnement avant qu'une somme quelconque relative au contrat et retenue par la Couronne ne puisse être versée à la caution.

9. La responsabilité de la caution ne peut excéder le montant du présent cautionnement.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal

Témoin

Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.



CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : _____

MONTANT : _____

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur

principal (ci-après le débiteur principal), et _____,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

_____ dollars (_____ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le _____ jour de _____, 20__.

ATTENDU QUE le débiteur principal a conclu un contrat avec la Couronne en date du _____ jour de _____, 20__,

pour _____

(le contrat), lequel est incorporé aux présentes par renvoi pour en faire partie intégrante.

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU si le débiteur principal s'acquitte, de manière satisfaisante et de bonne foi, de toutes les obligations qui lui incombent en vertu du contrat; dans le cas contraire, le présent cautionnement demeurera en vigueur et aura plein effet, sous réserve des conditions suivantes :

1. Dans le cas où le débiteur principal omet d'exécuter l'une quelconque de ses obligations et que la Couronne déclare qu'il est en situation de défaut :
 - (a) si le mandat des travaux n'est pas retiré au débiteur principal, la caution doit remédier au défaut du débiteur principal;
 - (b) si le mandat des travaux est retiré au débiteur principal, sur instruction de la Couronne à cette fin, la caution doit achever les travaux conformément aux modalités du contrat, pourvu que, si un contrat est conclu à cette fin :
 - (i) ce contrat soit conclu entre la caution et l'entrepreneur chargé d'achever les travaux; et
 - (ii) le choix de cet entrepreneur soit approuvé par la Couronne;
 - (c) si le mandat des travaux est retiré au débiteur principal et si la Couronne, après en avoir donné un avis raisonnable à la caution, n'enjoint pas à la caution d'achever les travaux, cette dernière doit assumer les coûts d'achèvement des travaux qui excèdent le montant dont dispose la Couronne en vertu du contrat;
 - (d) la caution doit assumer la responsabilité et payer tous les dépassements de coûts liés à l'achèvement des travaux;
 - (e) la caution n'a pas droit aux sommes gagnées par le débiteur principal en vertu du contrat jusqu'à la date du défaut, ni aux retenues prélevées et détenues par la Couronne sur ces sommes; la responsabilité de la caution en vertu du présent cautionnement demeure pleinement en vigueur à condition toutefois, sans limiter la généralité de ce qui précède, qu'à l'achèvement des travaux, à la satisfaction de la Couronne, toute somme gagnée par le débiteur principal dans le cadre du contrat et toute retenue prélevée et détenue par la Couronne sur ces sommes soit versée à la caution.
2. La responsabilité de la caution ne peut excéder le montant du présent cautionnement.
3. Aucune action en justice ou demande ne peut être intentée par la Couronne contre la caution en vertu des présentes après l'expiration d'un délai de deux (2) ans suivant la date d'exigibilité du dernier paiement en vertu du contrat.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

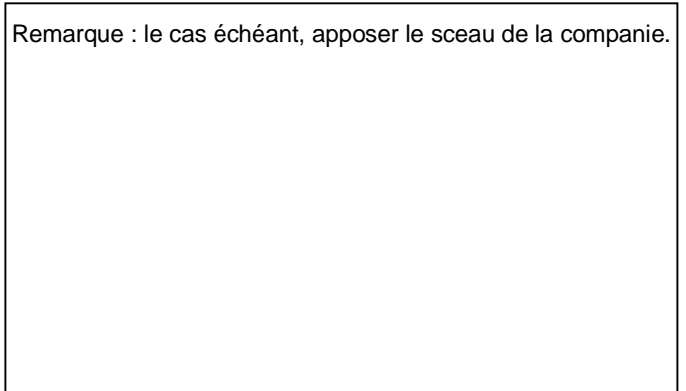
SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal

Témoin

Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.





ATTESTATION T4-A

L'entrepreneur doit remplir et soumettre la présente attestation T4-A dans les quatorze (14) jours civils de l'avis d'attribution du marché et dans les quatorze (14) jours civils suivant tout changement à l'information déjà fournie en vertu du marché. Le défaut de fournir cette information ou de fournir l'information correcte constituera une violation fondamentale du marché.

1. **L'entrepreneur doit inscrire un [x] dans l'une des cases ci-dessous, vis-à-vis de la description qui correspond le mieux à son statut.**

- [] Une entreprise incorporée en vertu des lois fédérales ou provinciales;
- [] Une entreprise non incorporée, soit une entreprise individuelle ou un partenariat; ou
- [] Un particulier.

Nota.- L'information fournie à la section 2 doit concorder avec celle fournie à la section 1.

Nom de l'entreprise incorporée ou non incorporée ou du particulier :

Nom de la rue ou n° de case postale : _____

Ville ou village : _____

Province : _____

Code postal : _____

2. **L'entrepreneur doit remplir la section qui correspond à sa situation (2(a) ou 2(b) ou 2(c)).**

(a) S'il est incorporé :

Numéro d'entreprise (NE) : _____ , ou
 Numéro de TPS/TVH : _____ , ou
 Numéro T2 (impôt des sociétés - NT2) : _____ , selon le cas

(b) S'il n'est pas incorporé :

Numéro d'assurance sociale (NAS) : _____ , ou
 Numéro d'entreprise (NE) : _____ , ou
 Numéro de TPS/TVH : _____ , selon le cas

Nota.- Le nom de l'entreprise non incorporée doit être le même que le nom associé au numéro d'entreprise de Revenu Canada ou au numéro de TPS.

(c) Si l'entrepreneur est un particulier :

Numéro d'assurance sociale (NAS) : _____ , ou
 Numéro d'entreprise (NE) : _____ , ou
 Numéro de TPS/TVH : _____ , selon le cas

Nota.- Le nom du particulier doit être le même que le nom associé au numéro d'assurance sociale.

3. **JE/NOUS CERTIFIE/CERTIFIONS PAR LES PRÉSENTES avoir examiné l'information fournie ci-dessus, y compris le nom légal, l'adresse et l'identificateur à propos de Revenu Canada (NAS, NE, no de TPS/TVH, NT2), et que cette information est correcte et complète, et indique pleinement mon/notre identité.**

Signataire ou entrepreneur

Titre du signataire

Date



FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
N° de référence
N° du ministère/de l'organisation
N° de dossier

REMARQUE : Pour consulter l'énoncé concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels, voir la section C de ce formulaire. Pour obtenir les directives à suivre, consulter les DIRECTIVES ci-jointes. Prière de dactylographier ou d'écrire en lettres moulées.

A RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (À remplir par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)

Form fields for administrative information: Nouvelle, Mise à jour, Relèvement, Transfert, Supplémentaire, Réactivation du dossier

Form fields for security verification level: Niveau de la (des) vérification(s) de la fiabilité/sécurité requis, Cote de fiabilité, Niveau I (CONFIDENTIEL), Niveau II (SECRET), Niveau III (TRÈS SECRET), Autre

RENSEIGNEMENTS SUR LA NOMINATION/L'AFFECTATION/LE CONTRAT

Form fields for nomination/assignment/contract: Période indéterminée, Période déterminée, Contrat, Secteur privé, Autre (préciser détachement / affectation, etc.)

Justification de la condition du contrôle de sécurité

Form fields for job details: Numéro du poste/concours/contrat, Titre, Groupe/Niveau (Grade le cas échéant), N° d'identification de l'employé/CIDP/Grade et numéro de matricule (le cas échéant), En cas de nomination pour une période déterminée ou à contrat, indiquer la durée, Du, Au, Nom et adresse du ministère / organisme / agence, Nom de l'agent, N° de téléphone, N° de télécopieur

B RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES (À remplir par le postulant)

Form fields for biographical information: Nom (de famille), Prénoms au complet (aucune initiale) souligner ou encercler le prénom usuel, Nom de famille à la naissance

Form fields for personal details: Tout autre nom utilisé (tel que sobriquet), Sexe (Masculin, Féminin), Date de naissance (A, M, J), Pays de naissance, Date d'entrée au Canada si né à l'extérieur du Canada (A, M, J)

Form fields for residence: RÉSIDENCE (indiquer les adresses des cinq dernières années en commençant par la plus récente), Adresse domiciliaire, N° de téléphone durant le jour, Adresse de courriel

Form fields for current residence (1): N° d'appartement, N° de rue, Nom de la rue, N° municipal (le cas échéant), Du (A, M), À présentement, Ville, Province ou État, Code postal, Pays, N° de téléphone

Form fields for previous residence (2): N° d'appartement, N° de rue, Nom de la rue, N° municipal (le cas échéant), Du (A, M), Au (A, M), Ville, Province ou État, Code postal, Pays, N° de téléphone

Form fields for security verification: Avez-vous déjà rempli auparavant un formulaire de vérification de sécurité du gouvernement du Canada? (Oui, Non), Dans l'affirmative, indiquer le nom de votre employeur ainsi que le niveau et l'année de la vérification.

CONDAMNATIONS POUR INFRACTIONS CRIMINELLES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU CANADA (voir instructions)

Form fields for criminal convictions: Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle pour laquelle vous n'avez pas obtenu de pardon? (Oui, Non), Dans l'affirmative, fournir des renseignements à ce sujet (infraction[s], nom du corps policier, ville, province/état, pays et date de la condamnation).

Form fields for conviction details: Infraction(s), Nom du corps policier, Ville, Province/État, Pays, Date de la condamnation (A, M, J)





FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL

Nom (de famille) et Prénoms au complet Date de naissance A M J

C CONSENTEMENT ET VÉRIFICATION (À remplir par le postulant et l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)

Table with 5 rows and 5 columns: Vérification requise, Initiales de la personne, Nom de l'agent, Initiales de l'agent, N° de téléphone de l'agent

Énoncé concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels

Les renseignements demandés sur ce formulaire sont exigés dans le but de fournir une évaluation de sécurité. Ils sont recueillis en vertu du paragraphe 7(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques et de la Politique de sécurité du gouvernement du Canada (PSG) et sont protégés par les dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans les institutions...

Je, soussigné, consens à la divulgation de renseignements susmentionnés, y compris de ma photographie, à leur vérification ultérieure par le gouvernement du Canada et à leur utilisation dans le cadre d'une enquête d'autorisation de sécurité.

Signature Date (A/M/J)

D EXAMEN (À remplir par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation chargé de faire remplir les sections A, B et C)

Nom et titre N° de téléphone Adresse N° de télécopieur

E APPROBATION (À remplir uniquement par l'agent de sécurité autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation)

Je, soussigné, à titre d'agent de sécurité autorisé, approuve le niveau de sécurité ci-après.

Cotes de fiabilité: Approuvé/Cote de fiabilité Non approuvé Nom et titre Signature Date (A/M/J)

Vérification de sécurité (le cas échéant): Niveau I Niveau II Niveau III Non recommandé Nom et titre Signature Date (A/M/J)

Commentaires

PHOTO (pour Niveau III T.S. et/ou sur demande - voir instructions)



INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ, DE CONSENTEMENT ET D'AUTORISATION DU PERSONNEL TBS/SCT 330-23 F (Rev. 2002/02)

Une fois rempli, le formulaire doit être sauvegardé et traité au niveau de sécurité PROTÉGÉ A.

Instructions générales

Si l'espace alloué dans une partie est insuffisant, veuillez utiliser une feuille distincte et reproduire la même présentation.

1. Section A (Renseignements administratifs) L'Agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation

L'Agent doit déterminer, basé sur l'historique des cinq dernières années, ce qui constitue une vérification suffisante des données personnelles, des études ainsi que des compétences et des antécédents professionnels conformément aux directives émises par l'agent de sécurité ministériel. Les références se limitent aux noms fournis par le postulant sur le formulaire de demande d'emploi ou d'autres formulaires équivalents.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS

Les personnes détenant une ATTESTATION DE SÉCURITÉ qui, après l'obtention de celle-ci, se sont mariées ou qui ont commencé à vivre en union de fait, doivent mettre à jour les sections du *Formulaire d'autorisation de sécurité (TBS/SCT 330-60)* et présenter une copie originale du *Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel*, et remplir les parties suivantes :

Partie A - Tel qu'indiqué à chaque question.

Partie B - Tel qu'indiqué à chaque question, sauf CONDAMNATIONS POUR INFRACTIONS CRIMINELLES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU CANADA.

Partie C - Seules la signature du demandeur et la date sont nécessaires.

"Autre". Ceci devrait être utilisé pour identifier si le filtrage de sécurité est pour Accès aux emplacements, NATO, SIGINT

2. Section « B » (Renseignements biographiques)

À remplir par le postulant. Si vous avez besoin de plus d'espace, veuillez utiliser une feuille distincte. Toutes les feuilles doivent être signées.

Pays de naissance - Pour de nouvelles demandes, si vous êtes né de parents canadiens à l'extérieur du pays, veuillez fournir une copie de votre Certificat d'inscription de naissance à l'étranger. Si vous demeurez au Canada depuis moins de cinq ans, veuillez fournir une copie de votre visa d'immigrant, un enregistrement du document de votre droit d'établissement ou une copie de votre passeport.

- Indiquez seulement les condamnations pour les infractions criminelles à l'égard desquelles vous n'avez PAS obtenu de pardon. S'il y a plus d'une condamnation, joindre une feuille distincte. On doit faire mention également des condamnations à l'extérieur du Canada.
- Indiquez également les infractions en vertu de la *Loi sur la défense nationale* ainsi que les condamnations prononcées par une cour martiale.

3. Section « C » (Consentement et vérification)

Une copie de la Section « C » peut être transmise à certaines institutions pour indiquer que le consentement a été accordé.

La vérification de l'existence d'un casier judiciaire (des empreintes digitales peuvent être requises) et la vérification de crédit ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire du Bureau de la sécurité du ministère ou de l'agent délégué.

Consentement : Seule un postulant qui a atteint l'âge de la majorité peut donner son consentement, sinon il faut la signature d'un parent ou de la personne qui a la charge légale de l'enfant.

L'âge de la majorité est de :

19 ans dans les provinces ou territoires suivants : T.-N., N.-É., N.-B., C.-B., Yukon, et T.N.-O., et Nunavut;

18 ans dans les provinces et territoires suivants : Î.-P.-É., Qc, Ont., Man., Sask. et Alb.

Le postulant doit inscrire ses initiales dans la case réservée aux initiales du postulant.

L'agent qui a effectué la vérification d'information imprimera son nom, insérera ses initiales et numéro de téléphone dans les espaces réservés à cet effet.

- Vérification de la fiabilité «pour tous les genres de vérifications identifiés à la section A» : remplir les numéros 1, 2, et 3 le cas échéant.
- Autorisation de sécurité «pour tous les genres de vérifications identifiés à la section A» : remplir les numéros 1 à 4 et 5 le cas échéant.
- Autre : le numéro 5 est utilisé seulement lorsque l'approbation préalable du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a été obtenue.

4. Section « D » (Examen)

Doit être rempli par l'agent autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation chargé de faire remplir les sections A à C de la manière demandée.

5. Section « E » (Approbation)

L'Agent de sécurité autorisé du ministère/de l'organisme/de l'organisation désigne les personnes déléguées par les ministères, organismes et organisations qui peuvent vérifier l'information sur la fiabilité et/ou approuver/ne pas approuver les résultats des vérifications de la cote de fiabilité et/ou de sécurité. Les cases «Approuvé Cote de fiabilité» et Niveau I, II, III ainsi que la signature de l'agent de sécurité autorisé ou du gestionnaire ont été ajoutées uniquement aux fins d'utilisation par le gouvernement du Canada. Les postulants doivent recevoir l'information nécessaire, en accuser réception et obtenir une copie du document "CERTIFICAT D'ENQUÊTE DE SÉCURITÉ ET PROFIL DE SÉCURITÉ - TBS/SCT 330-47".

Remarque : Les organisations du secteur privé ne sont pas habilitées à approuver un quelconque niveau de sécurité.

Photographies : Les ministères / organismes / agences doivent veiller à ce que trois photographies de taille passeport en couleur soient jointes au formulaire pour l'organisme chargé de l'enquête. Les dimensions maximales et minimales de ces photos sont respectivement de 50mm x 70mm et de 43mm x 54mm. La longueur du visage du menton au sommet de la tête doit être de 25 mm à 35 mm. Ces photographies doivent être signées par la personne et un responsable autorisé de la sécurité et **doivent avoir été prises au cours des six mois précédents**. Les photographies sont requises pour les nouvelles vérifications de sécurité ou les relèvements au Niveau III afin que l'organisme chargé de l'enquête puisse identifier la personne durant son enquête. Cependant, l'organisme chargé de l'enquête peut, en des cas particuliers, exiger une photographie pour les autorisations de sécurité de Niveau I ou II, lorsqu'une enquête est requise.